

OCDE
ETUDES ECONOMIQUES

ORGANISATION FOR ECONOMIC CO-OPERATION AND DEVELOPMENT

ROYAUME-UNI

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

MARS 1978

STATISTIQUES DE BASE DU ROYAUME-UNI

LE PAYS

Superficie totale (milliers de km ²)	244	Villes principales (millions d'habitants, estimation au 1-7-1976):	
Superficie agricole (milliers de km ²)	190	Londres (métropole)	7.0
		Birmingham	1.1
		Glasgow	0.9
		Liverpool	0.5
		Manchester	0.5

LA POPULATION

Population au 30-6-1976	55 959 000	Total de la population active civile occupée, en 1976	24 425 000
Densité au km ²	229	dont :	
Accroissement annuel net, moyenne 1971-1976	49 400	Agriculture	662 000
Taux de variation annuel, 1971-1976	0.1	Industrie (avec construction)	9 762 000
		Autres activités	14 001 000

L'ÉTAT

Dépenses ordinaires du secteur public en 1976 (en % du PNB)	22	Composition de la Chambre des Communes (février 1978):	
Recettes ordinaires du secteur public en 1976 (en % du PNB)	40	Travailleurs	310 sièges
Dette publique au 31 mars 1977 (en % des recettes ordinaires des Administrations publiques)	136	Conservateurs	282 »
		Libéraux	13 »
		Nationalistes écossais	11 »
		Unionistes de l'Ulster	10 »
		Autres	8 »
		Vacant	1 »
			635 sièges
		Dernières élections : 10-10-1974	

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

Exportations :		Importations :	
Exportations de biens et services, en % du PNB, en 1976	28	Importations de biens et services, en % du PNB, en 1976	30
Principaux produits exportés (en % des exportations totales, en 1976):		Principaux produits importés (en % des importations totales, en 1976):	
Machines	27	Pétrole et produits pétroliers	18
Matériel de transport	12	Machines	15
Produits chimiques	12	Produits chimiques	6
Textiles	4	Métaux non ferreux	3
Métaux non ferreux	3	Fruits et légumes	3
Sidérurgie	3	Viande	2

LA MONNAIE

Unité monétaire : Livre sterling		Unité monétaire par dollar des Etats-Unis, moyenne des données journalières :	
		Année 1977	0.5732
		Janvier 1978	0.5164

NOTE: On trouvera, dans un tableau de l'annexe, une comparaison internationale de certaines statistiques de base.

ÉTUDES ÉCONOMIQUES DE L'OCDE

ARCHIVES
RÉFÉRENCES
DOCUMENT PRÊTÉ
RETOUR BUREAU 610

ROYAUME-UNI

ORGANISATION DE COOPERATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

L'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE), qui a été instituée par une Convention signée le 14 décembre 1960, à Paris, a pour objectif de promouvoir des politiques visant :

- à réaliser la plus forte expansion possible de l'économie et de l'emploi et une progression du niveau de vie dans les pays Membres, tout en maintenant la stabilité financière, et contribuer ainsi au développement de l'économie mondiale;
- à contribuer à une saine expansion économique dans les pays Membres, ainsi que non membres, en voie de développement économique;
- à contribuer à l'expansion du commerce mondial sur une base multilatérale et non discriminatoire, conformément aux obligations internationales.

Les Membres de l'OCDE sont : la République Fédérale d'Allemagne, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Canada, le Danemark, l'Espagne, les États-Unis, la Finlande, la France, la Grèce, l'Irlande, l'Islande, l'Italie, le Japon, le Luxembourg, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas, le Portugal, le Royaume-Uni, la Suède, la Suisse et la Turquie.

La République Socialiste Fédérative de Yougoslavie est associée à certains travaux de l'OCDE, et notamment à ceux du Comité d'Examen des Situations Économiques et des Problèmes de Développement.

* *

*L'examen annuel de la situation du Royaume-Uni
par le Comité d'Examen des Situations Économiques
et des Problèmes de Développement de l'OCDE
a eu lieu le 13 février 1978.*

© OCDE 1978

Les demandes de reproduction ou de traduction doivent être adressées à :
M. le Directeur de l'Information, OCDE
2, rue André-Pascal, 75775 PARIS CEDEX 16, France.

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	5
I Évolution récente	6
Demande et production	6
Le marché du travail	12
Évolution des revenus et des prix	15
La situation extérieure	19
II Politique économique	27
Politique budgétaire	28
Politique monétaire	32
III Les perspectives à court terme	38
IV Conclusions	44
<i>Annexes</i>	
I Chronologie économique	47
II Mesures visant à réduire le chômage	58
III Perspectives et politiques à moyen terme	62
IV La stratégie industrielle	64
Annexe statistique	69

TABLEAUX

Texte

1	Dépense et production	7
2	Investissements au Royaume-Uni par secteur	8
3	Statistiques de main-d'œuvre	13
4	Indicateurs des coûts et des prix	16
5	Composantes de la hausse des prix à la consommation	17
6	Balance des paiements	19
7	Commerce extérieur, pétrole et autres produits	22
8	Divers postes de la balance des opérations courantes	23
9	Recettes et dépenses des administrations publiques et besoin d'emprunt du secteur public	28
10	Déficit et besoin d'emprunt du secteur public et des administrations publiques	31
11	Indicateurs monétaires	33
12	Demande et production en 1978	39

Annexe statistique

A	Emploi du PIB	69
B	Consommation et investissement	70
C	Production et main-d'œuvre	71
D	Financement intérieur	72
E	Salaires, prix et position extérieure	73
F	Analyse des transactions en capital et des règlements officiels	74-75
G	Avoirs et engagements extérieurs	76

GRAPHIQUES

1	Variation des stocks	10
2	Indicateurs du marché du travail	11
3	Commerce extérieur	23
4	Quelques indicateurs de la compétitivité des exportations de produits manufacturés	24
5	Quelques indicateurs de la pénétration des importations	26
6	Taux d'intérêt	34
7	Agrégats monétaires	36

INTRODUCTION

Après trois années marquées par la stagnation de la demande et de la production, la montée du chômage, une forte inflation et un déficit extérieur courant important, les autorités britanniques ont adopté une ligne de politique économique très restrictive à la fin de 1976. Leur objectif immédiat était de rétablir les équilibres économiques internes, de réduire encore les pressions inflationnistes, et de stimuler la confiance des agents extérieurs, de manière à préparer la voie au rétablissement d'un rythme de croissance sain. En 1977, l'action des pouvoirs publics s'est surtout traduite par des compressions des dépenses publiques sur biens et services, lesquelles ont été en l'occurrence réduites au-delà de ce qui était prévu. L'engagement des autorités sur le respect de leurs objectifs monétaires a introduit plus de discipline dans la gestion monétaire et contribué à créer un climat financier favorable, encore que la situation monétaire n'ait peut-être pas été aussi serrée qu'on l'avait primitivement envisagé, étant donné la forte baisse accusée tout au long de l'année par les taux d'intérêt à court terme et l'augmentation plus lente que prévu du PIB. Grâce à l'orientation de la politique économique, et grâce au passage de la balance des paiements courants à un excédent considérable au second semestre de l'année, la confiance s'est très nettement raffermie, et le Royaume-Uni a enregistré d'importantes entrées de capitaux, un quadruplement de ses réserves officielles et une forte appréciation effective de sa monnaie. L'inflation a continué à se ralentir, en partie à la faveur de circonstances particulières.

A l'exception des investissements fixes des entreprises privées, toutes les grandes composantes de la demande intérieure ont diminué en termes réels l'an dernier. La rapide décélération de la croissance des rémunérations moyennes, correspondant à peu près aux objectifs de la Phase II, a entraîné un fléchissement du revenu disponible réel des ménages et une nouvelle chute de la consommation privée. Malgré quoi, les importations ont augmenté rapidement et la pénétration des produits manufacturés étrangers a atteint des niveaux records. Néanmoins, grâce au dynamisme des exportations et à l'accroissement de la production pétrolière de la Mer du Nord, le solde extérieur a eu sur la croissance de la production une incidence positive qui a à peu près compensé l'incidence négative de la demande intérieure. Du fait de la stagnation de la production, le chômage a continué à augmenter encore un peu, mais de façon discontinue. Sous l'effet des réductions d'impôt et de l'accroissement des dépenses publiques, l'activité économique devrait se redresser en 1978. A supposer même que les politiques relativement rigoureuses appliquées actuellement soient maintenues, tous les indicateurs font présager un retour de la demande et de la production à un rythme de croissance proche de celui de la capacité. Par suite, le chômage devrait cesser d'augmenter et l'excédent de la balance des opérations courantes pourrait être un peu inférieur au niveau élevé atteint au second semestre de 1977. En grande partie du fait des relèvements plus importants des taux de salaire qui résulteront du retour à la liberté des négociations collectives, une certaine augmentation du taux d'inflation pourrait avoir lieu vers la fin de l'année. Après un rappel de l'évolution récente (Partie I), la présente étude analyse la politique économique (Partie II) et les perspectives à court terme (partie III), et se termine par quelques considérations sur la conduite de l'action gouvernementale (Partie IV).

I ÉVOLUTION RÉCENTE

Entre 1973 et 1976, l'évolution de l'économie britannique a été décevante et au second semestre de 1976 le PIB réel ne dépassait que d'un peu moins de $\frac{1}{4}$ % son sommet de 1973, alors qu'au cours de la même période il avait augmenté de $5\frac{1}{4}$ % pour l'ensemble de la zone de l'OCDE et pour les pays européens de l'OCDE. Hormis les dépenses publiques sur biens et services, toutes les grandes composantes de la demande intérieure ont considérablement diminué au cours de cette période. Le fléchissement de la consommation privée (2%) a été exclusivement dû à une nette augmentation du taux d'épargne des ménages qui a plus que compensé l'accroissement de leur revenu disponible réel. Les ménages ont en effet accru leur épargne non seulement afin de restaurer la valeur réelle de leurs actifs liquides érodée par l'inflation, mais aussi semble-t-il par précaution contre les aléas que leur faisaient redouter l'inflation persistante et la montée du chômage. Par ailleurs, la récession mondiale et le climat d'incertitude qui en résultait, ainsi que la forte hausse des coûts de main-d'œuvre qui avait débuté dès avant 1973, n'ont pas manqué d'avoir des répercussions défavorables sur les entreprises, qui ont fortement réduit leurs investissements productifs (de 18%). Si les exportations n'ont que modérément progressé, les importations ont augmenté encore moins du fait de la faiblesse de la demande intérieure (et en partie aussi de l'augmentation de la production pétrolière de Mer du Nord). Le solde extérieur réel a ainsi eu sur la croissance du PIB une incidence de l'ordre de 3%, qui a dans une large mesure compensé le recul de la demande intérieure. La détérioration des résultats économiques entre 1973 et 1976 ne s'est pas limitée aux secteurs réels de l'économie, et la situation s'est aussi dégradée sur le plan de l'inflation, sur le plan financier et sur celui de la balance des paiements. Au cours des trois années se terminant à la fin de 1976, le taux d'inflation a été en moyenne d'environ 20%, soit près de deux fois et demi plus élevé que celui du début des années 70. Entre août 1974 et août 1975, le taux a atteint un maximum de 26.9%. Bien qu'il ait été en s'amenuisant, le déficit de la balance des opérations courantes est resté substantiel durant cette période, et s'est accompagné de fréquentes et violentes attaques contre la livre sterling qui ont fait tomber son taux de change effectif de près d'un tiers entre 1973 et le troisième trimestre de 1976.

Beaucoup de ces tendances défavorables se sont prolongées durant le premier semestre de 1977. Mais comme le laissait entendre l'Étude sur le Royaume-Uni de l'an dernier, après un premier semestre où l'économie devait rester déprimée, le taux d'inflation élevé et la balance des paiements courants déficitaire, on devait assister au second semestre à une nette amélioration sur tous ces fronts. La différence entre ces deux périodes semble toutefois avoir été plus prononcée que prévu. La seule ombre importante à ce tableau, de la situation au second semestre de 1977 à tous autres égards nettement meilleur, a été l'augmentation du chômage, consécutive au fléchissement de l'activité économique au premier semestre.

Demande et production

L'accélération de l'inflation au premier semestre de 1977 et le ralentissement notable de la croissance de la masse salariale (qui a correspondu à peu près aux objectifs de la seconde phase de la politique de limitation volontaire des relèvements de salaires) ont provoqué une baisse du revenu disponible réel des ménages, qui était retombé au milieu de l'année aux niveaux enregistrés à la fin de 1972. Cette baisse du premier semestre 1977 a été particulièrement lourde pour les salariés, car les autres

revenus¹ et les transferts publics ont augmenté dans des proportions appréciables. Le taux d'épargne, qui avait déjà évolué dans un sens anti-cyclique en 1976, a diminué à nouveau, ce qui a limité le fléchissement des dépenses des consommateurs. Il n'empêche que celles-ci ont diminué de façon notable, de près de 4% en taux annuel, ce qui fait qu'en définitive, le niveau de la consommation privée par habitant a baissé de plus de 5% au cours des quatre dernières années. Du fait en grande partie de la rapide décélération de l'inflation, le revenu disponible réel semble avoir marqué au troisième

Tableau 1 **Dépense et production**
Pourcentages de variation en volume, taux annuels désaisonnalisés

	Par rapport à l'année précédente				Par rapport au semestre précédent	
	1974	1975	1976	1977 ¹	I	II ¹
Consommation privée	-1.2	-1.0	0.4	-1	-3.9	2+
Consommation publique	2.1	5.2	3.2	—	-2.0	1
Formation de capital fixe	0.3	-2.2	-3.4	-7+	-13.3	1+
Demande intérieure finale	-0.3	-0.1	0.3	-2	-5.2	2
Plus variation des stocks ²	-1.3	-2.4	1.5	+	2.2	-3+
Plus ajustement « de compromis » ^{2,3}	-0.1	0.1	-0.6	+	1.2	+
Demande intérieure totale	-1.7	-2.4	1.1	-+	1.8	-1+
Exportations	6.1	-3.3	7.5	6+	5.5	5+
Importations	2.0	-6.8	3.8	4+	4.5	-2+
Variation de la balance extérieure ²	1.0	0.9	1.0	+	0.4	2+
dont : Contribution du pétrole de la mer du Nord ²	—	—	0.1	+	0.4	+
PIB aux prix du marché ⁴	-0.8	-1.5	2.1	—	-1.4	1
Production agricole	4.5	-5.2	-8.2	2+	5.1	10
Production industrielle	-2.7	-5.1	0.5	+	0.8	-1+
dont : Industries manufacturières	-1.5	-6.1	0.9	+	0.3	-2
Services	0.4	1.2	2.1	1+	0.2	1+
PIB au coût des facteurs, dans l'optique de la production	-0.5	-1.8	1.1	1	0.9	1

1 Les chiffres pour 1977 sont provisoires ; ils sont fondés sur les données publiées pour les trois premiers trimestres et sur les estimations du Secrétariat de l'OCDE pour le dernier trimestre.

2 En pourcentage du PIB de la période précédente.

3 Différence entre l'estimation dans l'optique de la dépense et l'estimation « de compromis » de la production qui est la moyenne pondérée des trois estimations du PIB dans l'optique de la production, de la dépense et du revenu. Les coefficients de pondération sont 40 %, 40 % et 20 % respectivement.

4 Estimation « de compromis ».

Source: *Economic Trends*; « Press and Information Service Release » et estimations du Secrétariat de l'OCDE.

trimestre un redressement qui aurait entraîné un léger accroissement des dépenses des consommateurs. Et on pense qu'avec le maintien d'un faible rythme de hausse des prix à la consommation, les allègements fiscaux accordés à la fin de l'année, et les gratifications versées pour Noël aux retraités, le revenu disponible réel des ménages a probablement augmenté au quatrième trimestre. Il se peut, toutefois que cette augmentation se traduise surtout par une modification du taux d'épargne sans grande augmentation des dépenses de consommation. On estime qu'en dépit de son redressement au second semestre, la consommation privée a diminué de près de 1% pour l'ensemble de l'année.

La consommation publique a aussi fléchi au premier semestre de 1977, et bien qu'elle ait accusé une certaine reprise au second semestre, pour l'ensemble de l'année

Tableau 2 Investissements au Royaume-Uni par secteur
Pourcentages de variation en volume, taux annuels désaisonnalisés

	Valeur milliards de livres aux prix de 1976	1963 1973 moyenne	1973	1974	1975	1976	1976 II	1977 I	1977 T2	T3
Secteur public	10.1	3.5	- 15.6	2.3	2.0	- 3.0	- 22.2	- 21.6	- 53.9	2.1
— Administrations publiques	5.4	5.1	8.6	- 3.0	- 4.8	- 6.5	- 26.8	- 25.6	- 69.4	- 6.3
<i>dont</i> : logements	2.3	4.4	1.7	16.6	8.5	1.9	- 16.7	- 23.8	- 41.9	- 14.7
— Entreprises publiques	4.7	1.5	2.9	11.0	11.7	1.2	- 16.6	- 17.1	- 30.2	10.3
Secteur privé ¹	13.3	5.2	3.5	- 1.0	- 5.0	- 3.6	11.7	- 7.5	54.1	7.6
<i>dont</i> : Industries extractives ^{1,2}	2.5	15.9	17.9	105.0	89.3	13.3	- 0.4	- 27.2	706.1	..
Industries manufacturières	4.0	4.1	0.8	15.7	- 14.0	- 4.9	8.8	- 4.7	- 10.1	44.1
Distribution et autres branches de services ³	4.3	4.2	16.6	—	- 15.7	- 2.9	11.6	0.4	1.6	15.8
Logements	2.3	3.8	- 9.9	- 16.0	5.1	- 3.4	- 3.6	- 32.8	67.1	32.7
Total des investissements	23.4	4.4	4.7	0.3	- 2.2	- 3.4	- 4.2	- 13.3	- 3.0	5.7

1 Les livraisons de pétrole de la mer du Nord sont incluses mais les chiffres s'y rapportant ne sont pas désaisonnalisés.

2 Y compris le pétrole et le gaz naturel.

3 Non compris les achats de navires.

Note: Les chiffres concernant les investissements du secteur public au troisième trimestre sont provisoires.

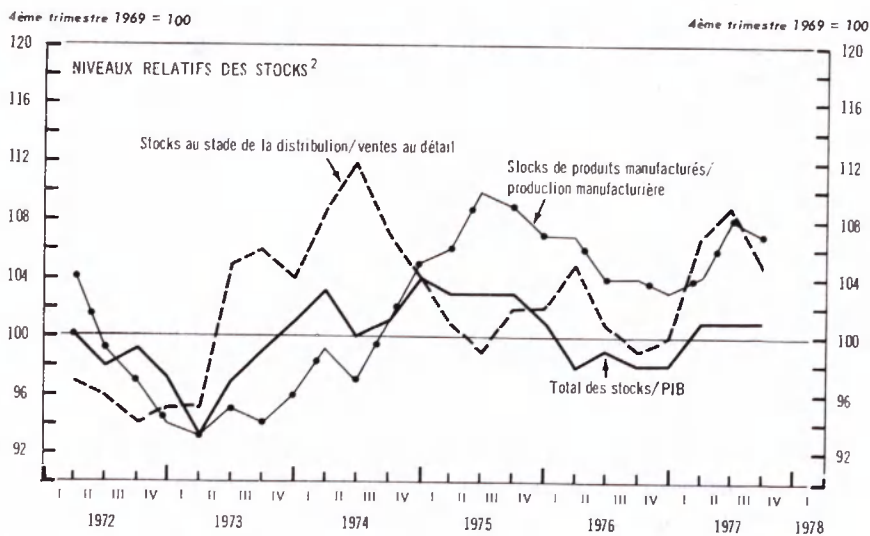
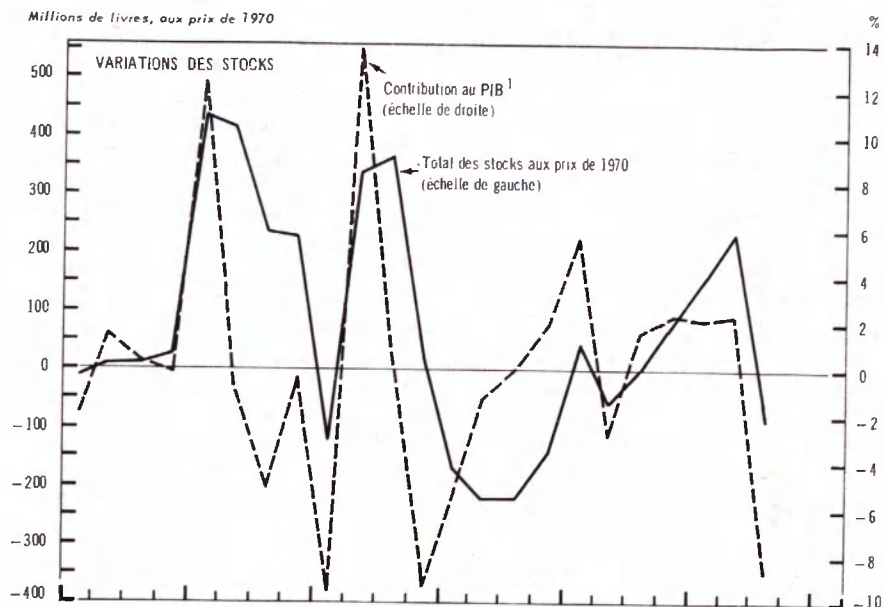
Source : *Economic Trends* et renseignements directement communiqués au Secrétariat de l'OCDE.

1977 elle devrait être un peu inférieure aux prévisions officielles établies en 1977. Les investissements du secteur public, sur lesquels avait pesé le plus gros des compressions budgétaires de ces dernières années, ont continué à diminuer de façon notable en termes réels (de 22%) durant les douze mois qui se sont terminés à la fin du premier semestre de 1977. Ce sont les investissements de l'ensemble des administrations publiques, y compris les investissements dans les logements construits par les administrations locales, qui ont enregistré le plus fort recul. En 1976/77, le Gouvernement avait imposé des plafonds fermes de dépenses en montants absolus à un peu plus de la moitié des dépenses publiques. Il y a eu des augmentations de prix plus fortes que prévu, il y a eu des difficultés à contrôler certains postes de dépenses (tels que les dépenses en personnel) dans le court terme, qui, de pair avec une certaine lenteur à démarrer de nouveaux programmes et avec un climat général de rigueur financière a conduit à dépenser trop peu. La diminution des investissements des entreprises publiques semblent aussi avoir dépassé les intentions initiales. Étant donné le climat général d'austérité budgétaire et les délais que demande habituellement le démarrage de grands programmes d'investissement, il est peu probable que les retards pris au premier semestre aient été rattrapés par la suite. Pour l'ensemble de l'année, les investissements du secteur public pourraient avoir diminué de non moins de 20%, soit de plus du double du chiffre retenu dans les prévisions budgétaires pour 1977/78.

La reprise de la production des industries manufacturières en 1976, l'amélioration de la situation financière des entreprises industrielles, la perspective d'une forte progression des exportations industrielles, et l'augmentation de l'aide financière accordée par l'État avaient créé une situation favorable à un net redressement des investissements des industries manufacturières en 1977. De fait, la première enquête sur les intentions des entreprises (effectuée durant l'été 1976) faisait prévoir un accroissement de ces investissements de l'ordre de 15 à 20%. Toutefois, à la suite de la crise du sterling et du durcissement considérable de la politique économique, et en raison aussi des incertitudes grandissantes qui entouraient les perspectives de croissance mondiale vers la fin de 1976, les entreprises ont révisé fortement en baisse leurs intentions d'investissement. Les résultats de l'enquête la plus récente (effectuée à l'automne de 1977) montrent que pour 1977 on tablait sur une augmentation d'un peu plus de 7% des investissements dans les industries manufacturières, mais si l'on exclut la sidérurgie et l'acier l'accroissement est plus proche de 12%. Il est intéressant de noter que les investissements dans les achats de véhicules ont beaucoup augmenté (de 26% au cours des trois premiers trimestres de 1977 par rapport à la période correspondante de 1976), que les investissements en installations et en outillages n'ont que modérément progressé (de 7%), et que le volume des nouveaux travaux de construction a diminué de 10%. Ces évolutions divergentes semblent indiquer que l'accroissement des investissements en 1977 est probablement dû en grande partie à des investissements de remplacement, destinés en particulier à renouveler le matériel de transport et les machines, et que la capacité de production n'a sans doute que relativement peu augmenté. La reprise des investissements ne s'est fait sentir que dans quelques branches d'industrie dont les plus importantes sont les produits alimentaires, les boissons et les tabacs, les constructions mécaniques, l'industrie du papier et de l'édition, tandis que les investissements diminuaient dans diverses branches comme les fabrications métallurgiques, les textiles et les articles d'habillement.

Dans les autres secteurs d'activité les investissements privés ont aussi été en perte de vitesse. L'augmentation dans les secteurs de la distribution et des services semble avoir été similaire à celle des industries manufacturières, en raison de la rapide croissance qui y avait été enregistrée jusqu'en 1974 et aussi à cause de la faiblesse des tendances de la demande. Au cours des neuf premiers mois de 1977, la pression qui continuait à s'exercer sur le revenu disponible réel des ménages, les incertitudes pesant sur les perspectives d'emploi et le haut niveau des taux hypothécaires sont autant de

Graphique 1 Évolution des stocks
Chiffres désaisonnalisés



1 Variation des stocks aux prix de 1970 en pourcentage du PIB au cours de la période précédente, en taux annuel.

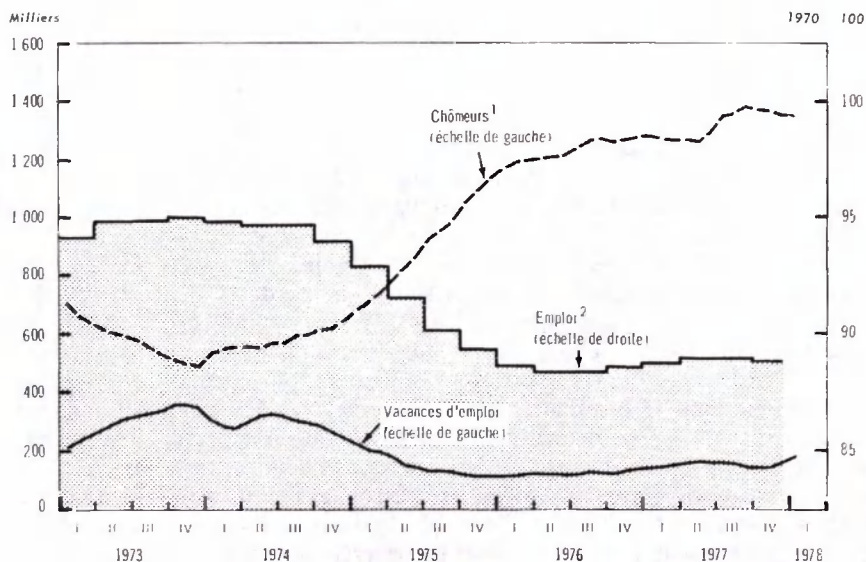
2 Stocks en fin de trimestre.

Sources: *Economic Trends, Trade and Industry.*

facteurs qui ont concouru à faire considérablement baisser les investissements privés dans le logement (de 17%) par rapport à la période correspondante de 1976. A en juger par les indicateurs les plus récents, notamment la forte augmentation des nouveaux engagements de prêts hypothécaires pris par les sociétés de prêts à la construction, l'accroissement du revenu disponible réel et la chute des taux hypothécaires (de 3 points aux cours de la période de douze mois ayant pris fin en octobre 1977), ce recul pourrait avoir été en partie rattrapé au quatrième trimestre et se limiter pour l'ensemble de l'année à environ 10 à 15%.

L'ampleur du fléchissement de la demande intérieure finale au premier semestre de 1977 semble avoir provoqué un important gonflement, largement involontaire, de la plupart des catégories de stocks. Au deuxième trimestre de 1977, le rapport stocks/production pour l'ensemble de l'économie atteignait l'un de ses plus hauts niveaux depuis vingt ans. Il semble qu'au second semestre de 1977, la plupart des secteurs aient réduit leurs stocks, de manière à ramener le rapport entre ceux-ci et leur production à des niveaux plus normaux. Ces fortes fluctuations de la formation de stocks ont en partie contre-balançé les variations de la demande intérieure finale au cours des deux semestres de 1977. Et bien que la demande intérieure totale ait probablement diminué sur l'ensemble de l'année 1977, cette évolution a été compensée par une forte augmentation du solde extérieur en termes réels, les exportations de biens et de services étant demeurées le seul facteur important de croissance. Le produit total semble donc avoir peu varié. Sans l'augmentation de la production pétrolière de la Mer du Nord, le PIB aurait diminué de $\frac{1}{4}$ à $\frac{1}{2}$ % ou au moins aurait à peine augmenté.

Graphique 2 Indicateurs du marché du travail
Chiffres désaisonnalisés



1 Non compris les jeunes venant de finir leur scolarité.

2 Emploi dans les industries productrices.

Note: Les chiffres concernent uniquement la Grande-Bretagne.

Source: Department of Employment Gazette.

Le marché du travail

La situation du marché du travail a temporairement cessé de se détériorer à l'automne de 1976. Après avoir fléchi de façon ininterrompue, d'environ 2% au total, entre le milieu de 1974 et le milieu de 1976, l'emploi a augmenté d'un peu moins d'un demi point de pourcentage au cours des douze mois ayant pris fin au milieu de 1977, cependant que le chômage est demeuré à peu près stationnaire durant la période de neuf mois ayant pris fin en mai 1977. Mais le chômage a recommencé à augmenter au troisième trimestre, tandis que l'emploi semble être resté stable. La progression de l'emploi de la mi-1976 à la mi-1977 a été exclusivement due à une augmentation de l'emploi salarié dans les entreprises manufacturières privées. Dans le secteur public et dans les services, l'emploi est resté à peu près inchangé. La stabilité de l'emploi dans le secteur des services paraît normale, eu égard à l'évolution de la production dans les deux années précédentes. Ce qui est surprenant, c'est qu'il ait augmenté à un rythme relativement rapide dans les industries manufacturières, étant donné le peu de dynamisme de la production de ce secteur.

Jusqu'en 1973, le taux de croissance en moyenne période de la productivité dans les industries manufacturières avait été de l'ordre de 3½ % par an. Les relations observées dans le passé semblent aussi indiquer qu'il s'écoulait un assez long délai avant que les variations de la production n'entraînent des variations de l'emploi². De toute évidence, il était peu vraisemblable que ces tendances se poursuivent au cours de la période plus récente, vu l'état très déprimé de la production. Cependant, même compte dûment tenu des effets de la récession, on aurait pu penser que la production par personne employée aurait légèrement progressé, surtout dans une situation où les coûts de main-d'œuvre augmentaient de façon notable tandis que les profits s'amenuisaient sérieusement. Or, entre l'année 1973 qui marque le sommet de leur courbe et le premier semestre de 1977, la production et l'emploi ont diminué dans la même proportion (de près de 6%), ce qui implique qu'il n'y a eu aucun gain de productivité. Ce qui est encore plus surprenant c'est que, alors que durant ces quatre dernières années la production des industries manufacturières était restée très au-dessous de son niveau de 1973³, une légère reprise de cette production ait suffi à provoquer, avec seulement un faible décalage, une augmentation de l'emploi de l'ordre de 1½ % au cours des douze mois ayant pris fin au milieu de 1977. Ce phénomène atypique peut dans une certaine mesure être dû à un ralentissement du rythme de croissance tendanciel de la productivité, ralentissement qui pourrait être lié à la tendance des investissements des industries manufacturières à diminuer depuis la fin des années 60. Mais il s'explique aussi, et peut-être pour une part plus importante, par l'expansion des systèmes publics de soutien de l'emploi, qui a été particulièrement marquée au cours des douze mois ayant pris fin au milieu de 1977 et dont les effets se sont surtout fait sentir dans le secteur des industries manufacturières.

Devant le montée du chômage, les autorités britanniques avaient institué un certain nombre de programmes de création d'emplois et de formation au cours de l'été 1975⁴, en partie dans le but d'atténuer le chômage chez les jeunes, qui avaient été gravement touchés par la récession. Depuis lors, le champ d'application de ces programmes a été considérablement élargi et beaucoup d'autres sont venus s'y ajouter. Jusqu'à présent, environ un demi million de personnes en ont bénéficié, dont près de 320 000 pour la seule année 1977. Toutefois, ces divers programmes ne constituent pas tous à proprement parler des mesures de création ou de maintien d'emplois. Certains visent à dispenser aux travailleurs une formation, parfois pendant seulement

2 Ce délai pourrait avoir été de l'ordre de huit trimestres.

3 Au premier semestre de 1977, elle s'établissait encore à 5% au-dessous de ce niveau.

4 Pour plus de détails, voir Annexe II.

Tableau 3 Statistiques de main-d'œuvre¹

	Moyenne 1963-73	1973	1974	1975	1976	1977	1976		1977		Déc. 1977
							I	II	I	II	
Emploi (pourcentages de variation, taux annuels désaisonnalisés)											
Population active	0.2	1.0	0.9	0.4	0.6		0.3	0.5	0.7		
Emploi, total	0.1	2.1	0.3	-0.7	-0.7		-1.0	—	0.4		
Salariés, total	0.1	2.2	0.4	-0.6	-0.8		-1.1	—	0.5		
hommes	-0.6	1.2	-1.0	-1.1	-1.1		-1.2	-0.5	—		
femmes	1.2	3.9	2.6	0.2	-0.1		-0.9	0.7	1.2		
Industries productrices ²	-1.6	1.0	-0.3	-3.7	-2.6	0.4	-2.7	—	1.4	-0.1	
Industries manufacturières	-1.3	0.6	0.3	-4.4	-2.7	1.0	-2.5	0.9	1.6	—	
Proportion dans l'effectif total des salariés :											
hommes	62.8	60.8	59.7	59.6	59.3		59.4	59.3	59.1		
femmes	37.2	39.2	40.1	40.4	40.7		40.6	40.7	40.9		
Chômage											
Taux de chômage, désaisonnalisé ³	2.3	2.6	2.5	3.8	5.3	5.7	5.2	5.5	5.5	5.9	5.9
hommes	2.9	3.5	3.5	5.2	6.7	6.9	6.6	6.8	6.8	7.1	7.2
femmes	1.1	1.1	1.0	1.9	3.1	3.7	2.8	3.3	3.4	4.0	4.1
Structure du chômage, non désaisonnalisé											
en fonction de la durée ⁴											
jusqu'à 4 semaines	..	25.4	30.9	24.5	20.1	18.0	18.3	21.1	17.3	18.6	14.8
plus de 4 semaines	..	74.6	69.1	75.5	79.9	82.0	81.7	78.9	88.7	81.4	85.2
en fonction de l'âge ⁵											
moins de 18 ans	..	4.0	4.4	7.5	10.2	10.8	5.9	14.2	6.1	15.3	
18 à 19 ans	..	6.5	6.7	9.9	7.1	7.1	7.4	6.8	7.0	7.1	
20 à 29 ans	..	23.9	25.0	29.7	28.6	28.0	30.3	26.9	29.7	26.4	
30 à 59 ans	..	45.7	44.3	39.1	41.0	41.5	43.1	39.3	43.7	39.5	
60 ans et plus	..	19.9	19.6	13.7	13.1	12.6	13.5	12.9	13.4	11.7	

1 Grande-Bretagne seulement.

2 Industries extractives, industries manufacturières, construction et travaux publics, distribution d'eau, de gaz et d'électricité.

3 Compte non tenu des jeunes venant d'achever leur scolarité. En pourcentage de l'effectif total des salariés (y compris les chômeurs) en milieu d'année.

4 Personnes âgées de moins de 60 ans.

5 Les chiffres sont relevés en janvier et en juillet et on en fait la moyenne pour obtenir les chiffres annuels. Les chiffres de janvier n'étaient pas disponibles pour 1974 et 1975.

Sources : *Department of Employment Gazette*, *British Labour Statistics* et estimations du Secrétariat de l'OCDE.

une courte période, sans leur donner aucune garantie de pouvoir trouver un autre emploi à l'issue de leur stage de formation. De plus, les chiffres ne tiennent pas compte des diverses sortes d'effets de rétroaction, et en particulier des effets de « déplacement » résultant de ces programmes⁵. C'est surtout le cas pour deux d'entre eux : le système de « Temporary Employment Subsidy » (subventions temporaires à l'emploi) dont, d'après les estimations officielles, l'effet de « déplacement » pourrait finalement représenter entre le tiers et la moitié des emplois fournis, et le « Small Firms Employment Scheme » (système pour l'emploi dans les petites entreprises) dont l'effet de déplacement est probablement bien moindre bien que ceci soit contrebalancé par le risque très probable de financer une expansion de la production et de l'emploi qui, dans une large mesure, aurait eu lieu en tout état de cause. Toutefois, même compte tenu de ces effets, ces programmes semblent avoir jusqu'à présent donné d'assez bons résultats, et pour la seule année dernière ils ont permis de créer ou de conserver l'équivalent de quelque 200 000 emplois (soit environ 1% de l'effectif employé total⁶).

Si, à court terme, ces programmes particuliers ont probablement eu une incidence appréciable sur l'emploi, il est évident qu'à plus long terme, ces mesures de sauvegarde de l'emploi risquent d'introduire des distorsions dans l'économie, dans la mesure où elles aident des entreprises inefficaces au lieu de favoriser l'expansion de types de production plus dynamiques. Il n'en va cependant pas de même des divers programmes de formation qui ont été mis en application. Ceux-ci ont peut-être eu des effets moins spectaculaires à court terme, mais ils pourraient fort bien se révéler très bénéfiques à plus long terme. Il est, en effet, probable qu'en période de récession, les qualifications tendent à se perdre. A la suite de la stagnation prolongée de la production des industries manufacturières entre la fin de 1968 et le début de 1972, le nombre des travailleurs qualifiés formés par les mesures d'apprentissage était tombé. Durant la phase d'expansion de 1973, les pénuries de travailleurs qualifiés ont apparemment constitué l'une des principales limitations à la croissance. Les programmes de formation pourraient fort bien atténuer ces problèmes lors d'une reprise future. Les coûts de ces diverses mesures doivent naturellement être mis en balance avec leurs avantages. Cependant, ces coûts semblent relativement modestes. Pour 1977, le coût brut de l'ensemble des mesures intéressant le marché du travail est estimé à 380 millions de livres (soit ¼% des dépenses publiques). Et leur coût net est bien moindre, puisque le fait de fournir des emplois à des personnes qui auraient autrement été au chômage permet à l'État d'économiser sur les prestations de chômage et d'augmenter ses recettes au titre de l'impôt sur le revenu et de la sécurité sociale.

Du fait en grande partie des mesures en faveur du marché du travail, le chômage a augmenté de façon discontinue au cours des deux dernières années. Du milieu de 1976 au printemps de 1977, le taux de chômage s'est stabilisé aux alentours de 5½% de l'effectif total des salariés (à l'exclusion des jeunes venant d'achever leur scolarité). Mais, sous l'influence de la stagnation persistante de la demande et de la production, il a augmenté au troisième trimestre de 1977 pour atteindre 6%. Ces derniers mois, il a un peu fléchi. Le chômage recensé est extrêmement élevé dans le secteur du bâtiment et des travaux publics (où son taux est près de deux fois et demie supérieur à la moyenne nationale) du fait de la faiblesse persistante de la construction de logements et, plus encore, de la forte diminution des investissements publics. Dans les autres grands secteurs, les taux de chômage sont à peu près similaires et n'ont qu'assez légè-

5 Les entreprises bénéficiant de subventions produisent davantage qu'elles ne l'eussent fait autrement. Par conséquent, pour une pression donnée de la demande, elles détournent une certaine production aux dépens des entreprises non aidées, à moins que cette production ne soit stockée, exportée ou ne serve à remplacer des importations.

6 Leur incidence sur le chômage enregistré est cependant sans doute moindre puisque toutes les personnes participant à ces programmes n'auraient pas nécessairement été à la recherche d'un emploi.

rement augmenté au cours des douze mois ayant pris fin au milieu de 1977. D'un autre côté, le nombre des chômeurs non classés par branches d'activité a augmenté d'environ un tiers au cours de cette même période. Il semblerait donc que si les travailleurs qui possèdent des qualifications et ont occupé le même poste pendant un certain nombre d'années n'ont pas eu trop à souffrir de la faiblesse de l'activité économique, ceux qui n'ont pas de qualifications particulières et ont souvent changé d'emploi et d'entreprise éprouvent beaucoup plus de difficultés à trouver du travail. La proportion des femmes dans le nombre total des chômeurs n'a cessé d'augmenter, passant d'environ 16% en 1973 à 27½% au troisième trimestre de 1977. Plus élevée que dans les périodes précédentes de haut niveau de chômage, cette proportion aurait été encore plus forte si les divers programmes mis en œuvre n'avaient apporté un soutien aux secteurs à forte proportion de main-d'œuvre féminine et particulièrement mal en point, comme les industries du textile, de l'habillement et des chaussures⁷. Les jeunes ont également été plus atteints que la moyenne durant la récente récession, en dépit de la mise en œuvre d'un certain nombre de programmes expressément destinés à atténuer le chômage des jeunes.

Évolution des revenus et des prix

Le consensus social qui avait rendu possible la réussite des Phases I et II de la politique de limitation volontaire des revenus (réduction de moitié, c'est-à-dire à 14%, du taux de croissance des gains moyens entre juillet 1975 et juillet 1976, ce taux étant ensuite ramené à environ 8% au cours des douze mois suivants) était bien évidemment lié aux très grandes difficultés dans lesquelles se trouvait l'économie en 1975 et 1976. Mais vers le milieu de 1977 les choses avaient sensiblement changé. Au moment où devait se renégocier la troisième phase de la politique des revenus (c'est-à-dire au début de l'été 1977), il était manifeste que l'inflation allait se ralentir de façon appréciable durant le reste de l'année. La balance des opérations courantes était en nette amélioration et l'on s'attendait à la voir devenir excédentaire tandis que l'atmosphère était à l'optimisme dans les milieux financiers et que de fortes pressions à la hausse s'exerçaient sur la livre sterling. Étant donné cette amélioration du climat et le fait que durant les deux années de restriction volontaire des salaires, les gains réels avaient diminué d'environ 7%, les syndicats ne se sentaient plus autant de raisons de rester engagés dans une politique contractuelle des salaires et ils votèrent une résolution exprimant leur volonté de revenir à la liberté des négociations collectives. Mais ils acceptèrent de respecter la « règle de l'intervalle de douze mois » entre deux relèvements successifs des salaires⁸ après les accords au titre de la Phase II.

L'objectif du gouvernement (annoncé en juillet) est de limiter, durant la série actuelle d'accords salariaux, la hausse des gains moyens à environ 10%, ce qui suppose des niveaux nettement inférieurs pour les majorations prévues par les accords. Les autorités britanniques ont indiqué qu'elles feraient tout leur possible pour faire respecter cette limite par le secteur public, et également que des sanctions seraient prises contre les entreprises privées s'il apparaissait que les majorations prévues par les conventions collectives étaient incompatibles avec les principes directeurs fixés par le gouvernement. Ces sanctions peuvent prendre plusieurs formes: application d'un

7 Le système de « Temporary Employment Subsidy » couvre autant de femmes que d'hommes alors que la proportion des femmes dans l'effectif employé total n'est que de 40%. A peu près la moitié des travailleurs couverts par ce système est employée dans les secteurs des textiles, de l'habillement et des chaussures, alors que ces secteurs ne comptent que pour 12% dans l'emploi total dans les industries manufacturières.

8 Un intervalle d'au moins douze mois doit être observé entre deux accords salariaux successifs ainsi qu'entre les majorations qui en découlent.

traitement discriminatoire dans la politique d'achats du secteur public, blocage des marchés publics, cessation ou réduction de l'aide accordée par l'État dans le cadre de la stratégie industrielle ou des programmes en faveur de l'emploi et de la formation, et suppression des crédits à l'exportation. Néanmoins les autorités semblent avoir laissé

Tableau 4 Indicateurs des coûts et des prix
Pourcentages de variation en taux annuels

	Par rapport à l'année précédente			Par rapport au semestre précédent			Par rapport au trimestre précédent	
	1975	1976	1977	1976 II	1977 I	1977 II	1977 T3 T4	
<i>Correction faite des variations saisonnières</i>								
Indices implicites des prix du PIB								
Au coût des facteurs	28.6	14.1		13.4	13.4		20.6	
Aux prix du marché	28.0	15.2		13.2	16.7		...	
Coûts unitaires de main-d'œuvre ¹	32.4	12.1		12.4	8.9		7.6	
Taux de salaire hebdomadaire de base ²	29.5	19.3	6.4	10.6	5.5	4.1	4.9	2.1
Gains moyens ³	26.5	15.6	10.1	11.6	10.4	8.4	4.7	17.6
Bénéfices bruts d'exploitation des entreprises après réévaluation des stocks (milliards de livres, taux annuel)	(5.5)	(7.1)		(7.4)	(9.6)		(12.6)	
Impôts indirects nets des subventions par unité de production	— 3.3	9.1		17.1	25.2			
Indice implicite des prix des dépenses de consommation	23.6	15.3	14 ⁺ 4	12.8	17.2	11 ⁴	11.6	6 ⁺ 4
<i>Avant correction des variations saisonnières</i>								
Prix de détail :								
Total	24.1	16.6	15.8	13.5	20.5	9.3	6.4	6.0
Alimentaires	25.6	20.0	19.0	15.6	28.6	5.2	2.3	2.5
Non-alimentaires	23.8	15.5	14.9	12.7	18.2	10.8	8.1	7.3
Prix de gros :								
Production ⁵	24.1	16.4	19.2	17.7	23.1	13.2	13.8	6.6
Moyens de production ⁶	9.3	27.0	13.8	29.7	17.2	— 5.1	— 8.0	— 10.7
Prix à l'importation ⁷	13.3	22.0	6.0	29.5	17.2	— 3.6	1.4	— 5.8

1 Variation du revenu du travail divisé par le PIB au coût des facteurs (estimation « de compromis »).

2 Travailleurs manuels seulement, avant correction des variations saisonnières.

3 L'indice couvre environ 7 millions de salariés travaillant dans des industries productrices, les transports et les communications et certains services divers.

4 Estimation du Secrétariat de l'OCDE pour le quatrième trimestre.

5 Ventes intérieures, ensemble des produits manufacturés.

6 Matières de base et combustibles achetés par les industries manufacturières.

7 Sur la base de la balance des paiements, biens seulement.

Sources : *Monthly Digest of Statistics ; Economic Trends ; Department of Employment Gazette* et estimations du Secrétariat de l'OCDE.

une certaine marge de souplesse pour l'interprétation de leurs directives, et des sanctions ne seront infligées que si dans des cas bien déterminés la hausse des gains moyens semble devoir considérablement dépasser 10%.

Dans l'ensemble, les majorations prévues par les conventions collectives conclues jusqu'ici ont été en gros conformes aux principes directeurs formulés par le

gouvernement⁹. Toutefois, les conventions qui interviennent normalement entre le mois d'août et la fin de l'année n'ont pas toutes été conclues durant cette période. Les syndicats semblent avoir hésité à prendre position sur les majorations avant que l'on ait pu mieux discerner la tendance des salaires. De plus, dans beaucoup de cas les majorations de salaires intervenues dans la dernière partie de l'année 1977 résultaient encore d'accords passés dans le cadre de la Phase II. Ces deux facteurs expliquent la faible augmentation enregistrée par les gains depuis l'expiration de la Phase II en juillet. Toutefois, au cours de la période août-décembre 1977, l'indice des gains moyens a fait apparaître une accélération de leur progression par rapport à celle résultant de l'application des normes précédentes de la Phase II¹⁰. On estime maintenant que l'augmentation des gains moyens aura été de l'ordre de 9% en 1977, année sur année, contre 15% en 1976.

Tableau 5 Composantes de la hausse des prix à la consommation
Pourcentages de variation, taux annuels désaisonnalisés

	Par rapport à l'année précédente				Par rapport au semestre précédent		
	1974	1975	1976	1977 ¹	1976 II	1977 I	1977 II
Revenu du travail par unité de production	8½	15½	7	5½	5½	6	3½
Autres coûts par unité de production ²	3	2½	4	3½	4½	3	1
Impôts nets des subventions par unité de production	— ½	3½	3½	3½	2½	3½	3½
Prix à l'importation des biens et services ³	8	3½	3½	3	5	3½	1½
Poste résiduel	— 2½	— 1½	— 2½	— ½	— 4½	1½	1½
Indice des prix des dépenses de consommation ⁴	16½	23½	15½	14½	12½	17½	11

1 Sur la base des chiffres effectifs jusqu'au troisième trimestre ; les chiffres du quatrième trimestre sont des estimations du Secrétariat de l'OCDE.

2 Revenu intérieur total diminué du revenu du travail ; ce poste couvre donc les bénéfices d'exploitation bruts des sociétés, les profits bruts des autres entreprises, les résultats bruts d'exploitation des sociétés publiques, les loyers et le revenu des travailleurs indépendants.

3 Indice implicite des prix des importations de biens et de services (comptabilité nationale).

4 Indice implicite des prix des dépenses de consommation (comptabilité nationale).

Note : Les coefficients de pondération utilisés pour calculer la contribution des coûts des moyens de production primaires à la hausse de l'indice implicite des prix de la consommation ont été extraits des tableaux d'échanges inter-industriels 1972, et l'on a supposé un décalage moyen de 0.8 trimestre pour l'incidence des coûts salariaux et des prix à l'importation. L'importance variable du poste résiduel peut tenir en partie à des variations des coefficients de pondération et des décalages.

Source : *Economic Trends* et estimations du Secrétariat de l'OCDE.

9 D'après les services de la CBI qui suivent les conventions collectives, 90% des travailleurs couverts par les conventions conclues jusqu'à la fin de 1977 ont accepté des majorations de salaires conformes aux directives, ce chiffre étant de 92% d'après les services officiels chargés de suivre les conventions les plus importantes. La limite recommandée a été respectée dans le secteur public, mais elle a été dépassée dans quelques conventions du secteur privé, dont certaines comptent parmi les plus importantes. En outre, dans l'industrie, quelques conventions comportent une clause prévoyant des majorations de salaires pour gains de productivité, ce qui peut porter le rythme de croissance des gains moyens à plus de 10%. Dans la mesure où ces majorations seront financées par des gains de productivité, elles n'augmenteront pas les coûts, mais d'un autre côté les gains de productivité ne se traduisent pas par des prix plus bas ou des profits plus élevés.

10 En raison de problèmes de champ et de mesure, l'ancien indice ne retrace peut-être pas exactement l'accroissement des gains moyens pour l'ensemble de l'économie. Un nouvel indice plus complet (qui part du 1^{er} janvier 1976) est publié, mais le facteur de correction des variations saisonnières n'a pas encore été estimé et ne peut donc pas être utilisé pour mesurer l'accroissement à court terme des gains moyens. L'ancien indice (dont l'évolution est indiquée au tableau 4) surestime apparemment la progression des gains moyens au cours de l'année 1977. De plus, depuis 1973, il fait apparaître une nette accélération au quatrième trimestre de chaque année (telle que celle qui s'est produite depuis octobre 1977), puis un fort ralentissement au début de l'année suivante. Il est donc impossible d'estimer le rythme effectif d'accroissement des gains moyens sur la base des seuls chiffres du quatrième trimestre. Par conséquent, l'augmentation de l'indice au quatrième trimestre de 1977 (qui est indiquée au tableau 4) surestime probablement le rythme tendanciel d'accroissement des gains moyens dans la Phase III.

Malgré le net ralentissement de l'accroissement des coûts de main-d'œuvre durant la période couverte par la Phase II, la hausse des prix de détail s'est accélérée pour atteindre un taux annuel de l'ordre de 22% au cours des six mois se terminant en avril 1977. Cette évolution s'explique en grande partie par des facteurs particuliers (majoration des impôts indirects, réduction du montant des subventions et forte hausse des prix des produits alimentaires saisonniers) et par l'accélération de la hausse des prix à l'importation liée à la forte baisse du taux de change effectif de la livre durant l'année 1976. Depuis avril 1977, la hausse des prix de détail s'est ralentie de façon prononcée pour revenir à un taux annuel de l'ordre de 6¼ % seulement. Mais il faut dire d'abord que l'évolution des prix des produits alimentaires saisonniers a marqué un très net revirement, et deuxièmement, qu'il n'y a pas eu d'augmentation supplémentaire des impôts indirects et que le montant des subventions a peut-être même été légèrement accru. Si l'on fait la part de l'incidence de tous ces facteurs spéciaux, il apparaît que le rythme sous-jacent de hausse des prix de détail s'est beaucoup moins ralenti que ne le ferait penser l'évolution de l'indice des prix global, passant de peut-être 18% en taux annuel entre avril 1976 et avril 1977 à peut-être 8% entre juin et décembre.

La décélération du taux sous-jacent d'inflation a été due de façon prédominante au ralentissement sensible de la progression des gains moyens. Elle a également été due pour une part importante au renversement de l'évolution des prix à l'importation qui, après avoir augmenté rapidement jusqu'au printemps dernier, ont légèrement baissé depuis lors. Le rythme de hausse des autres coûts¹¹ ne paraît pas avoir beaucoup varié entre le premier et le second semestre, mais du fait de la reprise de la croissance de la production et des gains de productivité qui en ont résulté, l'incidence de ces coûts sur la hausse des prix devrait avoir été moindre au second semestre. L'indice des prix de détail a augmenté de près de 16% sur l'ensemble de l'année 1977, mais de seulement 9¼% en taux annuel au second semestre. L'indice implicite des prix du PIB (qui est un meilleur indicateur de l'évolution des coûts intérieurs) aura monté un peu plus que l'indice des prix de détail, surtout au second semestre, puisque l'incidence favorable de l'évolution des prix à l'importation en est exclue.

Le 1^{er} août 1977 était entrée en vigueur une nouvelle loi sur la Commission des Prix (*Price Commission Act*). Créée par une loi d'avril 1973 qui lui conférait un statut indépendant, la Commission des Prix était auparavant essentiellement chargée de faire appliquer un Code des Prix dont la disposition fondamentale était que les entreprises manufacturières et les entreprises de services n'étaient autorisées à relever leurs prix que dans la mesure où ces hausses correspondaient à des augmentations des coûts dits admissibles. Dans les premières années, le Code des Prix s'appliquait d'une manière générale au niveau des prix et au bénéfice des entreprises, mais d'importantes modifications y ont été apportées de temps à autre. La disposition ne permettant de relever les prix qu'en fonction des coûts a été abolie, et la nouvelle Commission des Prix est maintenant habilitée à procéder à des enquêtes spécifiques sur les hausses de prix envisagées par les entreprises. Si, compte tenu de plusieurs facteurs comme par exemple l'efficacité des entreprises, elle juge les hausses plus fortes que de raison, elle peut recommander des blocages ou d'autres sanctions en matière de prix pour une durée allant jusqu'à un an. Elle sera sans doute ainsi amenée à effectuer des investigations plus minutieuses sur le système de production et d'organisation des entreprises. Le dispositif de contrôle des dividendes, des marges bénéficiaires et des marges brutes des commerçants a aussi été reconduit pour une autre année jusqu'à l'été 1978. Est de même maintenue pour cette période la disposition interdisant de prendre en compte le coût des majorations de salaires ayant fait l'objet d'accords en

11 Bénéfices bruts d'exploitation des sociétés, bénéfices bruts des entreprises publiques et industrielles, revenu des entrepreneurs individuels et loyers.

infraction avec la règle des douze mois. Le remplacement du système de « contrôle général des prix » par un système plus sélectif ne devrait pas avoir une forte incidence sur l'évolution des prix, car l'importance des marges de capacité inutilisées et la faiblesse persistante de la demande devraient continuer à exercer un effet modérateur sur cette évolution.

La situation extérieure

Le Royaume-Uni a vu sa situation extérieure s'améliorer de façon prononcée en 1977, aussi bien sur le plan de la balance des opérations courantes que sur celui de la balance des opérations en capital. L'augmentation de la production pétrolière de la Mer du Nord et la meilleure tenue des exportations ont permis de renforcer progressivement la balance commerciale. Et, comme à cela s'est ajouté l'effet psychologique créé par la résolution bien arrêtée des autorités de respecter strictement leurs objectifs

Tableau 6 **Balance des paiements**
Milliards de dollars, taux annuels

	1975	1976	1977	1976		1977		1977	
				II	I	II	T3	T4	
<i>Correction faite des variations saisonnières</i>									
Exportations fob	42.9	45.6	56.1	46.2	53.0	59.3	59.2	59.4	
Importations fob	50.0	51.8	58.9	53.2	58.9	59.0	58.9	59.0	
Balance commerciale	-7.1	-6.2	-2.8	-7.0	-5.9	0.3	0.3	0.4	
Invisibles, nets	3.5	4.2	3.0	4.5	2.9	3.1	3.1	3.2	
<i>dont :</i>									
Services, nets	2.5	3.4		3.8	4.2		5.0		
Intérêts, profits et dividendes	2.0	2.3		2.4	0.7		0.6		
Transferts, nets	-1.0	-1.5		-1.7	-1.9		-2.5		
Balance des opérations courantes	-3.6	-2.1	0.2	-2.5	-3.0	3.5	3.4	3.6	
<i>Avant correction des variations saisonnières</i>									
Balance des opérations courantes	-3.7	-2.1	0.2	-2.8	-3.2	3.6	3.7	3.5	
Capitaux à long terme, nets	1.5	2.1		2.2	9.1		8.5		
Privés	0.3	-1.2		-1.3	2.1		4.2		
Publics	1.3	3.3		3.5	7.0		4.3		
Balance de base	-2.1	-		-0.6	5.8		12.1		
Capitaux non monétaires à court terme, y compris erreurs et omissions	0.6	-0.1		0.9	6.5		6.0		
Balance des opérations non monétaires	-1.5	-0.1		0.3	12.3		18.2		
Capitaux privés monétaires à court terme	1.6	-0.6		1.0	0.3		0.2		
Balance des règlements officiels	-	-0.7	15.0	1.3	12.6	17.4	20.4	14.4	
Engagements en sterling	-1.5	-2.6	-0.4	-1.5	-0.8	-	0.6	-0.7	
Autres	-	1.8	1.9	-2.1	3.1	0.6	1.5	-0.2	
Variation des réserves (+ = accroissement)	-1.4	-1.5	16.5	-2.4	14.9	18.0	22.4	13.5	
<i>Pour mémoire :</i>									
Importations de pétrole, chiffres désaisonnalisés	8.5	9.2	8.3	10.3	8.6	8.0	8.0	7.9	
Importations de pétrole brut millions de tonnes, chiffres désaisonnalisés	85.6	85.6	67.6	87.4	72.8	62.4	64.0	60.4	
Balance des opérations courantes, en milliards de livres, chiffres désaisonnalisés	-1.6	-1.2	0.1	-1.9	-1.6	1.8	1.6	1.9	

relatifs à l'expansion monétaire et au besoin d'emprunt du secteur public, le Royaume-Uni a enregistré d'importantes entrées de capitaux et ses réserves se sont fortement gonflées. Résultat spectaculaire de ces diverses évolutions: l'appréciation de la livre sterling à partir de la fin octobre. Alors qu'entre les mois de septembre et de novembre 1976 les pressions spéculatives avaient fait tomber la livre au plus bas, presque exactement un an plus tard les entrées croissantes de capitaux ont conduit les autorités à décider de renoncer à stabiliser la livre par rapport à un panier de monnaies et à la laisser flotter en hausse¹². Le taux de change effectif de la livre sterling s'est apprécié d'environ 6½% de la fin de 1976 à la fin de 1977.

Un certain nombre de facteurs particuliers ont causé ce renversement de la situation de la livre. Les facilités de crédit internationales qu'avait obtenues le gouvernement britannique à la fin de 1976 lui ont permis d'augmenter ses réserves de quelque 3½ milliards de dollars¹³; d'autres opérations du secteur public ont gonflé ce chiffre de peut-être 1¼ milliard de dollar¹⁴ et la décision prise à la fin de 1976 de ne plus autoriser le financement en livres des échanges entre pays tiers pourrait s'être traduite par une entrée irréversible de 1¾ milliard de dollars, très supérieure à ce qui était escompté¹⁵. En plus de ces diverses opérations que l'on peut assimiler à des opérations « induites », un certain nombre de facteurs plus autonomes ont contribué au raffermissement de la balance des paiements du Royaume-Uni. Il est probable qu'ont joué à cet égard certaines opérations spéculatives (liées à la faiblesse persistante du dollar depuis le milieu de 1977), comme l'indiquent les entrées massives de capitaux correspondant à des opérations non enregistrées ainsi que la forte augmentation des actifs liquides détenus par des étrangers. Mais l'attrait grandissant de la livre sterling — dont témoigne l'augmentation des ventes de titres de premier rang à des étrangers¹⁶ — a probablement été dû pour beaucoup au contrôle strict du crédit à l'économie, à la réduction du déficit du secteur public, et au succès obtenu dans la lutte contre l'inflation.¹⁷

Toutefois, ce qui a probablement le plus contribué à la remontée de la livre sterling, c'est que le retournement de la situation de la balance des opérations courantes s'amorçait. On s'y attendait dans une certaine mesure. La dernière étude de l'OCDE sur le Royaume-Uni prévoyait qu'entre 1976 et 1977 la balance des opérations courantes enregistrerait une amélioration de l'ordre de 2 milliards de dollars qui la ramènerait presque à l'équilibre. En fait, elle semble s'être un peu plus fortement améliorée, sous l'influence surtout de trois éléments:

12 Avant de prendre cette décision (le 31 octobre), les autorités avaient décidé, en juillet 1977, de rompre le lien entre la livre et le dollar et de stabiliser la livre non plus par rapport au dollar mais par rapport à un panier de monnaies. Pour plus de détails, voir plus loin la section sur la politique monétaire.

13 Trois tirages représentant au total 1.9 milliard de dollars ont été effectués sur le prêt du FMI, en janvier (1 milliard de DTS), en mai et en août. La facilité de crédit en eurodollars de 1.5 milliard de dollars a été totalement utilisée, au moyen de tirages effectués en février, mars, août et septembre.

14 1 milliard de dollars d'emprunts nets en devises contractés par le secteur public, (dont 750 millions de dollars par la British National Oil Corporation) et 200 millions de dollars provenant de ventes d'actions de la British Petroleum.

15 La majeure partie de ce montant est comptabilisée dans le poste des erreurs et omissions. De plus, cette mesure a eu pour conséquence que certains emprunts ont été contractés à l'étranger par des maisons de commerce qui financent désormais en monnaies étrangères ces échanges autres que ceux du Royaume-Uni, de la République d'Irlande et de Gibraltar avec le reste du monde.

16 De l'ordre de ¼ de milliard de dollars au premier semestre de 1977.

17 Il est intéressant de noter que la conversion prévue aux termes de l'accord conclu avec la BRI (en janvier 1977) de balances sterling officielles en obligations en devises a réduit de 395 millions de livres (¼ de milliard de dollars) ces balances officielles au cours des trois premiers trimestres. Toutefois, des flux opposés faisaient qu'elles ne diminuaient au total que de 150 millions de livres. Dans le même temps, cependant, les détenteurs privés ont accumulé 870 millions de livres (1 milliard et demi de dollars) de balances sterling supplémentaires (voir l'Étude de l'OCDE sur le Royaume-Uni de 1977, p. 18).

- i) Le renforcement qu'accusait déjà depuis un certain temps la balance des services (revenu des facteurs exclus) grâce à l'augmentation des excédents enregistrés à trois grands postes (voyages, transports, et services divers, en particulier financiers).
- ii) La contribution croissante de la production de pétrole de la Mer du Nord, qui a entraîné une rapide diminution du déficit commercial pétrolier, compensée seulement en partie par l'augmentation des rapatriements des bénéfiques et intérêts par les compagnies pétrolières étrangères opérant en Mer du Nord.
- iii) La forte amélioration, plus récente, de la balance commerciale non pétrolière, qui est passée d'une situation de quasi-équilibre en 1975-1976 à un excédent de 2 milliards de dollars en 1977.

C'est ce dernier phénomène qui est le plus intéressant. Après s'être soldée par des déficits considérables depuis le début des années 1970, la balance commerciale non pétrolière est maintenant excédentaire depuis deux ans. Cette évolution présente une caractéristique importante: en effet, contrairement à ce qui s'était produit dans des périodes antérieures, où une certaine amélioration des résultats à l'exportation était allée de pair avec un ralentissement de la pénétration des importations, le passage de la balance commerciale non-pétrolière à un excédent est cette fois-ci largement attribuable aux seules exportations. La part de la Grande-Bretagne dans les exportations mondiales de produits manufacturés, qui n'avait cessé de diminuer depuis les premières années de l'après-guerre (même en 1969-1971, après la dévaluation de 1967, cette tendance ne s'était que ralentie, sans se renverser), semble s'être stabilisée, voire même avoir augmenté légèrement au cours des toutes dernières années. D'un autre côté, la part des importations de produits manufacturés dans la production totale de la Grande-Bretagne a augmenté en 1970-1971, puis à nouveau en 1976-1977 à un taux très supérieur au taux de tendance longue. La divergence des résultats obtenus en matière d'importations et d'exportations constitue un phénomène quelque peu inhabituel, qui semble indiquer que l'évolution des exportations et celle des importations dans le passé récent ont été influencées par le jeu de facteurs différents.

Entre le premier semestre de 1976 et le second semestre de 1977, le volume des exportations a augmenté à un taux d'environ 11%, deux points de pourcentage au-dessus de celui de la croissance des marchés (géographiques) de la Grande-Bretagne. Cette performance n'a pratiquement pas de précédent dans les annales de la Grande-Bretagne. Par le passé celle-ci avait réalisé certaines années des gains de parts de marchés, mais qui n'avaient jamais été de cette ampleur. Ce succès, elle le doit surtout à l'amélioration de la compétitivité de ses prix en 1976 et à l'évolution favorable de ses coûts unitaires de main-d'œuvre entre la fin de 1975 et le milieu de 1977. Il est vrai, sans doute, que l'avantage de prix procuré par la dépréciation effective de 14½ % de sa monnaie en 1976 étaient déjà érodés à la fin de l'an dernier à la suite de la forte augmentation des prix en sterling des exportations britanniques et de l'appréciation de la livre sterling, mais la détérioration de ses coûts de main-d'œuvre unitaires relatifs n'était pas aussi forte. Néanmoins, étant donné les délais qui s'écoulaient normalement avant que les variations des prix relatifs ne se répercutent sur le volume des ventes à l'étranger, surtout dans le cas d'un pays comme le Royaume-Uni dont les exportations comprennent une assez forte proportion de biens d'équipement, on est, semble-t-il, fondé à attribuer la majeure partie des gains de parts de marché enregistrés à des effets de prix. Mais, également, il semble bien qu'en plus des effets exercés sur la demande étrangère par l'évolution des prix relatifs à l'exportation du Royaume-Uni, des effets induits par des changements au niveau de l'offre aient pu jouer. Dans une certaine mesure ces derniers effets étaient prévisibles, étant donné la faiblesse persistante de la demande intérieure (encore que l'incidence des pressions de la demande intérieure sur

Tableau 7 Commerce extérieur, pétrole et autres produits
Taux annuels désaisonnalisés

	1973	1974	1975	1976	1977	1976				1977			
						T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4
<i>Sur la base de la balance des paiements, milliards de dollars :</i>													
Exportations													
Pétrole	0.8	1.6	1.6	2.1	3.4	1.7	1.9	2.2	2.5	3.1	3.6	3.9	3.1
Autres produits	28.9	37.1	41.5	43.5	52.7	43.4	42.6	43.7	44.3	48.3	51.0	55.4	56.3
Importations													
Pétrole	3.1	9.6	8.5	9.2	8.3	9.3	8.9	9.6	9.1	8.6	8.7	8.1	7.9
Autres produits	32.3	41.3	41.7	42.6	50.6	40.2	42.2	44.0	44.1	49.4	51.1	50.9	51.1
Balance commerciale													
Pétrole	-2.3	-8.0	-6.9	-7.1	-4.9	-7.5	-7.0	-7.4	-6.6	-5.5	-5.1	-4.2	-4.8
Autres produits	-3.4	-4.2	-0.2	0.9	2.1	3.2	0.4	-0.3	0.2	-1.1	-0.1	4.5	5.2
<i>Sur la base des statistiques du commerce extérieur pourcentages de variation :</i>													
Volumes des exportations													
Pétrole	4.9	-5.6	-7.9	16.1	30.6	9.3	70.6	49.5	26.7	45.5	33.4	41.3	-57.2
Autres produits	13.9	5.3	-2.2	7.2	8.9	2.9	14.4	-9.2	22.9	-1.7	33.1	5.6	-18.2
Valeurs moyennes des exportations													
Pétrole	47.6	119.6	15.3	32.8	26.1	37.1	16.9	28.0	57.6	46.8	21.9	2.1	-10.0
Autres produits	11.9	23.9	23.4	19.6	15.7	14.9	25.8	20.8	22.5	18.5	8.3	7.7	20.0
Volumes des importations													
Pétrole	2.8	-5.4	-16.0	-2.2	-14.9	-4.6	-8.7	4.7	-13.0	-36.1	-14.9	-	-
Autres produits	15.7	1.4	-6.2	8.1	7.4	-1.0	29.9	5.2	7.5	8.8	19.2	-14.6	-
Valeurs moyennes des importations													
Pétrole	35.1	183.5	10.7	34.3	9.0	49.5	25.9	44.7	20.5	13.3	4.2	-21.6	-15.9
Autres produits	23.3	29.8	13.6	19.0	14.2	12.5	47.6	13.3	32.7	10.0	17.1	-3.4	-5.8

Notes :

1 Les chiffres indiqués pour le pétrole (en volume et en valeur moyenne) se rapportent à la catégorie 3 de la CTCI qui comprend essentiellement le pétrole (brut et raffiné).

2 La ventilation des échanges est établie sur la base des prix de 1970. En 1970 le poids du pétrole dans le total des exportations et des importations s'établissait respectivement à 2,6 % et 10,5 %.

3 Les valeurs moyennes ont été obtenues en déflétant l'augmentation en valeur par l'augmentation en volume. Elles diffèrent donc des valeurs unitaires publiées dans le *Monthly Digest of Statistics*.

Sources : *Monthly Digest of Statistics* et estimations du Secrétariat de l'OCDE.

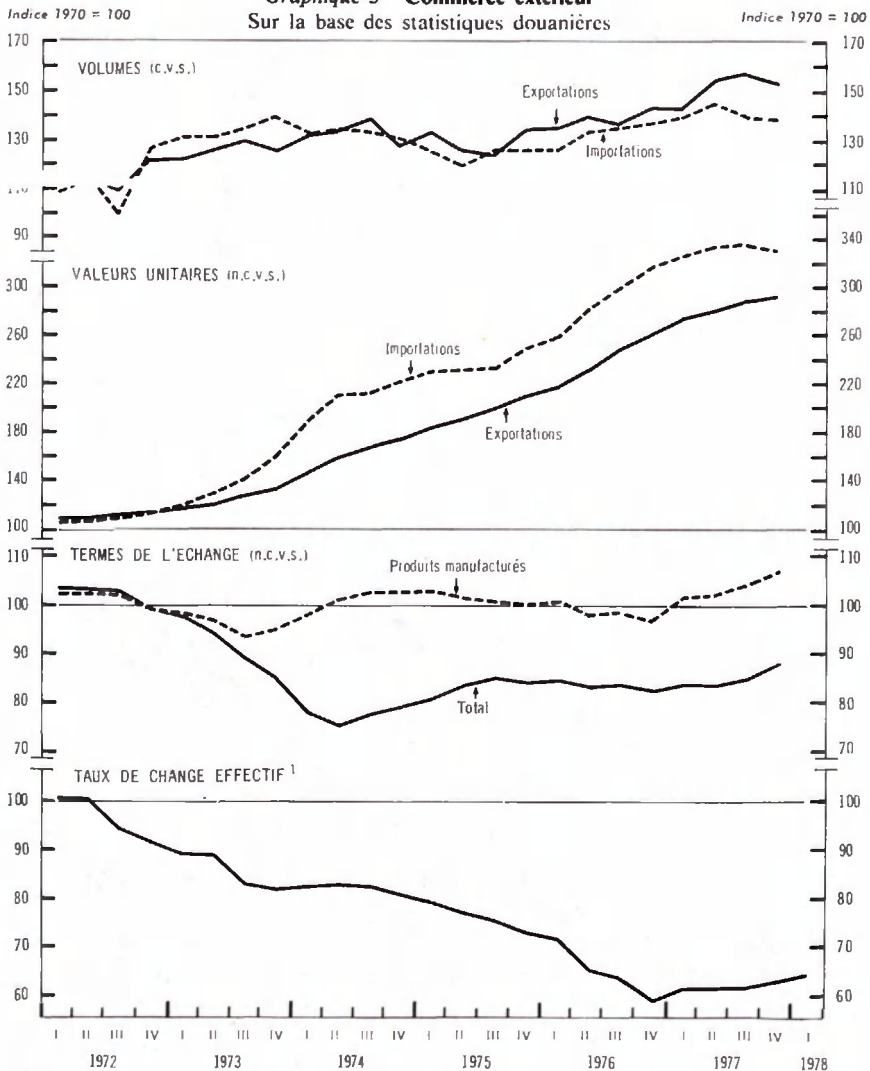
Tableau 8 Divers postes de la balance des opérations courantes

	Milliards de dollars							
	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977
Balance commerciale :								
Non pétrolière	1.1	2.3	—	—3.4	—4.2	—0.2	0.9	2.1
Pétrolière	—1.1	—1.6	—1.7	—2.3	—8.0	—6.9	—7.1	—4.9
Services, revenu des facteurs exclus, nets	0.9	1.1	1.3	1.6	2.1	2.4	3.3	4.6 ¹
Autres postes de la balance des opérations courantes	0.7	0.8	0.7	2.2	2.0	1.1	0.9	—1.6 ¹
Balance des opérations courantes	1.6	2.6	0.3	—1.9	—8.1	—3.6	—2.1	0.2

¹ Estimations du Secrétariat de l'OCDE, y compris l'augmentation des paiements liés à l'exploitation du pétrole de la mer du Nord.

Sources : CSO, UK Balance of payments, 1966-1976 et estimations du Secrétariat de l'OCDE.

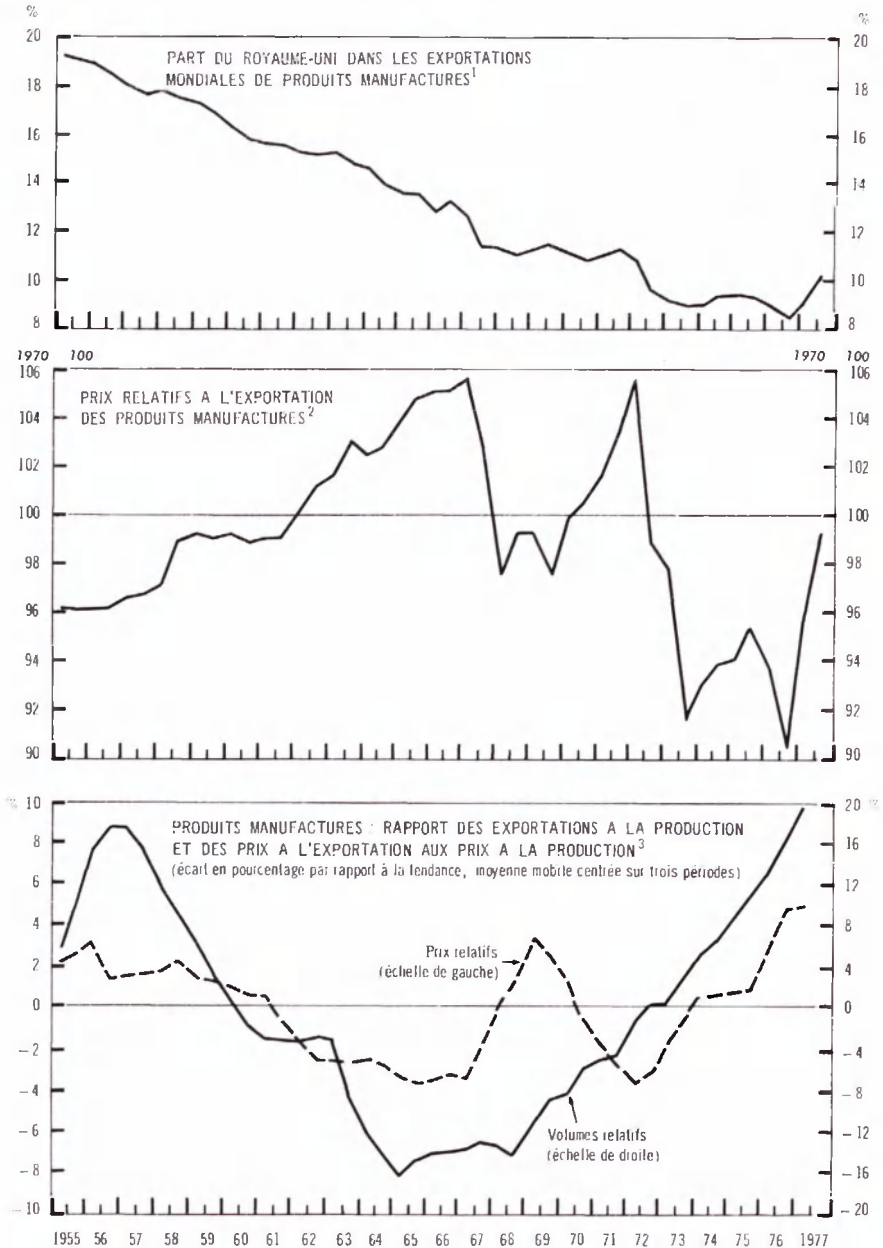
Graphique 3 Commerce extérieur
Sur la base des statistiques douanières



¹ Supposé constant après la mi-février 1978.

Sources : Monthly Digest of Statistics et estimations du Secrétariat de l'OCDE.

Graphique 4 Quelques indicateurs de la compétitivité des exportations de produits manufacturés



1 En dollars.

2 Rapport entre la valeur unitaire en dollars des exportations du Royaume-Uni et la valeur unitaire en dollars des exportations de ses concurrents, pondérée en fonction de leur part dans les échanges.

3 Prix intérieurs mesurés par les prix de gros de la production des industries manufacturières destinée au marché intérieur.

Sources: *Monthly Digest of Statistics*; NIESR. *National Institute Economic Review*, et estimations du Secrétariat de l'OCDE.

les résultats à l'exportation du Royaume-Uni ne soit pas prouvée de façon concluante). Toutefois, chose plus importante, il semble que dans la mesure où la dépréciation de la livre sterling a rendu plus intéressant de vendre à l'étranger, les entreprises ont réorienté leurs ventes en délaissant dans une certaine mesure le marché intérieur pour le marché extérieur. Ce mouvement, qu'on avait déjà pu observer à la suite des dépréciations de la livre sterling en 1967 et 1972, semble avoir été plus prononcé dans le passé récent. Peut-être cela s'explique-t-il en partie par le fait que, les prix des exportations étant libres alors que les prix de vente intérieurs étaient contrôlés, il était plus rentable de vendre à l'étranger que de vendre sur le marché intérieur, ce qui a pu inciter les entreprises à se lancer dans une politique d'exportation plus agressive.

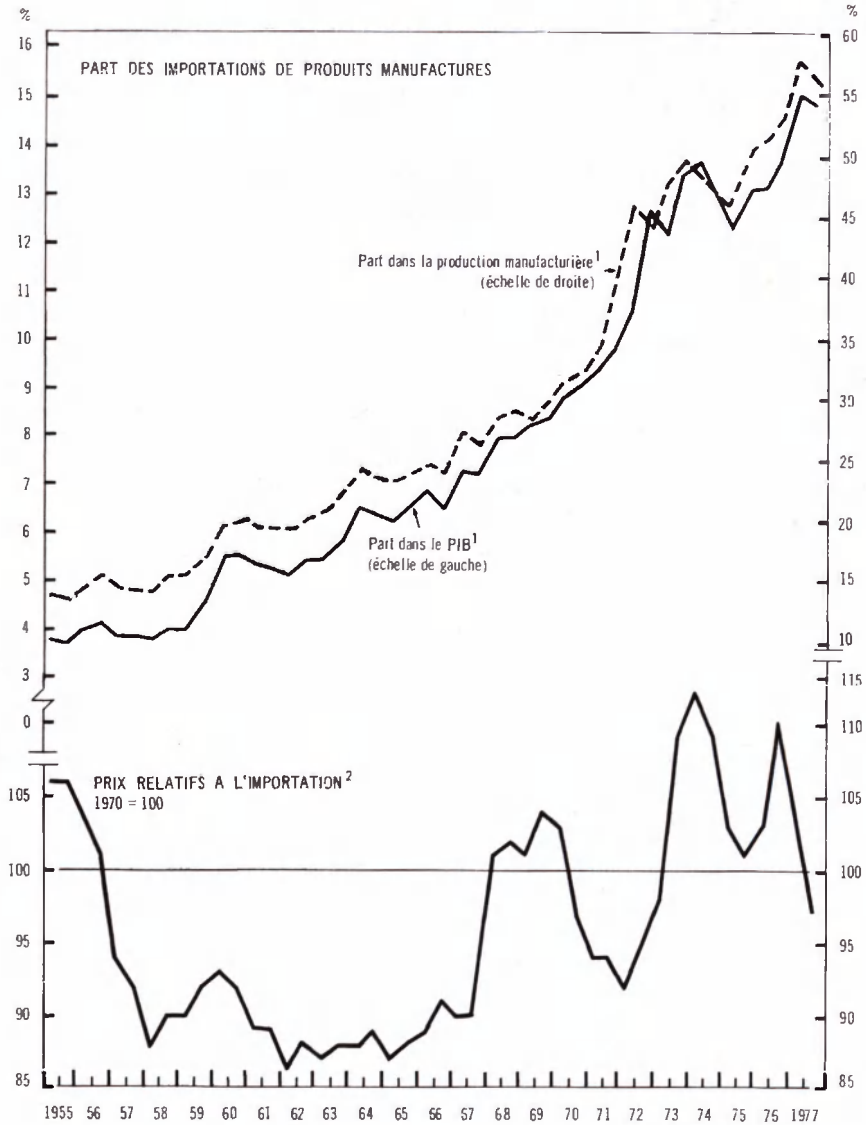
L'évolution des importations a été plus décevante. Depuis longtemps la pénétration des importations est plus rapide au Royaume-Uni que dans la plupart des autres pays de l'OCDE (tout comme les résultats à l'exportation du Royaume-Uni ont jusqu'à présent été beaucoup moins favorables). Au cours des 10 à 15 dernières années par exemple, il n'est pratiquement aucun autre grand pays de l'OCDE, en dehors de l'Allemagne, dont les importations de produits manufacturés aient augmenté à un rythme tendanciel quatre à cinq fois plus rapide que celui de la croissance de la production.

Pourtant, en gros au cours de l'an dernier, l'augmentation des importations semble avoir été au-delà de ce à quoi on aurait pu s'attendre en se fondant sur leur tendance de longue période. Durant toute l'année 1976 et le premier semestre 1977, les achats à l'étrangers ont été très soutenus¹⁸ en dépit de la quasi-stagnation de la production industrielle et du fléchissement des investissements et de la demande de consommation. Dans la seconde moitié de l'année dernière, on a constaté certains fléchissements du volume des importations. Ces reculs tiennent probablement à des circonstances particulières et à une réduction des stocks de produits importés s'inscrivant dans le cadre des déstockages opérés au second semestre de 1977. En tout état de cause, un certain ralentissement était à prévoir après la très rapide augmentation de la pénétration des importations enregistrée au cours des deux dernières années. En pourcentage du PIB total, les importations de produits manufacturés ont augmenté d'environ 5 points entre le début 1976 et la fin 1977, augmentation qui ne peut se comparer qu'à celle observée entre le premier semestre de 1971 et le second de 1972. Mais, si l'essor des importations à cette époque peut s'expliquer au moins partiellement, c'est beaucoup moins le cas pour la période présente. Les pressions de la demande s'accroissaient, au moins en 1972, tandis qu'elles ont été en s'affaiblissant au cours des dernières années. De leur côté, les prix relatifs s'étaient détériorés de plus de 15% entre le second semestre de 1969 et le premier semestre de 1972, tandis que plus récemment leur évolution a été beaucoup moins nette. Les prix à l'importation des produits manufacturés finis ont monté moins rapidement que leurs prix de gros en 1977, mais c'était l'inverse qui s'était produit l'année précédente. A supposer même que les variations des prix relatifs mettent moins de temps à se répercuter sur le volume des importations que sur celui des exportations, il semble peu probable que les effets exercés par les prix aient été particulièrement importants.

Il subsiste donc un certain nombre de points d'interrogation au sujet du comportement des importations tant dans le passé récent qu'en plus longue période. Si bon nombre de travaux ont été consacrés à élucider les causes des résultats à l'exportation décevants obtenus par la Grande-Bretagne après la guerre, il n'en est pas de même pour ce qui est des importations. Les principales explications souvent avancées se réfèrent à des changements dans les goûts donnant la vogue aux produits étrangers, ainsi qu'aux facteurs de compétitivité autres que les prix, mais elles sont à la fois

18 Un regain marqué des mouvements de grève en 1977 a pu jouer pour une faible part.

Graphique 5 Quelques indicateurs de la pénétration des importations



1 Aux prix constants 1970.

2 Rapport de la valeur unitaire des produits manufacturés (importations CTCl 5 à 8) aux prix de gros de la production des industries manufacturières destinée au marché intérieur.

Sources: *Monthly Digest of Statistics, Economic Trends* et estimations du Secrétariat de l'OCDE.

vagues et impossibles à chiffrer. La vogue des produits étrangers pourrait bien être aujourd'hui un trait commun à la plupart des pays industrialisés dont l'économie est ouverte sur l'extérieur, et rien ne permet de penser *a priori* qu'elle est plus prononcée en Grande-Bretagne qu'ailleurs. D'un autre côté, on a souvent avancé que les facteurs de compétitivité autres que les prix pouvaient avoir joué un rôle important dans les résultats sans éclat enregistrés par le Royaume-Uni dans le commerce extérieur. Il s'agit, comme on le sait, des modèles et de la qualité des produits, des délais de livraison et des services après-vente, tous éléments sur lesquels les groupes de travail du NEDO pourraient être en mesure avec le temps de jeter une certaine lumière. Cependant, si l'on va plus au fond des choses, et s'il est exact que les résultats peu satisfaisants du commerce extérieur britannique sont dus pour beaucoup à d'autres facteurs que les prix, ce sont en définitive la croissance globale et l'évolution des investissements qu'il faut en accuser. De fait, un examen très superficiel semble indiquer que c'est précisément dans le cas des industries où le Royaume-Uni n'a fait que relativement peu d'efforts d'investissement depuis le début de la décennie que la pénétration étrangère a été la plus rapide.

Ces tendances générales en moyenne période ont naturellement été souvent étudiées. Le fait nouveau dans le passé récent est la différence entre le comportement des exportations et celui des importations. Il est peu probable qu'elle corresponde à des tendances divergentes à plus long terme des facteurs de compétitivité autres que les prix. Elle pourrait donc tenir simplement à ce que les exportations ont passagèrement bénéficié d'une réaction de l'étranger à une situation des prix relatifs particulièrement avantageuse, et d'une réaction des entreprises britanniques à la situation de leurs profits. Si tel était le cas, la récente détérioration de la compétitivité des prix britanniques consécutive à la poursuite de la rapide hausse des coûts de main-d'œuvre et à la remontée de la livre ne fait pas bien augurer de l'avenir.

II POLITIQUE ÉCONOMIQUE

L'étude consacrée l'année dernière par l'OCDE au Royaume-Uni avait souligné la tournure beaucoup plus restrictive qui avait été donnée à la politique économique à la fin de 1976. Cette orientation a créé les conditions d'une prompte reprise de confiance au début de 1977, et d'une amélioration continue de la situation financière tout au long de l'année. Le rétablissement de la confiance a été dû, entre autres, au caractère contraignant des engagements pris auprès du FMI, à l'atténuation des anticipations inflationnistes, ainsi qu'à un revirement du marché dont les réactions exagérément pessimistes les mois précédents avaient probablement fait tomber le taux de change effectif de la livre sterling bien plus bas que ne le justifiait la situation sous-jacente. Malgré ces tendances favorables, les autorités britanniques sont restées prudentes et les assouplissements qu'elles ont apportés à leur politique économique au cours de l'année 1977 ont été très modestes. On a assisté à une certaine détente de la situation monétaire dans la mesure où les taux d'intérêt ont assez fortement baissé par rapport aux niveaux élevés qu'ils atteignaient à la fin de 1976, mais le rythme d'expansion des agrégats monétaires est resté à peu près conforme aux objectifs fixés. Le budget de juillet et (en particulier) celui d'octobre, comportaient certaines mesures de relance, mais qui devaient produire l'essentiel de leurs effets à la fin de 1977 et en 1978. Cette attitude circonspecte des autorités semble avoir été motivée par un certain nombre de raisons. Il se peut que les engagements pris auprès du FMI les aient conduites à préférer être trop prudentes plutôt que pas assez. Il se peut également qu'elles aient craint que changer l'orientation de la politique économique avant que les

tendances favorables de l'évolution des prix et de la balance des paiements n'aient été consolidées, ne risque de raviver les anticipations inflationnistes et de déclencher la spéculation. Enfin, les incertitudes pesant sur l'issue des négociations relatives à la Phase III de la politique de limitation volontaire des revenus et, ensuite, la décision de revenir partiellement à la liberté des négociations collectives, ont également influé sur l'attitude des autorités.

Politique budgétaire

Le Budget de 1977/78 (présenté en mars 1977) proposait d'autres mesures sélectives d'aide à l'emploi et un accroissement des dépenses de construction ; de façon

Tableau 9 Recettes et dépenses des administrations publiques et besoin d'emprunt du secteur public

Milliards de livres

	Résultats				Prévisions
	1973/74	1974/75	1975/76	1976/77	Budget 1977/78
<i>Administrations publiques</i>					
Recettes courantes	27.2	34.8	43.8	51.2	57.0
Dépenses courantes	25.6	33.8	43.5	50.7	56.6
<i>dont :</i>					
Biens et services	13.8	18.1	23.7	27.3	29.9
Subventions et dons courants	8.8	12.0	15.2	17.7	20.4
Intérêt de la dette	3.0	3.7	4.7	5.7	6.3
Excédent courant	1.6	1.0	0.3	0.4	0.4
Recettes en capital	0.8	0.9	0.8	0.9	0.9
Dépenses en capital	5.0	5.7	6.6	6.8	6.5
<i>dont :</i>					
Transferts de capital ¹	1.0	1.2	1.2	1.5	1.5
Investissements	4.0	4.5	5.4	5.3	5.0
Déficit des opérations en capital	4.2	4.8	5.8	5.9	5.6
Capacité de financement ²	-2.6	-3.8	-5.4	-5.5	-5.3
<i>Secteur public</i>					
Capacité de financement ²					
Administrations publiques	-2.6	-3.8	-5.4	-5.5	-5.3
Entreprises publiques	-0.8	-2.1	-2.8	-1.9	-2.3
Total	-3.4	-5.9	-8.2	-7.4	-7.8
Opérations financières ³					
Administrations publiques	-1.1	-3.5	-6.8	-1.9	-2.4
Autres	0.1	0.6	4.4	0.5	1.6
<i>Besoin d'emprunt</i>					
Administrations publiques	3.7	7.3	10.1	7.4	7.7
Entreprises publiques	0.7	0.7	0.5	1.4	0.7
Total	4.4	8.0	10.6	8.8	8.5
<i>Pour mémoire :</i>					
Investissements des entreprises publiques	2.2	3.8	4.9	5.4	5.4

1 Comprend les transferts de capitaux en faveur des entreprises publiques.

2 Conformément au système international de comptabilité nationale (SCN) ; ce poste est intitulé « Financial deficit » dans les statistiques du Royaume-Uni.

3 Le signe négatif correspond à l'acquisition d'actifs financiers.

Sources : *Financial Statistics* ; "Financial Statement and Budget Report 1977/78".

générale, il incorporait toutefois les principales compressions¹⁹ qui avaient été annoncées en décembre 1976²⁰. Ces compressions reflétaient la crainte qu'avaient les autorités que la poursuite d'une croissance très rapide des dépenses du secteur public, dans la ligne de ce qu'elles avaient enregistré depuis le début des années 1970²¹, ne compromette le transfert nécessaire de ressources vers les investissements privés et les exportations et ne renforce les pressions inflationnistes. Ces compressions visaient à maintenir les dépenses courantes en biens et services pratiquement inchangées en termes réels entre le second semestre 1976 et le premier semestre 1978, et à réduire de 6% (en taux annuel) les investissements publics. A l'exception des transferts en faveur des particuliers, dont l'augmentation était largement liée à l'accroissement du chômage et du montant des prestations versées à ce titre, tous les grands postes de dépenses devraient diminuer en termes réels.

Sur le plan des recettes, le Budget comportait des allègements assez importants de l'impôt sur le revenu des personnes physiques. L'octroi de ces allègements répondait à deux motifs principaux : le désir de ne pas exercer un impact déflationniste excessif sur l'économie, et les préoccupations suscitées par l'augmentation considérable que la pression fiscale moyenne avait enregistrée au cours des années précédentes, du fait, en grande partie, de l'alourdissement automatique de la fiscalité. De même que dans le cas du budget pour l'exercice 1976/77, une partie seulement de ces allègements avait un caractère inconditionnel; les autres étaient subordonnés à la condition que le TUC accepte de reconduire pour une autre année la politique contractuelle des revenus. La plus importante des mesures inconditionnelles était le relèvement des abattements de l'impôt sur le revenu des personnes physiques, dont le coût était chiffré à près de 1 milliard de livres en année pleine; d'après les estimations officielles, cette mesure devait permettre d'exonérer totalement de l'impôt sur le revenu environ 850 000 titulaires des revenus les plus faibles²². En outre, les seuils des tranches d'imposition étaient, également, un peu relevés afin d'atténuer l'alourdissement automatique de la fiscalité pour les tranches supérieures de revenus. L'allègement fiscal conditionnel consistait en une réduction du taux de base de l'impôt sur le revenu, le ramenant de 35% à 33%, le coût de cette mesure étant estimé à près de 1 milliard de livres en année pleine. L'ensemble de ces allègements équivalait à augmenter d'environ 2½% les gains hebdomadaires moyens nets, ou de 4 à 4½% les gains hebdomadaires moyens bruts, et de plus de 5% les gains bruts des catégories les moins bien rémunérées.

Le Budget prévoyait également le relèvement de certains impôts indirects frappant un petit nombre de produits — droits sur les tabacs, les véhicules et l'essence —

19 Compressions de dépenses publiques par rapport aux plans établis au début de 1976. Pour plus de détails, voir l'annexe I.

20 Ces réductions, ainsi que le détail des prévisions de dépenses publiques pour 1977/78 et 1978/79, et les différents programmes à moyen terme prévus jusqu'à 1980/81, ont été publiés dans « The Government's Expenditure Plans »; volume I, Cmnd 6721-I, janvier 1977 et volume II, Cmnd 6721-II, février 1977. Ces compressions ont été passées en revue dans l'*Étude économique du Royaume-Uni* publiée par l'OCDE en mars 1977.

21 Si l'on exclut les intérêts de la dette, la part des dépenses des administrations publiques dans le PIB est passée de 31% en 1960/61 à 36% en 1970/71 et à 44% en 1975/76. L'augmentation des dépenses courantes en biens et services a été particulièrement rapide dans la première moitié des années 70; le rythme de croissance de l'emploi civil dans le secteur public est passé de 2.2% par an pendant les années 60 à un peu plus de 3% par an pendant la première moitié des années 70, alors que, pendant le même temps, le taux de croissance du PIB se trouvait ramené de 3% à 1½%. En revanche, les investissements publics qui, peut-on penser, contribuent davantage que les dépenses courantes à la croissance de l'économie à plus long terme, n'ont fait que diminuer au cours des dix dernières années.

22 La plupart des intéressés étaient exemptés de l'impôt sur le revenu au titre de l'exercice 1976/1977, mais du fait de l'accroissement de leurs revenus nominaux moyens, ils auraient été obligés d'acquitter un impôt sur le revenu au titre de l'exercice 1977/78 (phénomène souvent appelé l'alourdissement automatique de la fiscalité). Le relèvement des abattements leur a permis d'en rester exonérés.

qui devaient, suivant les estimations, rapporter 800 millions de livres de recettes supplémentaires en année pleine. Dans une certaine mesure, ces majorations d'impôts indirects avaient pour but de compenser l'érosion de la valeur réelle de ces impôts par rapport à l'année précédente. Mais, surtout, les autorités britanniques y voyaient un moyen d'accroître les recettes publiques de manière à éviter que le besoin d'emprunt du secteur public (BESP) ne dépasse le plafond de 8.7 milliards de livres fixé en accord avec le FMI en décembre 1976. Quelques autres mesures visant principalement à atténuer le chômage étaient également annoncées. Au total, le coût des modifications délibérées de la fiscalité était estimé à environ 1½ milliard de livres en année pleine, les 2.3 milliards de livres que devaient coûter les allègements des impôts directs étant compensés en partie par 800 millions de livres de recettes supplémentaires au titre des impôts indirects. Et compte tenu de l'effet stimulant des réductions des impôts directs, il était estimé que l'accroissement du BESP qui en résulterait se limiterait à 1 milliard de livres pour l'exercice 1977/78 et à environ 1.4 milliard pour 1978/79. Suivant les estimations officielles, ces mesures devaient faire augmenter la production d'environ ¾ de point supplémentaire à la fin de 1978, et le relèvement des impôts indirects devait contribuer pour environ 1 point à la hausse de l'indice des prix de détail d'ici à la fin de 1977.

A la suite de la décision prise par les syndicats de ne pas reconduire le dispositif formel de politique contractuelle des revenus et de revenir au principe de la liberté des négociations collectives, le Gouvernement a annoncé une série de mesures le 15 juillet 1977. La réduction du taux de base de l'impôt sur le revenu a été limitée à 1% (c'est-à-dire que ce taux a été ramené de 35% à 34%), au lieu des 2% conditionnels proposés dans le Budget. Toutefois, les abattements au titre de l'impôt sur le revenu des personnes physiques ont été relevés dans une mesure nettement plus forte que ne le prévoyait le Budget, de sorte qu'au total, le montant des allègements fiscaux restait à peu près le même. La décision de faire une part plus importante aux abattements de l'impôt a joué au profit des familles et des individus titulaires de revenus modestes, qui vont également bénéficier à compter d'avril 1978 d'une majoration sensible des allocations familiales. Afin d'empêcher un certain nombre de hausses de prix prévues pour 1977 et qui auraient pesé surtout sur les familles et les individus à faible revenu, les montants de certaines subventions ont été accrus. En outre, il a été décidé, en vue d'atténuer le chômage, d'accroître les dépenses de construction et d'affecter quelque 70 millions de livres de plus aux dépenses de soutien à la stratégie industrielle. D'après les estimations, le coût de ces mesures ne devrait augmenter le BESP que de 100 millions de livres pour l'exercice 1977/78. Il a également été décidé que les principaux abattements de l'impôt sur le revenu des personnes physiques seraient indexés à partir de l'exercice budgétaire 1977/78, sauf proposition contraire du Chancelier de l'Échiquier.

Vers la fin de l'été, il était devenu manifeste que le besoin d'emprunt du secteur public pour l'exercice 1977/78 serait nettement inférieur à l'objectif de 8.7 milliards de livres. Pour la première moitié de l'exercice, le besoin d'emprunt s'établissait, en taux annuel, à un peu moins de 5 milliards de livres, et le déficit des administrations publiques à environ 3½ milliards (également en taux annuel) au lieu des 8½ milliards et environ 7 milliards prévus dans le budget. Toutefois, un certain rattrapage est sans doute intervenu dans la seconde moitié de l'exercice, étant donné que les différents services administratifs se familiarisaient avec le mécanisme des plafonds de dépenses et que les économies réalisées dans la première moitié de l'exercice par rapport à ce qu'autorisaient les plafonds ont dû dans une certaine mesure les inciter à accélérer leurs dépenses. Néanmoins, à l'automne, les autorités préoyaient que pour l'ensemble de l'exercice en cours, le BESP resterait inférieur de 2 à 3 milliards de livres à l'objectif fixé.

Tableau 10 **Déficit et besoin d'emprunt du secteur public et des administrations publiques**
En pourcentage du PIB

	1971/72	1972/73	1973/74	1974/75	1975/76	1976/77	1977/78 ¹	1978/79 ²
<i>Secteur public</i>								
Besoin de financement ³	- 0.7	- 3.0	- 4.7	- 6.8	- 7.6	- 5.9	- 5½	
Besoin d'emprunt	- 1.7	- 3.8	- 6.1	- 9.1	- 9.7	- 7.0	- 6	- 4½
dont :								
En devises	-	- 0.2	- 2.1	- 2.3	- 0.6	- 1.8		
<i>Administrations publiques</i>								
Besoin de financement ³	+ 1.9	+ 0.5	- 3.5	- 4.4	- 5.0	- 4.4	- 4½	
Besoin d'emprunt	- 1.9	- 3.9	- 5.1	- 8.4	- 9.3	- 5.9	- 4½	

1 Chiffres provisoires établis sur la base des données publiées pour les trois premiers trimestres de l'année budgétaire et des estimations du Secrétariat de l'OCDE pour le quatrième trimestre.

2 Estimations du Secrétariat de l'OCDE.

3 D'après le SCN : ce poste est intitulé « financial déficit » dans les statistiques du Royaume-Uni.

Note : Le signe moins indique un déficit ou un besoin d'emprunt ; le signe plus indique un excédent.

Sources : "Financial Statement and Budget Reports" pour les exercices 1971/72 à 1977/78 ; *Financial Statistics : Economic Trends* et renseignements communiqués directement au Secrétariat de l'OCDE.

Cet écart est imputable à la fois aux dépenses et aux recettes. Il semble que la fixation de plafonds ainsi que la difficulté de surveiller de près l'évolution de tous les postes de dépenses aient incité les services administratifs à freiner sensiblement leurs dépenses. Pour les six premiers mois de l'exercice budgétaire 1977/78, les dépenses des administrations publiques en général paraissent avoir été inférieures de 4% aux plans publiés, et la différence a probablement été plus marquée dans le cas des dépenses en capital. Toutefois, ce n'est pas un phénomène nouveau que les dépenses n'atteignent pas les prévisions, et il en avait été amplement tenu compte dans les prévisions de dépenses et de besoin d'emprunt du secteur public préparées pour le Budget de 1977/78. Deux autres raisons expliquent aussi que les dépenses publiques aient été inférieures à ce qui était prévu dans le budget : d'une part, la baisse des taux d'intérêt d'une ampleur inattendue et par conséquent la faible augmentation des paiements au titre des intérêts de la dette, et d'autre part, l'amélioration des résultats des entreprises nationalisées qui leur a permis de moins recourir à des prêts publics. Les revenus du secteur public ont été plus forts que prévu, notamment pour les impôts sur les entreprises, les impôts indirects, et le revenu brut des entreprises publiques. L'augmentation du produit des impôts indirects reflète probablement un déplacement de la consommation au profit de produits frappés de lourds taux d'impôt indirect.

A l'automne, constatant cette évolution budgétaire et constatant aussi que les tendances de l'inflation et de la balance des paiements étaient plus favorables, mais qu'en revanche le niveau de l'activité était beaucoup plus faible que prévu dans le Budget, le Gouvernement a décidé de donner une impulsion supplémentaire à l'économie. Le 26 octobre, il a annoncé un train de mesures relativement expansionnistes, dont les principales étaient les suivantes :

- i) L'augmentation d'environ 12% des principaux abattements de l'impôt sur le revenu des personnes physiques (correspondant à peu près à la hausse estimée des prix à la consommation), qui devait entrer en vigueur en avril 1978 était avancée et prenait effet rétroactivement à partir d'avril 1977, le coût de cette mesure devant être d'environ 950 millions de livres pour l'exercice 1977/78 et de 1.2 milliard de livres pour 1978/79.

- ii) Les dépenses de construction des administrations publiques devaient être majorées de 400 millions de livres pour 1978/79.
- iii) Une gratification de Noël de 10 livres, nette d'impôt, d'un coût total de 100 millions de livres, était accordée aux retraités²³.

Au total, le coût de ces mesures est estimé à un peu plus de 1 milliard de livres pour l'exercice 1977/78 et à 2 milliards pour 1978/79. D'après les estimations officielles, et compte tenu des effets multiplicateurs, ces mesures devraient se traduire par une augmentation d'environ $\frac{3}{4}$ de point à 1 point du PIB d'ici le début de 1979, et par un accroissement d'un peu plus de 150 000 du nombre des emplois.

En définitive, l'orientation de la politique budgétaire au cours de cette période semble avoir été assez restrictive, en particulier, durant la première moitié de l'exercice 1977/78. Pendant cette période, le BESP ne s'est établi qu'à 3½% du PIB au lieu des 6% retenus dans les prévisions officielles²⁴ alors que pour l'exercice 1976/77, il avait atteint 7%. Cette diminution du besoin d'emprunt du secteur public dénote par elle-même un très net durcissement de la politique budgétaire. Et, si l'on tient compte de l'accroissement du volant de ressources inutilisées et de l'augmentation du chômage entre l'exercice 1976/77 et la première moitié de l'exercice en cours, il semble que ce durcissement ait été encore plus marqué que ne le font penser les chiffres effectifs. En fait, durant cette période, la politique budgétaire pourrait bien avoir été encore plus restrictive que durant l'exercice budgétaire 1969/70. Le train de mesures adopté en octobre dernier a légèrement modifié cette orientation. Cependant, en dépit de dépenses additionnelles d'environ 1.2 milliard de livres et du relèvement de certaines prestations de sécurité sociale en novembre dernier, le BESP devrait rester inférieur de 1½ milliard environ à l'objectif de 8.7 milliards de livres. De même, il est probable, à en juger par les tendances actuelles, que les dépenses publiques pour l'exercice 1978/79 resteront encore nettement en deçà des prévisions budgétaires. En bref, en dépit de l'impulsion donnée par le train de mesures d'octobre, la politique budgétaire pour l'exercice en cours reste placée sous la signe d'une grande austérité.

Politique monétaire

Outre l'objectif de 8.7 milliards de livres fixé pour le besoin d'emprunt du secteur public (BESP) la lettre d'intention adressée au FMI en décembre 1976 indiquait qu'entre avril 1977 et avril 1978 l'expansion du crédit intérieur (ECI) serait limitée à 7.7 milliards de livres. La limite de l'ECI pour 1976/77 était jugée compatible avec le maintien dans une fourchette de 9 à 13% de la croissance de M3 en sterling²⁵ (masse monétaire au sens large). La même fourchette a été retenue plus tard dans le Budget pour 1977/78 pour la croissance de M3 en sterling entre avril 1977 et avril 1978. Bien que la fourchette retenue n'impliquait pratiquement pas de modification de l'orientation de la politique monétaire, les marchés financiers ont jugé les nouveaux engagements plus contraignants et ont presque immédiatement manifesté un changement d'humeur, ce qui s'est traduit par d'importantes entrées de capitaux et des achats massifs de titres d'État de premier ordre durant les dernières semaines de 1976. Le climat d'euphorie qui régnait sur les marchés financiers a persisté tout au long du

23 Le train de mesures d'octobre comprenait également un certain allègement fiscal pour les petites entreprises (dont le coût était estimé à 10 millions de livres seulement pour 1977/78 mais à 120 millions de livres en année pleine) ainsi que des mesures visant à assouplir la réglementation des changes et à augmenter l'aide extérieure.

24 Les estimations officielles avaient été établies en décembre 1976 et portaient sur l'exercice budgétaire 1977/78, mais on estime que les résultats pour l'ensemble de l'exercice ne devraient guère différer de ceux obtenus pour la première moitié de l'exercice.

25 M3 en sterling est une notion nouvellement introduite qui exclut de M3 les avoirs en monnaies étrangères détenus par les résidents.

premier trimestre 1977 et les autorités ont pu vendre beaucoup plus de titres de premier ordre qu'il n'était nécessaire pour financer le besoin d'emprunt du secteur public²⁶. En outre, le rétablissement intervenu précédemment (en novembre 1976) du

Tableau 11 Indicateurs monétaires
Taux annuels désaisonnalisés

	1974	1975	1976	1976		1977				
				T3	T4	T1	T2	T3	T4 ¹	
<i>Masse monétaire (pourcentage de variation)</i>										
Masse monétaire au sens étroit (M1) ²	4.9	15.5	14.0	19.1	— 1.7	13.4	15.9	29.5	21½	
M3 en sterling ^{2,3}	15.7	8.8	8.5	17.2	1.3	0.6	13.4	9.4	17½	
Masse monétaire au sens large (M3) ²	18.3	9.5	10.6	20.8	0.5	3.3	14.5	6.6	12½	
<i>Avances bancaires nettes aux secteurs intérieurs (en milliards de livres, sur la base du tableau des opérations financières)</i>	5.2	3.5	3.8	8.0	2.7	6.1	6.0	7.8		
<i>dont :</i>										
Sociétés industrielles et commerciales	4.4	0.4	2.3	3.9	2.9	3.5	3.3	1.5		
Institutions financières non bancaires	0.1	0.1	0.4	0.4	0.7	0.1	0.4	0.7		
Secteur des ménages	0.1	— 0.4	0.6	0.6	1.0	1.1	1.3	1.2		
<i>Sociétés de prêts à la construction (en milliards de livres)</i>										
Accroissement net des actions et des dépôts	2.0	4.2	3.4	2.9	2.1	3.7	6.0	5.4	8.1	
Nouveaux engagements hypothécaires	3.1	5.3	6.1	6.3	5.7	5.0	6.8	8.1	9.6	
<i>Composantes de l'expansion monétaire⁴ (en milliards de livres)</i>										
a) Besoin d'emprunt du secteur public	6.4	10.5	9.4	9.2	7.4	7.8	6.4	4.0		
b) Achats par le secteur privé de titres de la dette publique	— 3.2	— 5.6	— 6.1	— 3.1	— 10.1	— 11.2	— 5.3	— 9.1		
c) Prêts en sterling ⁵	3.7	— 0.4	3.9	4.9	4.2	1.0	4.8	3.9		
d) Expansion du crédit intérieur (en milliards de livres)	6.9	4.5	7.2	11.0	1.5	2.4	5.9	— 1.2		
e) Opérations de financement avec l'extérieur (accroissement = —)	— 3.0	— 1.4	— 2.9	— 3.5	0.2	3.2	1.4	5.7		
f) Autres	— 0.7	— 0.8	— 1.0	— 1.1	— 1.1	— 0.5	— 2.1	— 0.7		
g) M3 en sterling	3.3	2.3	3.4	6.3	0.6	0.3	5.2	3.8		

1 Estimations du Secrétariat de l'OCDE établies sur la base des chiffres mensuels.

2 Les pourcentages annuels sont fondés sur les encours calculés comme moyenne des encours à la fin de chaque trimestre, avant désaisonnalisation (après ajustement pour la rupture de série en 1975). Les pourcentages trimestriels se réfèrent aux encours désaisonnalisés à la fin de chaque trimestre.

3 M3 en sterling est la masse monétaire M3 diminuée des dépôts effectués en d'autres monnaies par des résidents britanniques.

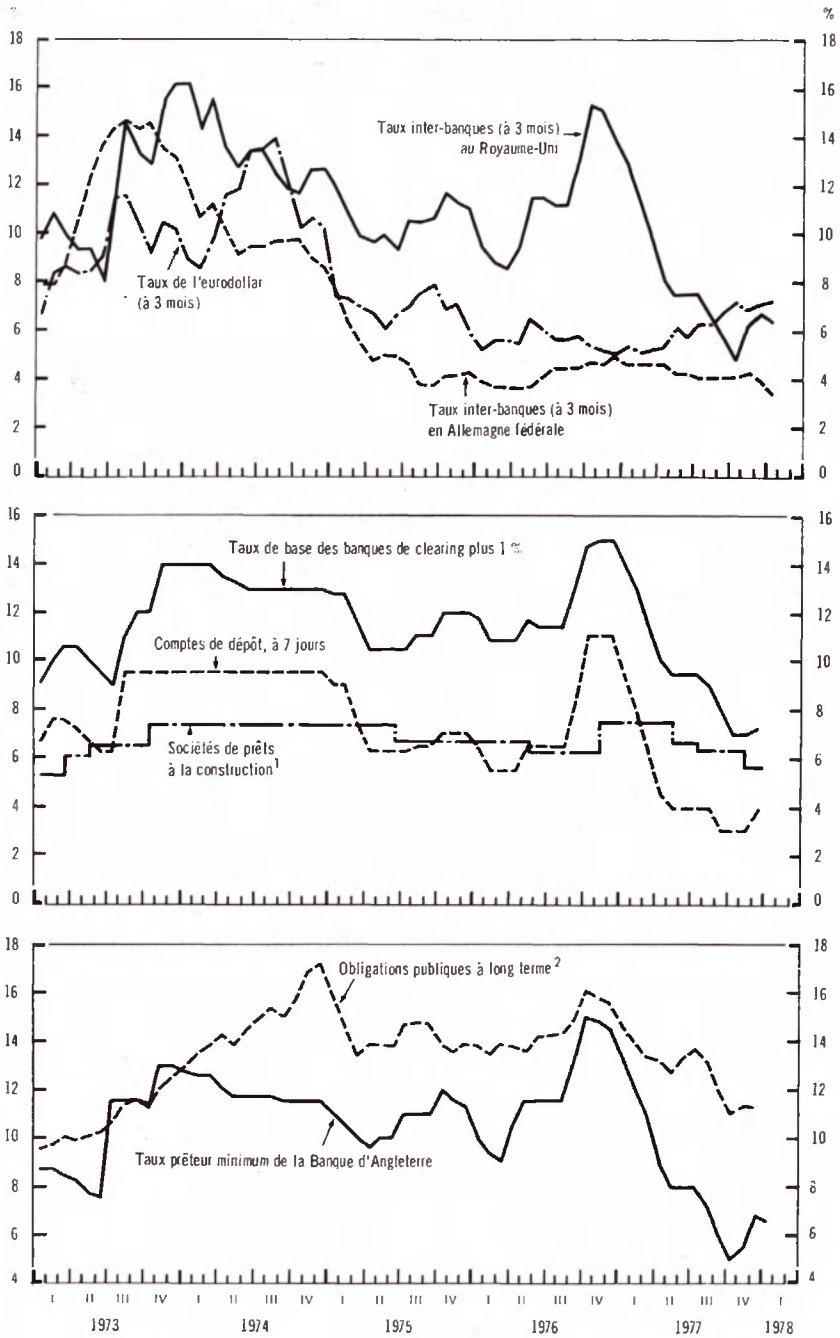
4 Les relations entre les différentes lignes sont les suivantes : $a + b + c = d$, $d + e + f = g$.

5 Prêts bancaires en sterling au secteur privé et à l'étranger.

Sources : *Financial Statistics ; Economic Trends ; Bank of England Quarterly Bulletin* et estimations du Secrétariat de l'OCDE.

26 L'Étude économique du Royaume-Uni publiée par l'OCDE en mars 1977 contient un exposé détaillé sur la « Gestion monétaire à court terme et le taux de change », Annexe I, p. 51 à 58.

Graphique 6 Taux d'intérêt



1 Taux recommandé sur les dépôts.

2 Obligations à long terme (20 ans); rendement brut calculé au remboursement.

Sources: *Financial Statistics* et Bank of England, *Quarterly Bulletin*.

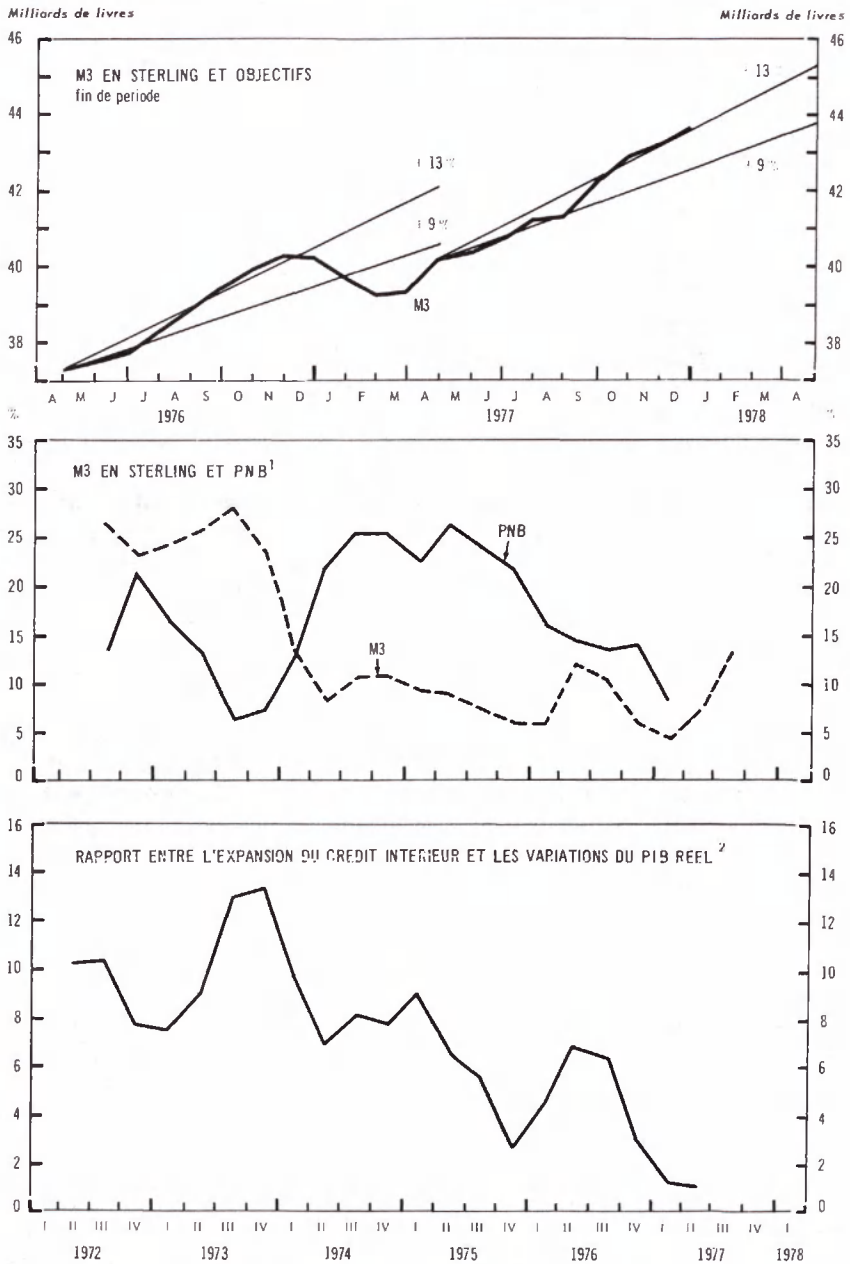
dispositif de dépôts spéciaux supplémentaires — le système du « corset » — et le renforcement des mesures de contrôle des changes, interdisant désormais aux banques britanniques de fournir des livres sterling pour le financement des échanges entre pays tiers, ont entraîné une nette diminution des prêts bancaires au secteur privé et à l'étranger entre la mi-janvier et la mi-avril, les banques n'ayant pas renouvelé les prêts arrivés à échéance afin de satisfaire aux réglementations de change et d'éviter d'être pénalisées dans le cadre de système du « corset ».

La réalisation de l'autre objectif, à savoir le maintien d'un taux de change compétitif, impliquait que l'accroissement des entrées de capitaux se reflète dans une augmentation des réserves et que le taux de change de la livre soit maintenu à peu près constant aux alentours de 1.72 dollar. Pendant ce temps, les autorités essayaient de modérer la vitesse à laquelle les taux d'intérêt baissaient, par souci du taux d'inflation qui restait élevé et par besoin de continuer à financer un BESP élevé après la fin de l'exercice 1976/77, et ont même, à plusieurs reprises, suspendu l'application de la formule du taux prêteur minimum afin d'éviter un ajustement en baisse trop rapide; néanmoins, à la fin du premier trimestre, les taux d'intérêt à court terme s'établissaient à plus de 5 points au-dessous du niveau qu'ils avaient atteint en octobre 1976 au plus fort de la crise. En revanche, les taux d'intérêt à long terme avaient beaucoup moins diminué, les autorités ayant continué à émettre de grandes quantités de titres de premier ordre, aidant ainsi à compenser l'incidence des entrées de capitaux sur la masse monétaire. Ces efforts ont été si efficaces qu'à la mi-mars la masse monétaire au sens large avait en fait diminué par rapport au mois de novembre précédent. Bien que les agrégats monétaires aient assez rapidement augmenté en avril, M3 n'a progressé, entre la mi-avril 1976 et la mi-avril 1977, que de 10%, au lieu des 12% de croissance souhaités, et M3 en sterling ne s'est accrue que de quelque 7% alors que la fourchette annoncée en décembre était de 9 à 13%. L'expansion du crédit intérieur a été de 4.3 milliards de livres, alors que la limite avait été fixée à 9 milliards de livres en décembre 1976.

Au second trimestre 1977, les conditions sur les marchés financiers ont été beaucoup plus stables qu'au premier trimestre. Les taux d'intérêt à court terme ont encore baissé d'un point et demi en avril, mais ils se sont stabilisés ensuite; de leur côté les agrégats monétaires n'ont augmenté que lentement en mai et en juin. Le BESP a été moindre qu'au trimestre précédent et bien inférieur à celui du trimestre correspondant de l'année précédente. Les prêts bancaires au secteur privé sont restés modestes et le volume des entrées de capitaux étrangers a diminué dans une mesure suffisante pour réduire substantiellement la nécessité d'intervenir sur les marchés des changes. La situation semblait bien maîtrisée lorsqu'en juillet les pressions exercées sur le dollar ont entraîné d'importantes entrées de capitaux dont les effets ont de nouveau été neutralisés par des ventes massives de titres de première catégorie. Afin d'éviter une dépréciation effective de la livre sterling qui n'aurait pas manqué de se produire si l'on avait continué de la maintenir dans un rapport stable vis-à-vis du dollar, les autorités ont décidé de la rattacher à un panier de monnaies. Le système du « corset » a été suspendu le 11 août, et le BESP est resté inhabituellement bas pendant le troisième trimestre.

L'évolution financière en automne est apparue, dans une large mesure, comme une répétition des événements qui s'étaient déroulés plus tôt dans l'année à ceci près que, cette fois, les pressions à la hausse exercées sur la livre ont été autant inspirées par la méfiance à l'égard du dollar que par les éléments positifs de l'évolution de la situation au Royaume-Uni. C'est ainsi que la confiance dans l'avenir de la livre sterling que suscitait l'incidence favorable exercée sur la balance des paiements courants par l'accroissement de la production de pétrole de la mer du Nord a été tempérée par les incertitudes pesant sur l'ampleur des augmentations de salaire à la suite du retour à la

Graphique 7 Agrégats monétaires
Chiffres désaisonnalisés



1 Pourcentages de variation en taux annuel, moyenne mobile centrée, sur trois trimestres.

2 Différence entre l'ECI et la variation du PIB (aux prix du trimestre précédent) divisée par le PIB du trimestre précédent.

Sources: Bank of England, *Quarterly Bulletin* et estimations du Secrétariat de l'OCDE.

liberté des négociations collectives. Toutefois, étant donné l'importance de Londres en tant que place financière internationale et l'abondance relative des instruments de placement financiers que le Royaume-Uni offre aux investisseurs étrangers, il n'est pas surprenant, vu l'amélioration considérable de la balance des paiements, qu'une réduction des avoirs libellés en dollars se soit traduite par une demande d'actifs libellés en sterling. Durant le mois de septembre, les autorités ont assez bien réussi à maîtriser l'incidence des importantes entrées de capitaux sur la masse monétaire en procédant à des ventes massives de titres de première catégorie et en réduisant les taux d'intérêt; mais, en octobre, le volume de leurs interventions (3 milliards de dollars) était devenu tel que M3 en sterling dépassait la limite supérieure de la fourchette de 9 à 13%.

Les autorités ont alors estimé qu'il importait davantage de respecter l'objectif monétaire que de maintenir le taux de change, convaincues qu'elles étaient que la maîtrise de l'expansion monétaire était une condition essentielle de la réduction de l'inflation et du maintien des majorations de salaires dans des limites compatibles avec cet objectif. Elles ont donc laissé la livre flotter plus librement après la fin octobre. Dans les quelques jours qui suivirent, la livre ne s'est cependant appréciée que de façon modérée, probablement en raison des inquiétudes que continuaient de susciter les revendications salariales des mineurs et des pompiers. Toutefois, de fortes pressions à la hausse ont continué de s'exercer sur la livre sterling, de sorte qu'à la fin décembre son taux de change effectif s'était apprécié de 2½% par rapport à la fin octobre. Au vu des relevés bancaires du mois d'octobre, qui révélaient une forte augmentation des avances des banques au secteur privé, et comme le climat du marché indiquait que les taux d'intérêt à court terme étaient faibles par rapport au taux d'inflation sous-jacent, la Banque Centrale a fait sien le jugement du marché et a donc décidé de porter son taux prêteur minimum de 5 à 7% à compter du 25 novembre. Cette évolution résultait de la décision de laisser la livre sterling flotter plus librement, et corrigeait la distorsion de la structure des taux d'intérêt qu'avaient créée les entrées de capitaux. Début décembre, les ventes de titres de première catégorie ont à nouveau repris, les milieux financiers étant réassurés de la résolution bien arrêtée des autorités de continuer à contrôler l'expansion de la masse monétaire. On laissa le taux prêteur minimum baisser à nouveau à 6½% au début de janvier 1978 et le taux de change effectif enregistra de nouveau un petit accroissement en janvier 1978.

L'évolution monétaire au cours de l'année passée a amené les autorités à prendre un certain nombre d'initiatives nouvelles tant sur le plan institutionnel que sur le plan opérationnel. Sur le plan institutionnel, l'évolution financière du premier trimestre a mis en lumière un problème potentiel que les fortes augmentations enregistrées par le déficit du secteur public au cours des trois dernières années avaient plus ou moins fait passer inaperçu. Depuis 1975, en effet, le problème considéré comme primordial était de savoir comment financer le BESS sans provoquer une expansion excessive de la masse monétaire; on ne s'inquiétait guère des conséquences que pouvait avoir sur le plan monétaire la possibilité pour le Gouvernement de vendre davantage de titres de première catégorie que ne l'exigeait le financement du déficit budgétaire. Lorsque pareille chose s'était produite dans le passé, le Gouvernement, qui ne peut pas constituer de réserves de trésorerie en vue de dépenses futures, avait utilisé le surcroît de recettes provenant de la vente de titres de première catégorie pour racheter des Bons du Trésor en circulation²⁷. En janvier 1977, les rachats de Bons du Trésor, conjugués à une demande inhabituelle de ces bons émanant des secteurs privé et étranger non bancaires, ont provoqué une contraction des avoirs de réserve des banques; dès lors, les taux des Bons du Trésor ont fléchi par rapport aux autres taux à

27 Les Bons du Trésor constituent des avoirs de réserve pour les banques commerciales et augmentent donc leur capacité de prêt.

court terme, puisque la demande de bons émanant des banques a tendu à rester insatisfaite. En dépit d'une réduction temporaire de 1% des dépôts spéciaux obligatoires et de certaines interventions de soutien par les autorités sur le marché monétaire, la situation est restée tendue tout au long du trimestre; en effet, les autorités — en partie mues par la nécessité d'éviter une chute brutale des taux d'intérêt qui aurait mis en danger le contrôle monétaire dans les mois suivants — ont continué à vendre de grandes quantités de titres de première catégorie, croyant d'abord que le BSP serait beaucoup plus important qu'il ne l'a été en fait²⁸.

Fin mars, les autorités ont pris une initiative ingénieuse en émettant, pour la première fois depuis les années 40, des obligations payables par tranches. Cette formule leur permettant de profiter de la faveur dont jouissaient les titres de première catégorie tout en s'assurant ultérieurement des rentrées de fonds, en l'occurrence en trois tranches réparties sur trois mois. Cette mesure a permis d'alléger dans l'immédiat les pressions qui pesaient sur le système bancaire et quelques séries d'obligations payables par tranches, représentant au total près de 1.6 milliard de livres, ont été émises à partir du printemps. Fin mai, les autorités ont également émis un autre type nouveau d'obligations, dont les taux sont flottants et liés au taux des Bons du Trésor des six mois précédents; ces obligations étaient destinées à attirer les investisseurs à un moment où l'on s'attendait à une hausse des taux d'intérêt.

Sur le plan opérationnel, la principale initiative a bien entendu été la décision prise en octobre 1977 de laisser flotter plus librement le taux de change de la livre plutôt que d'accepter, ne fût-ce que pour une courte durée, un dépassement de la croissance souhaitée pour la masse monétaire. Peut-être peut-on se demander si, étant donné la faiblesse de la demande, il est vraiment justifié de respecter strictement les objectifs monétaires; mais quoi qu'il en soit les autorités britanniques ont estimé, tout au moins pour le moment, que le marché financier peut être actuellement si prompt à changer d'opinion que sans un contrôle suffisant de la masse monétaire, il leur serait difficile de mener à bien leur politique de stabilisation.

III LES PERSPECTIVES A COURT TERME

Avant d'examiner les perspectives pour 1978, il est peut-être intéressant d'indiquer brièvement dans quelle mesure l'évolution observée en 1977 s'est écartée des prévisions publiées par le Secrétariat de l'OCDE voici un an. Ces prévisions dénotaient un optimisme prudent, tout au moins pour les prix et la balance des paiements sinon pour la production. D'une façon générale, le schéma esquissé à cette époque s'est concrétisé. En fait, la balance extérieure a évolué un peu plus favorablement que prévu, la balance des opérations courantes s'étant fortement redressée au second trimestre pour dégager un excédent appréciable. On relève en outre trois différences importantes entre les prévisions relatives aux composantes de la demande et leur évolution effective; la consommation a fléchi moins qu'on ne s'y attendait mais les investissements davantage, et les importations ont augmenté beaucoup plus que prévu. Les deux premières de ces différences peuvent être en grande partie attribuées à des modifications de la politique économique (les prévisions étaient comme d'habitude fondées sur l'hypothèse que la politique économique resterait inchangée). C'est ainsi

28 Fin décembre 1976, on estimait que le BSP pour l'exercice 1976/77 serait de 2½ milliards de livres supérieur à ce qu'il a été en fait.

que les allègements de l'impôt sur le revenu de personnes physiques que comportaient le budget de mars et le train de mesures pris en octobre ont eu pour effet de gonfler la consommation privée, tandis que les retards considérables pris sur les prévisions budgétaires par les dépenses d'équipement du secteur public ont accentué la baisse de l'investissement fixe total. Toutefois, il est clair que l'on avait nettement sous-estimé le degré de pénétration des importations dans l'économie, dont les causes ont été succinctement analysées dans la Section I sans être parfaitement éclaircies. C'est la part plus forte que prévu de la demande qui s'est portée sur les importations qui explique que la croissance de la production totale ait été moindre qu'on ne s'y attendait.

Si l'on en vient maintenant à l'évolution attendue pour 1978, l'optimisme prudent dont étaient empreintes les prévisions du Secrétariat de l'OCDE pour 1977 peut faire place à une attitude un peu plus positive. Bien qu'il subsiste encore de grandes incertitudes sur un certain nombre d'éléments, en particulier sur l'évolution des salaires et des prix, l'année 1978 devrait être marquée par une reprise de l'activité économique et par un rythme de croissance de la production qui, pour la première fois depuis 1973, serait proche de celui de l'expansion potentielle de l'économie²⁹. De fait, il se pourrait

Tableau 12 Demande et production en 1978

Pourcentages de variation en volume,
taux annuels désaisonnalisés

	Par rapport à l'année précédente		Par rapport au semestre précédent		
	1977 ¹	1978 ²	1977 II	1978 I	1978 II
Consommation privée	— 1	3	2+	3+	2+
Consommation publique	—	1+	1	2	1+
Formation de capital fixe	— 7+	5	1+	7	3+
Secteur public	— 20+	—	— 15+	7	3
Secteur privé	2	8	12+	8	3+
Demande intérieure finale	— 2	3	2	4	2+
Plus variation des stocks ³	+	—	— 3+	1	1
Plus ajustement « de compromis » ^{3,4}	+	—	+	—	—
Demande intérieure totale	— 1+	3	— 1+	5+	3+
Exportations	6+	4+	5+	4	3+
Importations	4+	5+	— 2+	8+	7+
Plus variation de la balance extérieure ³	+	—	2+	— 1	— 1
PIB aux prix du marché ⁵	—	2+	1	4+	2+
<i>Pour mémoire :</i>					
Indice des prix implicite de la consommation privée	14+	9	11	7+	9+
Revenu disponible réel	— 2	3	2+	3+	2+
Balance des paiements courants (milliards de dollars)	+	2+	3+	3	2+

1 Les chiffres pour 1977 sont provisoires ; ils sont fondés sur les données publiées pour les trois premiers trimestres et sur des estimations du Secrétariat de l'OCDE pour le quatrième trimestre.

2 Prévisions du Secrétariat de l'OCDE.

3 En pourcentage du PIB de la période précédente.

4 Il s'agit de la différence entre la production calculée dans l'optique de la dépense et l'estimation « de compromis » de la production, laquelle est la moyenne pondérée des trois estimations du PIB établies respectivement dans l'optique de la production, de la dépense et du revenu.

5 Sur la base de l'estimation « de compromis ».

Sources : " Press and Information Service Release " et estimations du Secrétariat de l'OCDE.

29 La diminution des investissements dans les industries manufacturières depuis 1970, les transformations de structure de la demande et de la production et le rythme rapide d'obsolescence lié à la forte hausse des prix de l'énergie rendent difficile d'estimer le taux de croissance tendanciel du PIB potentiel au cours des dernières années. D'après des estimations très approximatives, il pourrait être de l'ordre de 2¼ à 3 % par an, compte tenu de la contribution de la production pétrolière de la Mer du Nord (évaluée à environ ¼ % du PIB aux prix de 1970).

que la production augmente même un peu plus rapidement puisque, en annonçant le train de mesures d'octobre, le Chancelier de l'Échiquier a indiqué que le budget pour l'exercice 1978/79 pourrait comporter de nouveaux allègements fiscaux si l'évolution globale, en particulier celle des salaires, s'avérait satisfaisante. Toutefois, les présentes prévisions reposent comme d'habitude sur l'hypothèse que la politique économique appliquée actuellement sera maintenue.

Le Livre Blanc sur les plans de dépenses publiques³⁰ montre une augmentation des dépenses pour 1978/79 de quelque 8% supérieure aux résultats attendus pour 1977/78. Toutefois, comme en 1977/78, les autorités s'attendent que les dépenses seront bien inférieures aux plans et estiment donc que la croissance des dépenses publiques totales sera probablement plus proche de 5%. De plus, cette augmentation serait en grande partie due à des opérations financières, qui n'auront sans doute à court terme qu'une incidence relativement faible sur l'activité économique. Il est aussi probable que les transferts en faveur des ménages augmenteront rapidement, mais on prévoit que les dépenses publiques sur biens et services, qui ont un effet multiplicateur immédiat et important, ne s'accroîtront que d'un peu moins de 2% au cours de l'exercice 1978/79³¹. Se fondant sur l'opinion officielle, selon laquelle les dépenses publiques continueront sans doute d'être inférieures à ce qui est prévu dans le budget, le Secrétariat de l'OCDE estime que la consommation publique augmentera d'environ 1½%, mais que les investissements publics resteront stationnaires en 1978. Comme par ailleurs, on peut tabler sur une forte progression des recettes fiscales (sur la base des taux d'imposition actuels et compte tenu de l'accélération attendue des gains moyens), le déficit budgétaire (c'est-à-dire le besoin de financement), et probablement aussi le besoin d'emprunt, de l'ensemble des administrations publiques, pourraient légèrement diminuer en pourcentage du PIB. En définitive, donc, la politique budgétaire devrait rester assez restrictive durant la période sous revue. Dernièrement on s'est interrogé dans certains cercles sur la nécessité de fixer de nouveaux objectifs monétaires et sur le point de savoir s'il fallait continuer à les établir pour une année entière ou bien adopter une formule un peu plus souple (par exemple des objectifs « glissants »). Le gouvernement britannique n'a pas encore annoncé ses intentions à cet égard, mais se référant aux déclarations officielles, le Secrétariat de l'OCDE suppose que les autorités continueront de contrôler étroitement l'évolution monétaire tout en donnant à leur politique monétaire une orientation propre à faciliter une reprise de la production suffisamment rapide pour faire baisser progressivement le chômage.

L'évolution des salaires et traitements durant l'année 1978 constitue une importante inconnue. Les majorations arrêtées dans les conventions collectives conclues jusqu'en janvier 1978 n'ont que légèrement dépassé l'objectif de 10% fixé par le Gouvernement. Toutefois, il y a eu quelques retards dans la conclusion de conventions collectives et aucune tendance générale ne s'est encore nettement dessinée. Dans le secteur public l'objectif de 10% paraît être respecté. Mais dans le secteur privé, de fortes pressions sont exercées pour obtenir des relèvements très supérieurs à cet objectif, en raison d'une part de la diminution notable des salaires nets réels du début de 1975 au milieu de 1977 (à cette époque, leur niveau était à peine plus élevé qu'en 1970³²), et d'autre part du rétrécissement considérable des rapports et différences de salaires au cours des Phases I et II. On ne sait pas encore quelle sera l'efficacité des sanctions que le gouvernement prendra contre les entreprises qui accorderont des augmentations très supérieures à 10%. Toutefois, le Secrétariat de l'OCDE estime que le maintien de taux de profit relativement bas, le chômage élevé, le

30 Cmnd 7049-I et Cmnd 7049-II, HMSO, janvier 1978.

31 Ce chiffre de 2% suppose que les dépenses seront conformes aux plans.

32 Au deuxième trimestre de 1977, le revenu réel disponible des ménages s'établissait comme suit (1970 = 100); célibataire: 100.4; homme marié: 100.9; homme marié avec deux enfants: 100.3.

net ralentissement récemment marqué par l'inflation et la résolution bien arrêtée du gouvernement de ne pas accorder de majorations de traitement excessives aux agents du secteur public devraient contribuer à modérer les augmentations retenues dans les conventions du secteur privé. Néanmoins, compte tenu des glissements de salaire normaux, des relèvements pour gains de productivité qui seront arrangés entre les syndicats et certaines entreprises, et de la reprise de la production, la hausse des gains moyens pourrait être de l'ordre de 15% pour le secteur privé et de 14% pour l'ensemble de l'économie.

Étant donné que, comme on l'a déjà dit, la conclusion d'un certain nombre de conventions collectives qui auraient dû normalement intervenir au quatrième trimestre de 1977 ont été reportées, le nombre des conventions qui seront conclues au début de 1978 pourrait être un peu plus important que d'habitude. Cette accumulation de relèvements de salaires, conjuguée dans de nombreux cas à des paiements rétroactifs et à un taux d'inflation qui reste bas, provoquera un bond considérable des salaires nets réels au premier semestre de 1978. On suppose qu'après cela le taux de progression des salaires moyens sera de l'ordre de 14%. La croissance des autres revenus des ménages (transferts exceptés) devrait aussi s'accélérer, en particulier au premier semestre de 1978, sous l'influence de la reprise de la demande et de la production. Comme on l'a déjà indiqué, les transferts en faveur des ménages pourraient continuer d'augmenter de façon substantielle.

La baisse des prix à l'importation au second semestre de l'année dernière et la faiblesse de la hausse³³ qu'on s'attend à les voir enregistrer cette année exerceront un effet de freinage important sur la hausse des prix à la consommation³⁴ durant toute l'année 1978, et en particulier au premier semestre. Cet effet modérateur devrait plus que compenser l'incidence qu'exercera sur les prix la progression notable des gains moyens durant ce semestre. La hausse des prix à la consommation pourrait donc continuer à se ralentir au premier semestre 1978 et leur augmentation sur 12 mois pourrait tomber au-dessous de 10%. Toutefois, les prix à la consommation devraient recommencer à monter un peu plus rapidement au second semestre, du fait de l'accélération de la croissance des gains moyens. L'indice implicite des prix du PIB, qui n'est pas influencé par les prix à l'importation, augmentera davantage que l'indice des prix à la consommation, en raison de l'évolution des coûts intérieurs et notamment de l'augmentation des coûts de main-d'œuvre et des taux de profit.

La consommation privée, qui avait recouvré un peu de vigueur à la fin de 1977, pourrait continuer à se redresser au premier semestre de 1978. L'accumulation de relèvements de salaires durant ce semestre et la poursuite probable du ralentissement de la hausse des prix à la consommation devraient entraîner une nouvelle et sensible augmentation du revenu disponible réel. De plus, une assez forte proportion des allègements fiscaux de décembre a probablement été convertie en épargne. Par conséquent, à l'entrée de l'année 1978, les ménages disposaient d'une épargne relativement importante, notamment sous forme d'actifs liquides et il se pourrait donc qu'ils la réduisent un peu dans les premiers mois de 1978. Ces deux facteurs conjugués devraient provoquer un fort accroissement de la consommation privée qui, suivant les prévisions, augmenterait à un rythme d'environ 3¼% par an au premier semestre de 1978. Au second semestre, l'accélération probable de la hausse des prix à la consommation devrait se traduire par un affaiblissement considérable de la croissance des gains moyens réels. A supposer même que les ménages ne réduisent plus guère leur taux d'épargne, qui serait alors d'environ 13½%, c'est-à-dire encore supérieur à son

33 Cette prévision est fondée sur l'hypothèse technique que le taux de change effectif de la livre sterling restera inchangé. En outre, on suppose qu'après la baisse qu'ils ont enregistrée ces derniers mois, les prix des produits de base et des combustibles ne diminueront plus à partir de février 78.

34 Indice implicite des prix à la consommation des comptes nationaux.

niveau tendanciel en moyenne période, la progression des dépenses des consommateurs devrait très fortement se ralentir pour revenir à un taux annuel voisin de 2½%. Si ces hypothèses se vérifient, au second semestre de 1978, le niveau de la consommation privée dépassera, pour la première fois depuis près de cinq ans, le sommet qu'il avait atteint en 1973.

Il est à prévoir que toutes les grandes composantes des investissements privés augmenteront assez rapidement. De meilleures perspectives d'évolution de la demande, des taux d'intérêt relativement bas et l'amélioration considérable, l'année dernière, de la situation de trésorerie des entreprises devraient stimuler les investissements dans les industries manufacturières. Toutefois, de même que pour 1977, les récentes enquêtes sur les intentions des chefs d'entreprise montrent que ceux-ci ont déjà quelque peu révisé en baisse les projets d'investissement très ambitieux qu'ils avaient formés antérieurement. La présente prévision suppose qu'étant donné l'importance des marges de capacité inutilisées, les investissements dans les industries manufacturières augmenteront d'environ 12%, soit de beaucoup moins que ne le faisait présager la première enquête effectuée au cours de l'été 1977 (17%), et que, comme en 1977, il s'agira surtout d'investissements de remplacement. La progression relativement faible au cours de 1978 sera surtout due aux compressions des investissements de la British Steel Corporation et des industries chimiques, tandis que l'investissement dans la plupart des autres secteurs devrait continuer de croître de façon importante. En dépit de la progression assez forte qu'ils auront enregistrée pendant deux années de suite, le niveau des investissements dans les industries manufacturières sera en 1978 encore à environ 8% au-dessous du sommet qu'il atteignait en 1970. De même que les investissements dans les industries manufacturières, et pour les mêmes raisons, les investissements dans les secteurs de la distribution et des services devraient continuer à se redresser, bien que beaucoup plus lentement. On estime toutefois que leur taux de croissance au cours de l'année sera plus élevé que celui des investissements dans les industries manufacturières. La nette amélioration de la situation de trésorerie des sociétés de prêts à la construction, la baisse des taux hypothécaires et le fort accroissement du revenu disponible réel devraient entraîner une augmentation appréciable des investissements privés dans le logement en 1978; néanmoins, leur niveau pourrait encore s'établir à environ 15% au-dessous de celui du début des années 1970.

On prévoit qu'après le dégonflement important des stocks au second semestre 1977, et vu la reprise de la demande attendue en 1978, les stocks augmenteront modérément au cours de l'année. Néanmoins, comme les entreprises s'efforceront d'améliorer leur situation financière, la tendance à la diminution des rapports stocks-production, qui s'était amorcée au milieu de 1977, se poursuivra probablement durant la période sous revue. En résumé, on s'attend que, contrairement à l'année dernière, toutes les grandes composantes de la demande seront relativement dynamiques en 1978 et que la demande intérieure totale augmentera de près de 3% d'une année sur l'autre. Les prévisions sur son évolution par semestres sont plus incertaines que celles relatives à l'ensemble de l'année 1978, mais il est probable que sa croissance sera assez forte au premier semestre, peut-être un peu supérieure à 5% en taux annuel, puis se ralentira pour revenir à un taux annuel juste supérieur à 3% au second semestre.

Comme on l'a déjà dit dans la Section I, le Royaume-Uni a vu sa position concurrentielle se détériorer sensiblement, en gros au cours de l'année dernière, d'une part parce que les coûts intérieurs y ont monté plus vite que dans les pays qui sont ses principaux partenaires commerciaux et d'autre part parce que la livre a cessé de se déprécier pour s'apprécier. A la fin de 1978, sa position concurrentielle sur le plan des prix pourrait donc être au mieux la même qu'au début de 1972, un peu avant l'augmentation très marquée des importations qui était également liée à la forte reprise

de la demande en 1972-73. C'est en grande partie pour cette raison que l'on prévoit que la progression en volume des exportations du Royaume-Uni (à l'exclusion du pétrole) se ralentira durant l'année 1978 pour revenir à un taux un peu inférieur à celui de la croissance de ses marchés.³⁵ Néanmoins, ce serait encore un résultat favorable à côté d'une tendance de longue durée se traduisant par des pertes de l'ordre de 4 à 5% par an. Par suite du redressement de la demande intérieure et de la dégradation de la position concurrentielle du Royaume-Uni, ses importations (hors pétrole) devraient continuer à enregistrer une progression appréciable en volume. La croissance du volume des importations de biens hors pétrole pourrait être supérieure à 10% pendant 1978. Il est donc à prévoir qu'en dépit de l'impact favorable de l'augmentation de la production pétrolière de Mer du Nord³⁶ le solde extérieur en volume exercera une faible incidence négative sur la croissance du PIB en 1978. Toutefois, en partie parce que les prix des produits de base ne monteront sans doute pas beaucoup, on peut s'attendre cette année à une nouvelle et assez forte amélioration des termes de l'échange. Celle-ci pourrait en grande partie compenser la détérioration du solde extérieur en volume, et la balance des opérations courantes pourrait dégager un excédent de l'ordre de 2¾ milliards de dollars.

Suivant les prévisions, le PIB augmenterait d'environ 2¾% en 1978, mais son taux de croissance annuel se ralentirait pour tomber à un peu plus de 2% au second semestre de l'année. L'augmentation de la production de pétrole de la Mer du Nord contribuerait pour environ un quart de point à l'accroissement du PIB. Étant donné que la demande devrait être largement entraînée par une reprise de la consommation privée et de l'investissement, la production des industries manufacturières progressera sans doute à un rythme un peu plus rapide que le PIB durant l'année 1978. Néanmoins, à la fin de 1978 son niveau n'atteindra pas encore tout à fait le sommet de 1973. Le jeu des facteurs démographiques devrait entraîner une augmentation assez rapide de la population active³⁷, mais il pourrait être en partie compensé par un ralentissement de l'accroissement des taux d'activité féminins. Ceux-ci suivent une tendance fortement ascendante depuis 25 ans, mais le haut niveau du chômage aura probablement sur eux une incidence négative. En conséquence, le Secrétariat de l'OCDE a supposé que le taux de croissance de la population active serait de l'ordre de ½% au cours de l'année 1978, soit un peu moindre que ces dernières années. Vu les difficultés auxquelles on se heurte pour estimer la croissance de la productivité depuis le début des années 70 et étant donné l'existence de divers programmes de soutien de l'emploi, les prévisions sur l'évolution de l'emploi comportent une beaucoup plus grande marge d'erreur que par le passé. Compte tenu des effets retardés du recul accusé par la production au premier semestre de 1977 et étant donné que la reprise de la production sera surtout le fait de secteurs où la productivité est plus élevée, et notamment des industries manufacturières, on prévoit que l'emploi diminuera du premier semestre de 1977 au premier semestre de 1978. Au second semestre, il devrait augmenter un peu, mais le taux de chômage³⁸ se stabilisera probablement aux alentours de 6 à 6½%.

35 Étant donné l'acquis résultant de la forte progression des exportations en 1977, les résultats à l'exportation du Royaume-Uni s'amélioreront probablement un peu d'une année sur l'autre.

36 On a supposé que la production de pétrole de la Mer du Nord serait exportée à raison d'environ 40% et servirait à remplacer les importations à raison de 60%. On estime que cette production passera de 40 millions de tonnes en 1977 à 63 millions de tonnes en 1978.

37 En raison des taux élevés de natalité de la fin des années 50 et du début des années 60 le nombre des jeunes ayant atteint 16 ans qui entreront dans la population active sera plus élevé que d'habitude, et d'autre part le nombre des personnes qui atteindront l'âge de la retraite sera inférieur à la moyenne, du fait pour une bonne part de la faiblesse des taux de natalité au cours des années 1914-1918.

38 En pourcentage du total de la population active occupée, Grande-Bretagne seulement, et compte non tenu des jeunes ayant achevé leur scolarité et des étudiants adultes.

IV CONCLUSIONS

La très nette amélioration de la balance des paiements a allégé une première contrainte importante qui imposait une limite directe à l'expansion de la demande. Reste la contrainte de l'inflation, qui bien que s'atténuant, commande de continuer à faire preuve de prudence dans la régulation de la demande si l'on veut réaliser de nouveaux progrès après les résultats acquis à grand-peine ces dernières années.

Plusieurs raisons rendent maintenant souhaitable une reprise de l'activité économique suffisante pour réduire progressivement le sous-emploi des ressources :

- i) Le taux élevé de chômage représente un lourd coût économique et social, et il convient de toute évidence de commencer à faire en sorte de le réduire;
- ii) Une reprise de l'activité économique ferait augmenter les profits et stimulerait les investissements productifs nécessaires pour assurer une expansion soutenue de l'emploi à moyen terme;
- iii) La position extérieure du Royaume-Uni reste sans doute encore fragile et il est souhaitable que sa balance des opérations courantes demeure excédentaire mais encore faut-il que cet excédent reste d'une dimension appropriée. Étant donné qu'un déficit de l'ensemble de la zone est inévitable, un excédent par trop important du Royaume-Uni risquerait d'aggraver la situation des pays déficitaires. Une expansion modérée de la demande au Royaume-Uni permettrait de maintenir cet excédent dans des limites raisonnables et contribuerait à étayer la reprise internationale;
- iv) Un accroissement de la demande intérieure, et la forme de politique économique nécessaire à cette fin, pourraient être compatibles avec l'atténuation des pressions à la hausse qui s'exercent sur la livre sterling. La vigueur du sterling est un élément favorable à la réduction de l'inflation, mais elle n'est de toute évidence pas sans comporter certains dangers de par les effets qu'elle peut avoir sur la compétitivité du Royaume-Uni et la reprise d'une croissance s'entretenant de son propre mouvement. L'Étude économique consacrée l'année dernière au Royaume-Uni par l'OCDE soulignait les risques d'une appréciation qui «... finirait par réduire la compétitivité des produits britanniques sur le plan des prix. Ceci risquerait alors de décourager les investissements, d'amoinrir encore davantage la compétitivité des produits britanniques et de contribuer en fin de compte à la lente « désindustrialisation » de l'ensemble de l'économie »³⁹. Ces conclusions demeurent valables et, vu l'évolution récente du taux de change de la livre, elles s'imposent aujourd'hui avec plus de force tant pour l'avenir immédiat que dans une perspective à moyen terme.

Les perspectives d'évolution de l'économie du Royaume-Uni en 1978 doivent donc être replacées dans une optique à plus long terme⁴⁰. L'étude économique de l'OCDE de l'année dernière présentait le schéma d'un scénario de croissance à moyen terme. En bref, ce scénario envisageait pour la période 1977-1982 un taux annuel moyen de croissance du PIB de l'ordre de 3½% (pétrole de la Mer du Nord excepté), qui pourrait être compatible avec le maintien d'un important excédent de la balance

39 Étude économique de l'OCDE 1977, p. 42.

40 Étude économique de l'OCDE sur le Royaume-Uni, mars 1977, Partie IV « Perspectives et Politiques à moyen terme », pages 36 à 37. Les deux principaux tableaux du scénario de croissance sont reproduits à l'Annexe III. Le tableau, « Un scénario de croissance à moyen terme de la demande et de la production entre 1977 et 1982 » reste encore largement valable. Compte tenu des informations recueillies récemment, l'autre, « l'incidence de la production pétrolière de la Mer du Nord sur la balance des paiements » (p. 40 de l'Étude de l'année dernière) présente en outre les toutes dernières estimations.

des paiements et une réduction progressive du taux de chômage le ramenant aux alentours de 3% vers la fin de la période. On estimait que le principal avantage procuré par l'exploitation du pétrole de la Mer du Nord serait une atténuation de la contrainte imposée par la balance des paiements à une accélération de la croissance⁴¹, et qu'elle n'aurait qu'une très faible incidence directe sur l'emploi. L'étude de l'année dernière mettait en garde contre le risque que les quelques années d'austérité par lesquelles venait de passer le Royaume-Uni ne donnent la tentation de dilapider les ressources provenant de l'exploitation du pétrole de la Mer du Nord en les « affectant à une rapide amélioration des niveaux de vie ». Et elle soulignait que la croissance devait être entraînée par les exportations et par les investissements, en particulier les investissements dans les industries manufacturières.

Si, pour les raisons indiquées plus haut, une certaine relance de la demande intérieure peut être souhaitable en 1978, il n'en reste pas moins que le ralentissement prévu des exportations et l'accélération des importations ne laissent pas d'être préoccupants. Pour combattre ces tendances et augmenter les possibilités de mettre l'économie sur une trajectoire de croissance durable à moyen terme, il semblerait indispensable d'améliorer la compétitivité des produits britanniques. C'est là un des objectifs majeurs de la stratégie industrielle⁴². Celle-ci ne pourra probablement porter ses fruits qu'à moyen terme, et il est indispensable de tirer profit du progrès déjà réalisé si on veut la mener à bien. La tâche des responsables de la politique économique serait naturellement facilitée par une plus forte expansion du commerce mondial.

Mais il existe, par ailleurs, une importante raison de continuer à faire preuve de prudence dans la régulation de la demande, étant donné que le rythme de hausse des prix devrait rester très supérieur à la moyenne de l'OCDE. Et sous l'effet de l'augmentation probable des coûts de main-d'œuvre au cours de la Phase III, le taux d'inflation accusera sans doute un certain accroissement au second semestre de cette année. De plus, l'évolution des salaires au cours de la prochaine série de négociations salariales qui doit commencer le 1^{er} août constitue une importante inconnue. Il peut être à craindre que les comportements inflationnistes ne s'accroissent et que l'on n'assiste à une nouvelle escalade des majorations de salaires, qui compromettrait les progrès récemment accomplis sur le front des prix et de la balance des paiements et minerait les fondements d'une reprise économique.

Pour ramener l'inflation à des taux plus acceptables, la ligne d'action offrant les meilleures chances de succès pourrait consister, à l'instar de ce qui a été fait ces dernières années, à s'efforcer d'obtenir un large degré de consensus sur les hausses admissibles des prix et des salaires. Il faut se garder de sous-estimer les difficultés d'une telle approche, mais il ne faut pas non plus sous-estimer les dangers d'une résurgence des pressions inflationnistes. À cet égard, on ne saurait trop souligner que ce qui importe du point de vue de l'élévation des niveaux de vie, c'est l'augmentation des revenus disponibles *réels* et non celle des revenus *nominaux*. Si, lors de la prochaine série de négociations salariales, un consensus s'établissait sur ce que devrait être une augmentation raisonnable des gains réels après impôt, il serait de l'intérêt de tous que cet objectif soit atteint moyennant la plus faible hausse possible des prix, et donc des revenus nominaux. Des réductions d'impôt pourraient avoir un effet bénéfique, en permettant d'assurer un accroissement souhaitable des revenus réels, sans faire augmenter de façon correspondante les coûts salariaux, et donc l'inflation des prix.

41 On estimait l'an dernier que, abstraction faite des avantages procurés par l'exploitation du pétrole de la Mer du Nord, le taux de croissance annuel du PIB devrait être limité à environ 3½ %, et que le pétrole de la Mer du Nord permettrait de le porter à environ 4 %. Mais compte tenu des informations récentes, sa contribution pourrait être inférieure à cette estimation et être plus proche de ¼ % du PIB.

42 La stratégie industrielle et ses objectifs à moyen terme sont exposés succinctement dans l'Annexe IV.

Dans le même temps, les possibilités d'une action de relance budgétaire dépendront d'une modération des majorations retenues dans les accords salariaux qui seront conclus après la fin de la Phase III.

Il est difficile de dire ce que devrait être la politique monétaire lorsqu'une forte inflation par les coûts coexiste avec une importante marge de ressources inutilisées et que l'évolution du taux de change est extrêmement incertaine. L'objectif d'une reprise de l'activité économique impliquerait une politique monétaire d'accompagnement. Mais les impératifs de la lutte contre l'inflation militent en faveur du maintien d'un certain degré de restriction. Et il importe aussi de tenir compte de la nécessité d'éviter que de fortes pressions à la hausse s'exercent sur la livre sterling à un moment où la position concurrentielle du Royaume-Uni se détériore du fait de la hausse plus rapide des coûts de main-d'œuvre. Il n'est sans doute pas facile de définir une politique monétaire qui permette de concilier ces objectifs en partie antinomiques. Étant donné que les relations monétaires fondamentales ne sont pas non plus connues avec certitude, il semblerait souhaitable de garder une certaine souplesse dans la fixation et la mise en application des objectifs monétaires. L'emploi d'un tout nouvel instrument dans le domaine monétaire exige que l'on tienne compte à la fois des anticipations sur l'évolution des prix intérieurs et du sentiment des marchés des changes, afin de préserver la crédibilité de la gestion monétaire. Si l'on décide de fixer une nouvelle série d'objectifs monétaires pour l'exercice budgétaire 1978/1979, il serait peut-être bon de prendre comme base de référence non plus, comme à présent, un seul mois, où des circonstances particulières ont pu intervenir et où la situation peut donc être très différente de la situation foncière, mais plutôt une moyenne sur plusieurs mois. Il y aurait peut-être aussi lieu d'envisager de fixer des objectifs « glissants », peut-être établis sur une base semestrielle. De trop fréquentes modifications des objectifs monétaires comportent naturellement des risques, surtout si elles engendrent des anticipations inflationnistes. Étant donné les aléas de la conjoncture, des examens semestriels de ces objectifs devraient offrir la possibilité de les réévaluer en fonction de l'évolution de l'économie.

Pour élaborer la stratégie économique générale, le mieux sera de partir du principe que les exigences internes et extérieures, considérées à la fois dans l'avenir immédiat et dans une perspective à moyen terme, impliquent une expansion contrôlée qui ne vise qu'à résorber progressivement le volant de ressources inutilisées. Peut-être faudra-t-il pour cela une certaine relance budgétaire afin d'éviter le ralentissement de la demande que l'on s'attend actuellement à voir intervenir au second semestre de 1978 et de maintenir le taux de croissance du PIB réel entre 3 et 4 %. Mais il faudra aussi réaliser un nouveau progrès sur la réduction de l'inflation, et aussi sur la réduction du taux d'accroissement des coûts intérieurs en vue de maintenir la situation de compétitivité et d'assurer la continuation d'une balance des paiements saine et une croissance soutenue. La conduite de la politique économique serait facilitée et les contraintes imposées à l'expansion de l'activité réduites si un consensus pouvait s'établir entre les partenaires sociaux sur des objectifs en matière de salaires et de prix qui permettent à la fois une élévation du niveau de vie et un ralentissement de l'inflation.

*Annexe I***CHRONOLOGIE DES PRINCIPALES MESURES ÉCONOMIQUES****1976****15 décembre**

Les autorités adressent au FMI une lettre d'intention par laquelle elles s'engagent à prendre les dispositions suivantes:

- outre la réduction de 1 milliard de livres décidée en juillet 1976, les dépenses publiques seront encore réduites de 1 milliard de livres en 1977/1978, puis de 1.5 milliard de livres en 1978/1979 (aux prix de référence de 1976);
- les droits sur l'alcool et sur le tabac seront majorés;
- les dépenses publiques globales resteront pratiquement stables jusqu'en 1978/1979;
- la vente d'actions de la British Petroleum devrait rapporter 500 millions de livres en 1977/1978;
- le besoin d'emprunt du secteur public sera ramené de 9 % du PIB — soit environ 11.2 milliards de livres — en 1976/1977 à 6 % du PIB en 1977/1978 — soit 8.7 milliards de livres et à 5¼ % du PIB en 1978/1979;
- l'expansion du crédit intérieur sera limité à 9 milliards de livres entre le 20 avril 1976 et le 20 avril 1977, à 7.7 milliards de livres au cours des 12 mois suivants et, vraisemblablement, à 6 milliards de livres au cours de la période suivante de 12 mois se terminant le 20 avril 1979. (Pour plus de détails, voir l'Étude de l'OCDE de mars 1977).

17 décembre

Le taux minimal de prêt est abaissé de ¼%, à 14½ %;

22 décembre

Le Groupe des Dix et la Suisse conviennent de mettre à la disposition du FMI des fonds qui lui permettront d'accorder un prêt de 3.9 milliards de dollars au Royaume-Uni.

24 décembre

Le taux minimal de prêt est abaissé de ¼%, à 14¼%.

1977**7 janvier**

Le taux minimal de prêt est abaissé de ¼ %, à 14 %.

10 janvier

La Banque des Règlements Internationaux accorde un crédit de 3 milliards de dollars pour compenser l'incidence des retraits soudains sur les avoirs en sterlings détenus par des étrangers. Ce crédit doit permettre de réduire progressivement l'utilisation du sterling comme monnaie de réserve, le Gouvernement devant offrir des obligations libellées en d'autres devises aux détenteurs officiels de sterlings.

13 janvier

Un emprunt du Trésor, d'un montant de 600 millions de livres à 12¾ % et remboursable en 1981, est souscrit dans la journée. La Banque d'Angleterre rembourse une tranche de 2 % des dépôts spéciaux.

14 janvier

Il est déclaré que les gisements de gaz de la partie méridionale de la Mer du Nord couvrent maintenant la quasi-totalité des besoins du Royaume-Uni en gaz naturel.

La Banque d'Angleterre annonce une émission de 1.25 milliard de livres d'obligations du Trésor à 13¼ % — la plus importante émission de titres jamais lancée. Depuis le 10 septembre 1976, l'État a vendu pour 6.1 milliards de livres de titres.

17 janvier

Les autorités font savoir que la balance courante a accusé une variation de 330 millions de livres et dégagé en décembre un excédent de 20 millions de livres — le premier depuis mars 1976.

21 janvier

Le taux minimal de prêt est abaissé de ¾ %, à 13¼ %.

24 janvier

Le Trésor annonce qu'un prêt en euro-devises, d'un montant de 1.5 milliard de dollars, remboursable en sept ans a été obtenu. Une première tranche de 1 milliard de livres sera tirée prochainement, et le solde de 0.5 milliard de livres six mois plus tard.

25 janvier

Les banques de clearing abaissent leurs taux de base de 1 %, les ramenant à 13 %, à la suite de la réduction du taux minimal de prêt.

27 janvier

La Banque d'Angleterre débloque une nouvelle tranche de 1 % des dépôts spéciaux (environ 350 millions de livres), en ramenant le taux de 3 à 2 %.

Publication du Livre Blanc sur les dépenses publiques qui fait apparaître une baisse d'environ 2¼ % des dépenses totales entre les exercices 1976/1977 et 1977/1978.

28 janvier

Le taux minimal de prêt est abaissé de 1 %, à 12¼ %.

1^{er} février

Annonce de nouvelles mesures visant à encourager l'utilisation de devises pour le financement des exportations.

2 février

Annonce d'une augmentation record des réserves officielles, qui se sont accrues de 3.07 milliards de dollars et atteignent 7.20 milliards de dollars, dont 1.2 milliard de tirages sur le crédit de 3.9 milliards ouvert par le FMI.

3 février

Le taux minimal de prêt est abaissé de ¼ %, à 12 %; il cesse, momentanément, d'être lié au taux des bons du Trésor.

8 février

Mise en vigueur du dispositif de crédit de 3 milliards de dollars à titre de filet de sécurité pour protéger le sterling contre des retraits soudains sur les balances sterling.

17 février

Le taux de base des prêts des banques de clearing est réduit de 1 %, à 11½ %.

22 février

Publication d'un nouveau document consultatif sur le Code des prix. Un système plus souple et sélectif d'examen des relèvements de prix individuels est recommandé.

25 février

Publication du second volume du Livre Blanc sur les dépenses publiques.

10 mars

Le taux minimal de prêt est abaissé de 1 %, à 11 %.

18 mars

Le taux minimal de prêt est abaissé de ½ %, à 10½ %.

29 mars

Publication du Livre Blanc sur les plafonds de dépenses pour 1977/1978, Cmnd 6767, fixant les

plafonds applicables aux dépenses de l'administration centrale et aux dépenses d'équipement des administrations locales et de certains autres organismes.

Le Chancelier de l'Échiquier annonce les mesures budgétaires suivantes :

Impôts sur le revenu des personnes physiques

Une réduction de 2¼ milliards de livres en année pleine (dont une tranche de 960 millions de livres est subordonnée à un accord sur la nouvelle politique des revenus, concentrée au bas de l'échelle des revenus et exonérant les 850 000 titulaires des revenus les plus faibles.

- 1 L'abattement sur le revenu des personnes physiques est relevé de 70 livres pour les célibataires et sur le revenu gagné par les femmes mariées, et de 140 livres pour les couples mariés.
- 2 Le niveau de revenu à partir duquel les taux d'imposition plus élevés deviennent applicables est relevé de 1 000 livres et fixé à 6 000 livres.
- 3 Abaissement conditionnel du taux de base, ramené de 35 à 33 %.
- 4 Le seuil d'imposition de la surtaxe de 10 % sur les revenus d'investissements est porté de 500 à 1 500 livres.
- 5 Le plafond des cotisations annuelles à la retraite, sur lesquelles les travailleurs indépendants ont droit à un allègement d'impôt, est porté de 750 à 3 000 livres.
- 6 Un allègement d'impôt est accordé sur 25 % des gains perçus au cours d'une période de travail de plus de 30 jours à l'étranger.
- 7 Le plafond d'exonération fiscale des intérêts servis par les caisses d'épargne sera porté de 40 à 50 livres à partir de 1977/78.
- 8 De nouvelles dispositions seront prises pour mettre fin à la pratique consistant à faire apparaître artificiellement des pertes en capital, en transférant la valeur d'un actif à un autre. Des dispositions doivent être introduites pour annuler les systèmes artificiels d'annuités.

Impôts sur les sociétés

- 9 Le taux de l'acompte provisionnel pour l'impôt sur les sociétés sera réduit à 33/67^e du montant du dividende lorsque l'on sera parvenu à une politique de salaires satisfaisante.
- 10 Pour les petites entreprises, le seuil d'imposition des bénéfices est porté de 30 000 à 40 000 livres, et le plafond pour l'allègement marginal (entre 42 et 52 %) de 50 000 à 60 000 livres.

Taxe sur la valeur ajoutée

- 11 Des modifications sont apportées à la TVA pour permettre au Royaume-Uni de se conformer aux directives de la CEE.

Droits fiscaux

- 12 La surtaxe de 10 % instituée le 15 décembre 1976 sur les droits de douane et les droits d'accise frappant le tabac et les boissons alcoolisées est transformée en un relèvement des taux des droits d'accise.
- 13 Le droit sur le tabac est majoré de 4 pence par 20 cigarettes à compter du 30 avril.
- 14 Le droit sur les carburants est majoré de 5 pence le gallon à compter du 29 mars, de 1½ p. le gallon pour le fuel admis à bénéficier du rabais légal, et de 2½ p. le gallon pour les autres produits pétroliers.

Droits d'accise sur les véhicules

- 15 Le droit d'accise est relevé d'un quart (50 livres pour la plupart des voitures particulières) ou davantage pour les camions.

Surtaxe au titre de l'assurance nationale

- 16 Les organismes bénévoles sont exonérés de la surtaxe de 2 points qui doit être perçue à compter du 6 avril 1977 en vertu de la loi de 1976 sur la surtaxe au titre de l'assurance nationale.

Emploi

- 17 La subvention temporaire à l'emploi (*Temporary Employment Subsidy*) est prorogée pour une nouvelle période de 12 mois, avec prolongation de six mois de la durée pendant laquelle la subvention est versée au taux — réduit de moitié — de 10 livres par semaine.
- 18 100 millions de livres, prélevés sur le fonds d'action conjoncturelle, seront affectés à la construction au centre de certaines villes pour les deux prochaines années.
- 19 A titre expérimental, une subvention de 20 livres par semaine sera accordée pendant 6 mois pour chaque travailleur supplémentaire recruté par les petites entreprises implantées dans la zone assistée qui emploient moins de 50 salariés.
- 20 Une subvention de 30 livres par semaine sera versée pour un maximum de 6 semaines aux employeurs engageant un invalide.
- 21 Lancement d'un programme pour former des enseignants supplémentaires en mathématiques et en sciences.

Tableau 1 Mesures fiscales
Effets prévus sur les recettes, en milliards de livres

	1977/78	Année pleine
<i>Impôt sur le revenu</i>		
1 Relèvement de :		
70 livres et 40 livres de l'abattement pour les célibataires et les couples mariés respectivement	— 720	— 901
De 70 livres de l'abattement supplémentaire de l'impôt sur le revenu des personnes physiques	— 7	— 9
De 70 livres (célibataires) et 140 livres (couples mariés) de l'abattement en faveur des personnes âgées	— 49	— 60
2 Le plafond du revenu imposable au taux de base est porté à 6 000 livres	— 71	— 90
Les tranches imposables aux taux plus élevés sont modifiées	— 93	— 185
3 * Réduction du taux de base de 2 p.	— 797	— 960
4 Relèvement des seuils d'imposition de la surtaxe sur les revenus d'investissements	— 5	— 45
5 Relèvement du plafond pour l'allègement d'impôt sur les cotisations à la retraite	— 5	— 12
6 Relèvement du plafond d'exonération des intérêts servis par des caisses d'épargne	—	— 1
7 Modification du régime appliqué aux gains perçus à l'étranger	— 20	— 30
8 Modification du régime applicable aux annuités	+ 2	..
<i>Impôt sur les sociétés</i>		
9 * Réduction du taux des acomptes provisionnels au titre de l'impôt sur les sociétés	— 54	—**
10 Relèvement du plafond des bénéfices donnant droit à l'allègement en faveur des petites entreprises	— 11	— 20
<i>Taxe sur la valeur ajoutée</i>		
11 Modification des taux des droits fiscaux Amendements à la législation sur la TVA	+ 25	+ 35
<i>Droits fiscaux</i>		
12 Consolidation de la surtaxe sur les boissons alcoolisées et les droits sur le tabac	—	—
13 Relèvement des droits sur les produits du tabac	+ 125	+ 140
14 Relèvement :		
Du taux de la taxe sur les carburants	+ 275	+ 275
Du taux effectif des droits sur les produits pétroliers bénéficiant d'une réduction	+ 150	+ 150
<i>Droit d'accise sur les véhicules</i>		
15 Relèvement des taux	+ 211	+ 211
<i>Surtaxe au titre de l'assurance nationale</i>		
16 Organismes bénévoles	— 5	— 5
TOTAL	— 1 049	— 1 507

* Ces propositions seront mises en application lorsqu'on sera parvenu à un accord satisfaisant sur une nouvelle politique des revenus.

** Entraînant une augmentation de l'impôt à acquitter ultérieurement par les sociétés.

Note 1 : Les numéros indiqués à gauche renvoient aux paragraphes correspondants du texte.

Note 2 : Les effets indiqués sont les effets directs, c'est-à-dire la différence entre le produit des impôts avant le budget et leur produit après le budget, aux mêmes niveaux de revenu et d'activité. Les chiffres des impôts sur les dépenses tiennent compte, toutefois, des effets des variations des prix sur la composition des dépenses des consommateurs.

Source : HMT, *Economic Progress Report*, Avril 1977.

Autres dispositions

- 22 Le système temporaire d'aide au financement de stocks est prorogé pour deux années, afin de laisser le temps de discuter des modalités d'un système permanent de comptabilité en coûts courants.
- 23 Les règles d'imposition des plus-values en capital résultant de prises de contrôle d'entreprises seront assouplies.
- 24 Des pouvoirs de contrôle plus stricts sur les emprunts en sterling des entreprises étrangères implantées au Royaume-Uni seront demandés.

31 mars

Le taux minimal de prêt est abaissé de 1 %, à 9½ %.

7 avril

Le taux minimal de prêt est abaissé de ¼ %, à 9¼ %.

22 avril

Le taux minimal de prêt est abaissé de ¼ %, à 8¾ %.

25 avril

Annnonce d'une réduction de ½ % des taux de base des prêts bancaires qui seront ramenés à 9 %.

29 avril

Le taux minimal de prêt est abaissé de ½ %, à 8¼ %.

2 mai

Annnonce d'une nouvelle réduction de ½ % des taux de base des prêts bancaires qui seront ramenés à 8½ %.

5 mai

Le Parlement s'y étant opposé, le relèvement de 5½ pence de l'impôt sur l'essence prévu au budget est retiré.

12 mai

Le système de « corset » appliqué par la Banque d'Angleterre à l'accroissement des ressources du système bancaire est prorogé pour 6 mois.

Le projet de loi de finances est amendé pour porter le seuil à partir duquel les commerçants sont assujettis à la TVA d'un chiffre d'affaire annuel de 5 000 livres à 7 500 livres.

13 mai

Le taux minimal de prêt est abaissé de ¼ %, à 8 %.

24 mai

Le Royaume-Uni demande à la Commission de la CEE l'autorisation d'appliquer de nouvelles mesures de protection pour l'élevage de porcs.

27 mai

Un relèvement de salaire de 4 livres par semaine est accordé dans les entreprises nationalisées.

1^{er} juin

Un accord sur la participation de l'État est signé par la BP et la British National Oil Corporation.

8 juin

La Commission de la CEE approuve les mesures visant à alléger les difficultés des éleveurs de porcs au Royaume-Uni.

10 juin

Le taux des crédits hypothécaires des sociétés de prêt à la construction est ramené de 11¼ % à 10½ %. Le taux des actions ordinaires des sociétés d'investissement est ramené de 7 % à 6.7 % (net), avec effet à compter du 1^{er} juillet.

22 juin

Le TUC publie une directive recommandant la stricte observation des accords conclus dans la deuxième phase (règle des 12 mois).

24 juin

Comme il l'avait annoncé le 15 décembre 1976, le Gouvernement met en vente un paquet d'actions de la British Petroleum représentant 560 millions de livres afin de contribuer à réduire le besoin d'emprunt du secteur public en 1977/78. L'État et la Banque d'Angleterre conservent une participation majoritaire de 51 %.

28 juin

Publication d'un livre vert sur la politique du logement. Il est proposé d'accorder une aide en espèces aux acquéreurs d'un premier logement, de maintenir les allègements d'impôt sur les hypothèques et d'instituer un nouveau système de subvention au logement au niveau des administrations locales.

29 juin

Le Gouvernement approuve le programme en faveur de l'emploi des jeunes (*Youth Opportunities Programme*), fondé sur le rapport Holland de la Commission des services de main-d'œuvre, qui doit aider jusqu'à 230 000 jeunes pour un coût brut de 160 millions de livres, ainsi qu'un programme d'emploi temporaire de 68 millions de livres pour les adultes (*Special Temporary Employment Programme*).

1^{er} juillet

Le Gouvernement annonce l'émission de titres à taux variable d'un montant de 400 millions de livres.

6 juillet

Le syndicat des transporteurs vote pour le retour à la liberté des négociations collectives à partir de la fin de juillet.

15 juillet

M. Healey, Chancelier de l'Échiquier, annonce les principes directeurs arrêtés par le Gouvernement :

Politique des revenus

- i) La directive est fondée sur le maintien de l'intervalle de 12 mois entre les règlements salariaux et sur la nécessité de limiter à 10 % l'accroissement des gains moyens au niveau national;
- ii) Le contrôle des dividendes est maintenu pour une année de plus, leur accroissement restant plafonné à 10 %;
- iii) Le contrôle des marges bénéficiaires au titre du Code des prix est maintenu en vigueur pour un an de plus, et les accords de salaires conclus en violation de la règle des 12 mois ne seront pas pris en compte dans le calcul des marges bénéficiaires.

Allègements d'impôts

- i) Le taux de base est réduit de 1 pence et ramené à 34 pence par livre, au lieu de la réduction conditionnelle de 2 pence proposée dans le budget;
- ii) L'abattement au titre de l'impôt sur le revenu des personnes physiques est relevé plus sensiblement qu'il n'avait été annoncé dans le budget (de 40 livres pour les célibataires et de 70 livres pour les couples mariés).

Aide aux familles

- i) Relèvements substantiels des allocations familiales à compter d'avril 1978, une nouvelle étape devant être franchie vers la suppression progressive des abattements d'impôts pour enfants à charge;
- ii) Majoration de la subvention accordée pour le lait afin d'empêcher une hausse immédiate du prix de 1½ pence la pinte;
- iii) Le plafond du revenu ouvrant droit aux repas scolaires gratuits sera élevé de façon à couvrir ¼ du nombre total des enfants prenant leur repas à l'école;
- iv) Rétablissement pendant l'hiver du système de rabais sur les tarifs d'électricité (25 % de la facture d'un trimestre) en faveur des ménages bénéficiant du Supplément de Revenu Familial ou de prestations supplémentaires;
- v) Réduction de 5½ pence du droit sur l'essence à compter du 8 août.

Emploi et Stratégie Industrielle

- i) 100 millions de livres d'aide à la construction seront dépensés, en plus des 100 millions de livres prévus au budget pour la construction au centre des grandes villes ;
- ii) 70 millions de livres seront dépensés au cours des quelques prochaines années dans différents secteurs au titre de la Stratégie Industrielle.

Le besoin d'emprunt du secteur public dépassera de 100 millions de livres les estimations budgétaires et s'établira à environ 8½ milliards de livres, c'est-à-dire dans les limites fixées en accord avec le FMI.

18 juillet

La subvention de 1 ^{9.} pence par pain est supprimée.

21 juillet

Pour les abattements de l'impôt sur le revenu des personnes physiques, le gouvernement institue le principe de l'indexation, à partir de 1978, sur le coût de la vie, à moins que le Chancelier de l'Échiquier ne fasse une proposition contraire.

24 juillet

Par accord mutuel, le gouvernement du Royaume-Uni décide de ne pas tirer la dernière tranche de 400 millions de dollars d'un prêt de l'Iran de 1.2 milliard de dollars négocié en juillet 1974.

27 juillet

La Banque d'Angleterre, devant l'affaiblissement du dollar, renonce à maintenir le taux de change de la livre à 1.72 dollars, et passe à une politique de taux de change effectif constant.

29 juillet

Les autorités annoncent une émission de fonds d'État d'un montant de 800 millions de livres.

5 août

Le taux minimal de prêt est abaissé de ½%, à 7½%.

11 août

Le contrôle du « corset » sur l'accroissement des dépôts est suspendu.

12 août

Le taux minimal de prêt est abaissé de ¼%, à 7%.

30 août

Une augmentation de salaire de 9% est accordée aux 62 000 travailleurs de l'industrie de la chaussure à compter du 1^{er} septembre.

31 août

70 000 travailleurs de l'industrie de l'habillement recevront des augmentations de salaire de 10% en moyenne à compter du 22 septembre.

7 septembre

Le TUC vote en faveur du maintien de la règle de l'intervalle de 12 mois entre les accords de salaires.

9 septembre

Le taux minimal de prêt est abaissé de ½%, à 6½%.

12 septembre

Les banques réduisent leurs taux de base de 1% et les ramènent à 7%.

14 septembre

La balance des paiements courants dégagerait un excédent de 316 millions de livres en août.

16 septembre

Le taux minimal de prêt est abaissé de ½%, à 6%.

22 septembre

Le gouvernement annonce son intention de retirer, à titre de sanction, les garanties de crédits à l'exportation accordées à la société James Mackie and Sons qui a conclu un accord de salaire contrevenant aux directives de la politique contractuelle des revenus. Cette société de constructions mécaniques, dont le siège se trouve à Belfast, avait refusé de renégocier une majoration de salaires de 22 à 23% pour son personnel.

23 septembre

Le taux du crédit hypothécaire est abaissé de 1%, à 9½%.

29 septembre

Les travailleurs de l'entreprise de construction de cars et de camions Leyland dans le Lancashire votent pour l'acceptation d'un relèvement de salaires de 10%.

6 octobre

La Banque d'Angleterre annonce une émission de fonds d'État d'un montant de 600 millions de livres.

7 octobre

Le taux minimal de prêt est ramené de 6 à 5½%. C'est la vingtième réduction intervenue depuis que le taux avait atteint le maximum de 15% un an plutôt.

La Banque d'Angleterre annonce une autre émission de fonds d'État d'un montant de 600 millions de livres.

14 octobre

Le taux minimal de prêt est abaissé de ½%, à 5%.

26 octobre

Le Chancelier de l'Échiquier annonce diverses mesures qui coûteront plus de 1 milliard de livres en 1977/78 et 2 milliards de livres en 1978/79. Ces mesures visent à accroître la production de ½% au premier trimestre de 1978 et de 1% au premier trimestre de 1979, et à augmenter ainsi les effectifs employés de 30 000 et 170 000 personnes respectivement, réduisant le chômage de 20 000 et 100 000 personnes respectivement. Les principales parmi ces mesures sont:

- 1 Un relèvement de 12% des abattements au titre de l'impôt sur le revenu des personnes physiques (conforme aux propositions budgétaires de 1977), mais avec effet rétroactif à compter d'avril 1977. 900 000 personnes seront ainsi exonérées de l'impôt. Le coût de cette mesure est estimé à 940 millions de livres pour l'année en cours;

Tableau 2 Abattements au titre de l'impôt sur le revenu des personnes physiques
En livres

	1976/77	Propositions budgétaires	1977/78		Différence entre le niveau proposé et le niveau de 1976/77
			Loi de finances juillet 1977	Niveau proposé octobre 1977	
Abattement pour les célibataires et sur le revenu perçu par l'épouse	735	805	845	945	210
Abattement pour les hommes mariés	1 085	1 225	1 295	1 455	370
Abattement en faveur des personnes âgées (célibataires)	1 010	1 080	1 120	1 250	240
Abattement en faveur des personnes âgées (mariées)	1 555	1 695	1 765	1 975	420
Abattement supplémentaire	350	420	450	510	160

Source : HMT, *Economic Progress Report*, novembre 1977.

- 2 Une prime de 10 livres, non imposable, sera accordée aux retraités avant Noël. Le coût de cette mesure est estimé à 100 millions de livres, outre les 40 millions de livres que coûteront le relèvement des abattements en faveur des personnes âgées et leur application rétroactive;
- 3 Des dépenses d'un montant de 475 millions de livres au titre du relèvement des allocations familiales, de l'accroissement du nombre d'enfants ayant droit aux repas scolaires gratuits et des mesures supplémentaires en faveur de la main-d'œuvre et de la formation annoncées en juillet dernier sont maintenant ajoutées aux dépenses totales de 1978/79;
- 4 Les dépenses de l'administration centrale et des administrations locales en faveur de la construction sont majorées de 400 millions de livres. Cette majoration s'ajoute aux 100 millions de livres annoncés en juillet dernier et aux 100 millions de livres de dépenses pour la construction du centre des villes annoncés en mars, et se traduiront par un accroissement des effectifs employés, d'environ 30 000 travailleurs, dont 20 000 dans la construction;
- 5 Des dépenses supplémentaires représentant au total près de 60 millions de livres au titre de l'ordre public (9 millions de livres), de l'aide aux invalides et aux administrations de santé (20 millions de livres), pour permettre aux établissements scolaires des régions défavorisées d'engager davantage d'enseignants, avec une certaine augmentation des budgets des sciences et des lettres (10 millions de livres), et pour l'aide à l'étranger (20 millions de livres).

Tableau 3 **Equivalent en rémunération brute des allègements fiscaux de 1977/78¹**
Pourcentage des rémunérations brutes

	A 50 livres par semaine	A 80 livres ² par semaine	A 110 livres par semaine
Célibataire			
Mars 1977	3.9	3.7	3.6
Octobre 1977	5.8	4.3	3.8
Couples mariés (l'épouse ne travaillant pas)			
Mars 1977	5.0	4.4	3.7
Octobre 1977	9.2	6.4	4.6
Couples mariés avec deux enfants (l'épouse ne travaillant pas) ³			
Mars 1977	5.5	4.7	4.0
Octobre 1977	10.0	6.8	5.0

1 Les équivalents en rémunération brute sont les montants bruts de salaire qui, après impôt et cotisation à l'assurance nationale, auraient fourni à leurs titulaires l'équivalent des allègements d'impôt.

2 A peu près le salaire moyen.

3 Tient compte du passage au régime des allocations pour enfants à charge.

Source : HMT. *Economic Progress Report*, avril et novembre 1977.

6 Mesures en faveur des petites entreprises:

- i) L'allègement de l'impôt sur les transferts de capital, est porté de 30 à 50 %, s'il s'agit du transfert d'une entreprise;
- ii) Un nouvel allègement de 20 % de cet impôt est accordé pour les transferts de participations minoritaires dans des sociétés non cotées en bourse, dans la limite d'un plafond de ½ million de livres sur les transferts admis à bénéficier de ces deux allègements;
- iii) Le seuil d'imposition des transferts de capital est porté à 25 000 livres, soit une augmentation de 10 000 livres, chaque tranche imposable étant relevée de 10 000 livres par rapport au niveau actuel. Ces modifications s'appliquent aux transferts effectués à compter du 27 octobre 1977 et coûteront 10 millions de livres cette année, 65 millions de livres l'année prochaine et 100 millions de livres en année pleine.

Plusieurs autres mesures sont prises en faveur des petites entreprises

- 7 La réglementation des changes est quelque peu assouplie et le Royaume-Uni décide de ne plus faire de nouveaux tirages sur l'assurance de crédit du FMI, qui restera néanmoins en place jusqu'à son expiration à la fin de l'année prochaine.

Le pourcentage d'accroissement des gains bruts moyens entre avril 1976 et avril 1977 aurait été environ moitié moindre que celui enregistré l'année précédente, sous l'effet de la nouvelle politique des revenus. L'augmentation était aussi la faible enregistrée depuis 1970.

29 octobre

Il est annoncé que la production britannique de pétrole brut en Mer du Nord a atteint un nouveau niveau record de 859 000 barils par jour en septembre, ce qui correspond à environ la moitié des besoins du pays. Au cours des neuf premiers mois de 1977, la production a atteint au total 27.12 millions de tonnes, soit aux prix courants une économie de 1.5 milliard de livres de dépenses à l'étranger.

31 octobre

Après avoir contenu les pressions sur le sterling, la Banque d'Angleterre annonce qu'elle le laissera flotter pour le moment.

3 novembre

Dans son discours d'ouverture de la nouvelle session du Parlement, la Reine souligne que son gouvernement compte continuer à donner la plus haute priorité à la lutte contre l'inflation. Sont également annoncées de nouvelles mesures visant à réduire le chômage par des programmes spéciaux de création d'emplois et l'encouragement de la formation dans les entreprises.

Le Trésor annonce que les réserves officielles du Royaume-Uni ont augmenté de 3.04 milliards de dollars en octobre et s'établissent à 20.21 milliards de dollars. La quasi-totalité de l'accroissement est due aux interventions de la Banque d'Angleterre sur le marché des changes.

13 novembre

Le taux de change effectif du sterling n'augmente que de 2 % au cours des deux semaines suivant la décision de le laisser flotter librement.

28 novembre

Le taux minimal de prêt passe de 5 à 7 %.

7 décembre

L'excédent de la balance des paiements courants au troisième trimestre de 1977 se révèle avoir été inférieur de près de 100 millions de livres à l'estimation de 399 millions de livres donnée précédemment.

9 décembre

La Banque d'Angleterre annonce une émission de 900 millions de livres d'obligations du Trésor à 8¼ % remboursables en 1981.

10 décembre

La Banque d'Angleterre annonce une émission de 800 millions de livres de fonds d'État à long terme.

14 décembre

Le Chancelier de l'Échiquier adresse au FMI une lettre déclarant que :

- Le gouvernement est résolu à continuer à contrôler fermement les dépenses publiques et à maintenir l'orientation anti-inflationniste de sa politique monétaire.
- L'expansion du crédit intérieur en 1977/78 et pendant le premier trimestre de 1978/79 restera sans doute dans la limite du total de 7.7 milliards de livres envisagé précédemment pour le seul exercice 1977/78.
- Le besoin d'emprunt pour 1978/79 ne dépassera sans doute pas le chiffre de 8.6 milliards de livres annoncé un an plus tôt.
- La possibilité de stimuler davantage l'économie dépendra de la compétitivité dont fera preuve l'industrie britannique et de l'évolution des coûts et des prix.
- Le gouvernement reste fermement opposé à des restrictions généralisées aux échanges.

15 décembre

Il est annoncé qu'à compter du 1^{er} avril 1978 les entreprises pourront obtenir de nouveaux crédits à l'exportation en sterling d'une durée de 2 ans ou plus, dont les banques financeront une plus forte proportion, allégeant ainsi les charges du Département des Garanties de Crédits à l'exportation.

21 décembre

Certaines mesures de contrôle des changes sont assouplies conformément aux conditions d'accès à la CEE de 1972. La Commission de la CEE a autorisé le maintien pendant une année de plus des restrictions que le Royaume-Uni continue d'appliquer à ceux des mouvements de capitaux couverts par les directives de la CEE.

22 décembre

La Banque d'Angleterre annonce une émission de fonds d'État à long terme d'un montant de 800 millions de livres.

1978

3 janvier

Le ministère de l'Industrie annonce que les intentions d'investissements des industries manufacturières pour 1978 ont été révisées en baisse et ramenées à 10 à 13 %, contre 12 à 17 % en septembre 1977 et 20 % ou davantage en juin 1977.

4 janvier

Il est annoncé que les réserves officielles avaient atteint 20.6 milliards de dollars à la fin de 1977, après un léger accroissement en décembre.

9 janvier

La Banque d'Angleterre annonce une émission de 800 millions de livres d'obligations du Trésor à 10.25 %, payables par tranches, et remboursables en 1995.

12 janvier

Publication d'un Livre blanc sur les projets de dépenses publiques de 1978/79 à 1981/82 indiquant que:

- Les dépenses publiques augmentent de 1¼ % en volume en 1978/79. Les dépenses totales atteindraient 58.6 milliards de livres en 1978/79, soit une augmentation de 1 milliard par rapport au précédent Livre blanc (ou de 8 % par rapport aux résultats attendus pour 1977/78), due essentiellement aux mesures en faveur de l'emploi, à l'accroissement des allocations familiales et aux dépenses supplémentaires au titre de la construction, mais compensées par des versements moins importants au titre de l'intérêt de la dette.
- Les dépenses publiques doivent augmenter d'environ 2 % par an en 1979/1980 et en 1980/81 et de moins de 1 % en 1981/82.

16 janvier

Il est annoncé que la balance des paiements courants s'est soldée par un excédent en 1977, pour la première fois depuis 1972.

Le taux des crédits hypothécaires des sociétés de prêt à la construction est abaissé de 1 % à 8½ %. C'est la quatrième réduction intervenue depuis le taux de crise de 12¼ % fixé en octobre 1976.

Il est annoncé que la production d'acier a diminué de 8.3 % et atteint 20.4 millions de tonnes en 1977.

18 janvier

Le Chancelier de l'Échiquier demande à l'Allemagne et au Japon de prendre des mesures de relance afin de faciliter la reprise économique au Royaume-Uni.

25 janvier

Il est annoncé que 10 millions de journées de travail ont été perdues en 1977 pour cause de grève, contre 3¼ millions en 1976. Les grèves ont touché 1 150 000 travailleurs, contre 670 000 en 1976. Ces chiffres indiquent un renversement de la tendance décroissante observée ces dernières années.

Annexe II

MESURES VISANT A ALLÉGER LE CHÔMAGE

La montée du chômage observée depuis le début de la récession en 1974 a amené les autorités à mettre en place plusieurs dispositifs visant à créer et maintenir des emplois et à accroître le nombre de personnes en formation dans les entreprises. Il s'agit de mesures temporaires dont l'objet est de lutter contre les effets les plus graves de la récession et elles diffèrent donc des programmes en vigueur depuis plusieurs années qui s'attaquent principalement à des problèmes structurels¹. On peut distinguer en gros deux types de mesures : celles qui intéressent la plupart des catégories et groupes d'âge et celles qui ont un caractère plus spécifique et s'adressent notamment aux jeunes qui ont été particulièrement touchés par la récession. La plupart de ces programmes devaient à l'origine être appliqués pendant 6 à 12 mois, mais étant donné l'augmentation persistante du chômage ils ont été prorogés, et beaucoup sont encore en vigueur.

Le programme le plus important par le nombre de personnes qui en bénéficient est le *Temporary Employment Subsidy* (TES) (Subventions temporaires à l'emploi), qui a été institué en août 1975 ; la date limite pour le dépôt des demandes est fixée au 31 mars 1978, bien que le gouvernement ait annoncé qu'il sera poursuivi — peut-être sous une forme modifiée — pendant une autre année. Afin d'encourager les entreprises à surseoir aux licenciements pour suppressions d'emplois touchant 10 travailleurs ou plus dans un établissement, une subvention de 20 livres par semaine est accordée pour un maximum de 12 mois pour chaque emploi à plein temps qu'elles maintiennent. Les entreprises qui continuent à rencontrer des difficultés peuvent à présent obtenir un supplément de 10 livres par semaine par travailleur pour 6 mois de plus. Ce programme couvre actuellement 250 000 travailleurs et coûte environ 250 millions de livres par an. Étant donné, toutefois, que l'emploi de ces travailleurs accroît les recettes de l'État au titre de l'impôt sur le revenu et des cotisations de sécurité sociale et réduit le nombre de personnes qui reçoivent une indemnisation de chômage, le coût net du programme pour le Trésor est évalué à environ un quart du coût brut.

Le *Job Release Scheme* (JRS) (Programme de dégagement d'emplois) est entré en vigueur en janvier 1977 et la date limite fixée — après une prolongation du délai — pour le dépôt des demandes est le 31 mars 1978. Le gouvernement a annoncé qu'il sera prorogé d'un an, son champ étendu et la taille d'éligibilité de l'entreprise relevée. Une allocation non imposable de 23 livres par semaine est accordée aux travailleurs qui partent en retraite un an avant l'âge légal, si leur employeur recrute pour les remplacer une personne inscrite au chômage². 12 000 personnes bénéficient actuellement de ce programme à un coût annuel de 20 millions de livres, le coût net représentant environ un tiers de ce chiffre.

Deux programmes de portée plus restreinte ont été annoncés dans le budget de l'exercice 1977/78. Premièrement, le programme d'aide à l'emploi dans les petites entreprises (*Small Firms Employment Scheme*) a été institué à titre expérimental à partir du 1^{er} juillet 1977, mais il a ensuite été prorogé jusqu'au 31 mars 1978. Les entreprises manufacturières qui employaient moins de 50 travailleurs au moment où ce programme a été annoncé et qui sont implantées dans les zones spéciales de développement — où se trouvent 20% des personnes actuellement en chômage — recevront pendant une période de 26 semaines une subvention hebdomadaire de 20 livres par nouveau travailleur à plein temps qu'elles emploieront. D'après les prévisions officielles, les déboursements seront effectués pour 8 500 emplois, pour un coût brut de 4 millions de livres, et l'on peut s'attendre à ce que ce programme crée ou accélère la création de postes de travail à concurrence de 2 000 hommes an. Deuxièmement, un programme d'initiation au travail pour les invalides (*job introduction scheme for disabled persons*) assurera une subvention hebdomadaire de 30 livres pour une période d'essai pouvant aller jusqu'à 6 semaines. Ce programme devrait réduire de 2 000 personnes en 1977/78 le nombre d'invalides en chômage, catégorie dont le taux de chômage est actuellement de 14 %, pour un coût d'environ 360 000 livres.

¹ Tels que le *Regional Development Grants* (subventions pour le développement régional, 1972), le *Regional Selective Assistance* (aide sélective aux régions, 1972), les programmes de l'*Industrial Training Board* et les cours réguliers de l'Agence des services de formation ou le *Training Opportunities Scheme*. Les bénéficiaires de ces divers programmes sont beaucoup plus nombreux que ceux des mesures spéciales analysées dans la présente annexe, et leurs budgets sont souvent beaucoup plus importants.

² Au 30 juin 1977, le programme avait attiré 16 400 personnes — le chiffre prévu était de 20 000 — dont un tiers était en chômage. Le bénéfice du programme a alors été limité aux seules personnes employées dans les zones assistées.

L'incidence des mesures spéciales en faveur de l'emploi

	Incidence nette sur l'emploi			Coût brut			Nombre de bénéficiaires	Incidence sur le chômage recensé ¹
	Milliers de personnes-an ²			Millions de livres aux prix courants					Milieu de janvier 1978
	1975/76	1976/77	1977/78	1975/76	1976/77	1977/78		
Subvention temporaire à l'emploi (TES)	1	90	115	3	92	223	260	90
Programme de dégageement d'emplois (JRS)	—	3	10	—	2	18	12	12
Programme de création d'emplois (JCP)	5	24	30	1	35	62	47	47
Programme d'initiation au travail (WEP)	—	5	25	—	3	16	25	25
Community industry	3	3	3	—	9	12	4	4
Subvention pour l'emploi des jeunes (YES) ³	—	2	2	1	3	6	3	1
Autres mesures	—	—	1	—	—	3	2	1
Formation	5	17	18	16	51	43	33	25
TOTAL	40	144	204	21	195	383	386	205

1 Compte tenu des effets de déplacement et de sous-recensement.

2 Les chiffres sont exprimés en équivalents salariés à plein temps, en taux annuel et tiennent donc compte des différences de durée des emplois assurés au titre des divers programmes.

3 Subvention pour le recrutement de jeunes venant d'achever leur scolarité (RSSL) avant octobre 1975.

Note : Le coût net de ces programmes varie entre un quart et deux-tiers du coût brut selon le programme.

Source : Communication directe au Secrétariat de l'OCDE.

Certains autres dispositifs visent partiellement à alléger le chômage des jeunes. Le *Job Creation Programme* (JCP) (Programme de création d'emplois) est entré en vigueur en octobre 1975 et la date limite pour le dépôt de nouvelles demandes était fixée à la fin de 1977. L'objet de ce programme est d'offrir à des personnes qui autrement seraient en chômage un emploi temporaire à plein temps dans le cadre de projets mis en œuvre au profit de la collectivité. Il couvre actuellement 45 000 personnes et coûte 60 millions de livres en année pleine. A partir d'avril 1978, les jeunes bénéficiant du JCP seront couverts par le nouveau programme *Youth Opportunities Programme* (voir ci-après), tandis que pour les adultes, le JCP sera remplacé par deux dispositifs distincts. Le premier offrira 8 000 postes de surveillants et d'instructeurs de stages pratiques dans le cadre du programme destiné aux jeunes. Le second, le *Special Temporary Employment Programme* (STEP) (Programme spécial d'emploi temporaire), assurera 25 000 emplois temporaires pouvant durer jusqu'à 12 mois aux individus âgés de 19 ans ou plus, la priorité étant réservée aux plus gravement touchés. Lorsqu'il sera pleinement appliqué, ce programme d'emploi temporaire coûtera 68 millions de livres par an, mais son coût net sera nettement plus faible. Le deuxième grand programme en faveur des jeunes, le *Work Experience Programme* (WEP) (Programme d'initiation professionnelle), a été lancé en 1976 et a été fusionné avec le *Youth Opportunities Programme* (voir ci-après). Au titre du WEP, les entreprises reçoivent 16 livres par jeune chômeur qu'elles engagent pour un stage de courte durée destiné à les initier à la vie active, subvention à laquelle s'ajoute maintenant une indemnité de déplacement de 2 livres. Quelque 34 000 jeunes bénéficient actuellement de ce programme, pour un coût annuel de 18 millions de livres. Un autre dispositif en faveur des jeunes, le *Youth Employment Subsidy* (YES)³, a été mis en vigueur en août 1976, et la date limite pour le dépôt des demandes est aussi le 31

3 Le YES, institué en octobre 1975, remplaçait la subvention pour le recrutement de jeunes venant d'achever leur scolarité (*Recruitment Subsidy for School Leavers*). Cette subvention hebdomadaire de 5 livres par personne recrutée avait été accordée à environ 29 000 jeunes, avant d'être remplacée par le YES. L'enquête parue dans le numéro de juillet 1977 du bulletin du Département de l'emploi (*Department of Employment Gazette*) estimait approximativement à 80 ou 85 % la proportion des jeunes venant d'achever leur scolarité qui auraient été embauchés en tout cas. La subvention de recrutement aurait donc permis d'en faire embaucher 5 000 de plus, et le YES a été conçu pour n'aider que les plus défavorisés parmi ce groupe d'âge. Son incidence pourrait être plus importante si les entreprises le mettaient davantage à profit comme elles ont été invitées à le faire, jusqu'à ce que le nouveau système soit pleinement en vigueur.

mars 1978. Une subvention de 10 livres par semaine, pour un maximum de 26 semaines, est accordée aux entreprises qui recrutent des jeunes de moins de 20 ans en chômage depuis 6 mois. Quelque 5 000 jeunes bénéficient actuellement du YES, pour un coût de 5 millions de livres en année pleine. Le *Community Industry Scheme* est un programme permanent pour les jeunes défavorisés, auquel des crédits supplémentaires ont été affectés au titre des mesures spéciales; depuis son entrée en vigueur, il a assuré des emplois à 14 000 jeunes et, en 1976/77, environ 4 000 jeunes en ont bénéficié, pour un coût de 6 millions de livres.

Le 29 juillet 1977 était lancé le *Youth Opportunities Programme* (Possibilités d'emploi pour les jeunes) qui regroupait et renforçait divers programmes existants. Son bénéfice est accordé pour 12 mois au maximum — sauf dans des zones spéciales où le chômage des jeunes est élevé — et réservé exclusivement aux jeunes sans emploi depuis au moins 6 semaines (environ un tiers des jeunes qui s'inscrivent au chômage trouvent un emploi dans un délai d'un mois). On estime que 230 000 jeunes par an pourront bénéficier de ce programme, au taux de 18 livres par semaine, y compris une indemnité de déplacement de 2 livres. Lorsqu'il sera pleinement en vigueur, le nombre de bénéficiaires sera près du double de celui que couvrent les dispositifs actuels. Le programme fonctionnera pleinement en septembre 1978 et coûtera alors 160 millions de livres par an. Le coût net est estimé à environ 60 % de ce chiffre. Le WEP et certains éléments du JCP seront maintenus dans le cadre du nouveau programme. On estime à l'heure actuelle que les dispositifs existants assureront cet automne plus de 30 000 postes supplémentaires par rapport à 1977. Des mesures ont été également prises pour accroître encore les créations de postes de spécialistes du chômage et augmenter le nombre de places offertes dans les établissements de formation permanente.

En même temps que ces mesures qui visent à réduire le chômage existant ou à l'empêcher d'augmenter, plusieurs mesures spéciales ont également été prises afin de mieux adapter l'offre de main-d'œuvre aux conditions futures de la demande, en améliorant les nombreux systèmes de formation existants. Au milieu de 1977, environ 34 000 personnes recevaient une forme ou une autre de formation subventionnée par l'État⁴. Et compte tenu des systèmes permanents de formation, quelque 40 000 places supplémentaires auraient, selon les autorités, été créées en 1976/1977. Des crédits de 48 millions de livres avaient été prévus pour maintenir cet effort en 1977-1978. Il n'est pas facile d'en évaluer l'incidence nette sur le chômage actuel⁵, puisque ces programmes de formation visent essentiellement à inverser la tendance de longue période qui consiste à négliger les compétences professionnelles. Une autre année de mesures spéciales est prévue pour 1978/79.

L'analyse des résultats passés des programmes de création ou de maintien d'emplois peut aider à en évaluer l'efficacité par rapport au coût. Le programme qui a donné les meilleurs résultats, le *Temporary Employment Subsidy* (TES), aurait permis d'éviter 200 000 licenciements pour suppression d'emploi depuis son entrée en vigueur jusqu'au milieu de 1977, en réduisant d'un quart à un tiers les suppressions d'emplois envisagées. Ces emplois se trouvaient pour la plupart dans les secteurs les plus gravement touchés⁶. Le TES a aussi aidé les femmes et les groupes faiblement rémunérés qui ont le plus souffert des conséquences de la récession. La rémunération moyenne des travailleurs assistés était de 50 livres par semaine, niveau bien inférieur à la moyenne pour l'ensemble des industries manufacturières. Cependant le TES n'a pas particulièrement aidé les jeunes, puisque les travailleurs employés dans les entreprises bénéficiant du TES étaient âgés de 21 à 59 ans, conformément à la structure d'âge de l'emploi au niveau national. Le maintien de ces emplois représentait un engagement financier de 216 millions de livres, ou 1 000 livres par emploi, contre 1 300 livres pour l'ensemble des autres mesures, mais chaque emploi à plein temps ainsi maintenu, en augmentant les recettes du Trésor au titre de l'impôt sur le revenu et des cotisations de sécurité sociale et en diminuant les allocations de chômage, lui a permis de récupérer peut-être les trois quarts de la subvention⁷. Il faut, toutefois, tenir compte aussi du fait que l'octroi de subventions à un certain nombre d'entreprises a provoqué un déplacement de production et d'emploi au détriment des entreprises non subventionnées, dont certaines ont alors demandé à leur tour à bénéficier du TES. L'incidence nette de ce programme est donc inférieure de moitié peut-être aux chiffres enregistrés. Ainsi si le système du TES a réussi à réduire le chômage et à maintenir les équipements et la main-d'œuvre pendant la récession, sa prorogation risque d'accentuer les distorsions dans le secteur productif en encourageant l'utilisation inefficace de main-d'œuvre et en soutenant des entreprises à bas rendement aux dépens des établissements non subventionnés.

Le programme de création d'emploi (JCP) et le programme d'initiation au travail (WEP), selon les estimations faites en juillet 1977, auraient permis d'aider 106 000 jeunes depuis leur mise en vigueur. Une

4 Ces estimations ne couvrent que les mesures spéciales. Elles ne tiennent pas compte de l'aide normalement fournie par le *Industry Training Board* et le *Training Services Agency* à la formation dispensée dans les entreprises par des systèmes de prélèvements, de subventions ou d'exonération (60 000 personnes en année pleine), ni des cours de formation offerts aux adultes au titre du *Training Opportunities Scheme* (TOPS; 90 000 personnes en année pleine).

5 Au dernier trimestre de 1976, moins de 35 % des demandes d'admission aux cours du TOPS émanaient de personnes pourvues d'un emploi.

6 Pour l'évaluation des résultats du TES, voir *Department of Employment Gazette*, juillet 1977.

7 Il faut aussi noter que depuis avril 1976, époque où le taux de la subvention TES a été doublé et porté à 20 livres par semaine pour chaque emploi à plein temps maintenu, la cadence des demandes a doublé, bien qu'un tiers environ de l'accroissement doive être attribué à l'abaissement de 25 à 10 du nombre de suppressions d'emplois envisagées ouvrant droit à la subvention.

enquête portant sur un échantillon parmi les 66 000 emplois créés en 1976 au titre du premier de ces programmes montre que le coût brut d'un emploi approuvé dans le cadre du JCP représente en moyenne 1 375 livres⁸, mais le coût net pour le Trésor pourrait être d'environ un tiers de ce montant. Le JCP a donné des résultats relativement satisfaisants. En fait, il a assuré des emplois aux très jeunes gens et aux groupes un peu plus âgés, mais pas essentiellement aux adultes (50 % à des jeunes de 16 à 18 ans, 30 % à des jeunes de 19 à 24 ans, et 6 % à des personnes âgées de plus de 50 ans). Il a également aidé les personnes peu qualifiées (60 % des bénéficiaires étaient des travailleurs manuels, contre 30 % d'employés et assimilés) et, dans une moindre mesure, les individus au chômage depuis longtemps (20 % des personnes admises à en bénéficier au quatrième trimestre de 1976 étaient sans emploi depuis plus de 6 mois).

Depuis l'entrée en vigueur des premières mesures en avril 1975 jusqu'à la date de cessation des paiements au titre des programmes actuels en faveur de l'emploi et de la formation — vers mars 1979 — 790 000 personnes, selon les estimations officielles, auront ainsi été aidées, pour un coût brut de 900 millions de livres (soit environ 1 100 livres par personne aidée). Mais compte tenu des économies réalisées sur les versements de sécurité sociale et des recettes supplémentaires au titre des cotisations et impôts d'assurance nationale, le coût net pour le Trésor pourrait représenter entre un tiers et la moitié seulement de ce montant⁹. Quelque 320 000 personnes sont actuellement aidées par les mesures spéciales en faveur de l'emploi et de la formation, et l'on estime à 200 000, ou près de 1 % du total des salariés, (en tenant compte des effets de déplacement résultant de certains programmes et du sous-recensement des chômeurs) le nombre de personnes qui, grâce à ces mesures, n'ont pas été inscrites au chômage.

8 Au titre du JCP, 100 % des coûts salariaux (au taux syndical) plus la couverture des coûts matériels, estimés forfaitairement à 10 %, sont versés aux promoteurs de projets créant des emplois qui n'auraient pas été créés autrement, et qui ne rapportent pas de bénéfices. L'emploi typique était créé dans le cadre d'un projet mis en œuvre à l'initiative d'une administration locale (60 % de l'ensemble des projets) pour la protection de l'environnement ou à des fins éducatives (30 % et 20 % des projets respectivement). Le salaire net médian au titre du JCP était de 24 livres par semaine, contre 27 livres avant le JCP pour les 70 % des bénéficiaires qui avaient occupé un emploi précédemment et 29 livres après le JCP pour ceux qui avaient trouvé un emploi. (Voir *Department of Employment Gazette*, mars 1977).

9 Le montant exact des sommes récupérées diffère selon les programmes et dépend de la situation fiscale des bénéficiaires de chaque programme.

Annexe III

PERSPECTIVES ET POLITIQUES A MOYEN TERME

L'Étude économique du Royaume-Uni par l'OCDE en mars 1977 analysait sommairement les perspectives à moyen terme (quatrième partie, pages 36 à 47), y compris la contribution du pétrole de la Mer du Nord à la croissance du PIB et son effet sur la balance des paiements. Les tableaux 1 et 2 de cette annexe sont identiques aux tableaux 9 et 10 de l'Étude de l'année dernière. Toutefois, le tableau 1 comprend des estimations supplémentaires, faites en février 1978, de l'effet sur la balance des paiements. Les nouveaux chiffres montrent un impact un peu moins favorable du pétrole de Mer du Nord sur la balance des paiements. De même l'estimation de la contribution du pétrole de Mer du Nord à la croissance du PIB est maintenant plus proche de ¼ % (en pourcentage du PIB aux prix de 1970) que du ½ % du tableau 2.

Tableau 1 L'incidence de la production pétrolière
de la mer du Nord sur la balance des paiements
Milliards de dollars, aux prix de 1977

	1975 ¹	1976 ¹	1977	1978	1980	1982	1985
<i>Estimations de février 1977</i>							
Production de pétrole (millions de tonnes)	1	12	38	65	105	130	145
Valeur moyenne (dollars par tonne)	85	92	100	100	100	100	100
Effet sur la balance commerciale	0.1	1.1	3.8	6.5	10.5	13.0	14.5
Intérêt, profits et dividendes versés à l'étranger	—	— 0.3	— 1.2	— 1.6	— 2.0	— 2.4	— 2.7
Effet sur la balance courante	0.1	0.8	2.6	4.9	8.5	10.6	11.8
<i>Estimations de février 1978</i>							
Effet sur la balance courante	—	½	2½	4½	7½	8½	9½

¹ Aux prix courants.

Note : Une analyse officielle de l'incidence potentielle du programme pétrolier de la mer du Nord sur la balance des paiements a été présentée dans l'« Economic Progress Report » de juillet 1976 et d'août 1977. Les chiffres ci-dessus diffèrent des chiffres figurant dans le « Report », étant donné qu'ils ne tiennent pas compte de l'incidence exercée sur la balance courante par : 1. les importations de biens et de services associées au programme de la mer du Nord ; 2. les importations et les exportations déplacées par le programme de la mer du Nord (l'Economic Progress Report se fonde sur l'hypothèse que l'activité pétrolière de la mer du Nord déplace d'autres formes d'activité intérieure, tandis que le Secrétariat de l'OCDE considère que la totalité de la production de la mer du Nord vient s'ajouter au PIB) ; 3. les intérêts « épargnés » sur les emprunts supplémentaires ou acquis sur les réserves supplémentaires. De plus, les chiffres du tableau ci-dessus sont exprimés en dollars aux prix de 1977 alors que ceux du deuxième document britannique sont en livres aux prix de 1976. De façon plus générale, toute appréciation à moyen terme de l'incidence du pétrole de la mer du Nord est nécessairement fondée sur des hypothèses très incertaines concernant les prix, et les chiffres du tableau ci-dessus ne doivent donc être considérés que comme des ordres de grandeur approximatifs.

Source : Estimation du Secrétariat de l'OCDE.

Une hypothèse-clé pour atteindre les taux de croissance du tableau 2 est que la compétitivité des prix restera pendant la période de 1977 à 1982 au moins au niveau atteint au début de 1977. Toutefois, depuis lors, la compétitivité des prix des produits britanniques s'est dégradée — la valeur moyenne relative des exportations de manufacturés a augmenté de presque 10 %.

Tableau 2 Un scénario de croissance à moyen terme
Pourcentages annuels moyens de variation en volume

	1955 à 1970 ¹	1970 à 1982 ¹	1970 à 1977 ^{1,2}	1977 à 1982
Consommation privée	2½	2½	1½	3
Consommation publique	1½	2½	3	1½
Formation de capital fixe	5½	2½	— ½	7
<i>dont</i> : Industries manufacturières	4½	2½	— 2	9
Demande intérieure totale	2½	2½	1½	3½
Exportations de biens et services	4	5½	5½	6
Importations de biens et services	4	5½	4½	6½
PIB (secteur pétrolier exclu)	2½	2½	1½	3½
PIB (secteur pétrolier inclus)	2½	2½	1½	4
<i>Pour mémoire :</i>				
Production manufacturière	3	2½	1	5
Emploi total	½	½	—	1

1 Taux de croissance moyens.

2 Les chiffres pour 1977 sont les prévisions de l'OCDE faites en février 1977.

Sources : *National Income and Expenditure*, Bank of England, *Statistical Abstracts* et estimations du Secrétariat de l'OCDE.

Annexe IV

LA STRATÉGIE INDUSTRIELLE

Les résultats industriels décevants de l'économie du Royaume-Uni, comme en témoignent la diminution de la part du commerce mondial de produits manufacturés et le taux croissant de la pénétration des importations, a été mentionnée dans le corps de l'étude. Différents gouvernements se sont efforcés de renverser ces tendances, mais n'ont pu obtenir des résultats durables. L'étude met également en lumière la nécessité d'améliorer la compétitivité de l'industrie britannique.

Le gouvernement actuel a lancé la Stratégie Industrielle dans ce but à la fin de 1975. L'objectif était de concentrer les efforts sur les secteurs-clé de l'économie (en taille, en potentiel d'échanges et en importance pour l'économie), et de réunir les partenaires sociaux, avec les représentants des ministères directement concernés, pour s'occuper des problèmes propres à ces secteurs. Dans le passé, l'effort avait porté sur des domaines généraux, comme le secteur des constructions mécaniques; cette fois-ci le domaine est plus précis, et le travail se fait sur des secteurs cohérents ayant des produits de même nature.

La stratégie Industrielle a été entérinée à une réunion du Conseil National de Développement Économique, organe tripartite, en novembre 1975. Trente-sept Groupes de Travail Sectoriels (GTS) ont été mis sur pied, couvrant, pour les industries manufacturières, un peu plus de 40% de la production, environ 46% de l'emploi et un petit peu moins de la moitié des exportations (le secteur automobile, pour lequel un groupe tripartite distinct a été formé, n'est pas inclus dans ces chiffres). Leur première tâche a été d'identifier ce qui, à court terme, pouvait constituer un goulot d'étranglement et de formuler des recommandations pour y remédier. Après qu'un premier ensemble de rapports sur ce problème a été déposé mi-1976, ils sont passés à l'analyse à moyen terme des possibilités de leurs secteurs. Il leur a été demandé de fixer des objectifs ambitieux mais réalistes en termes de parts du marché intérieur et étranger, pour le moyen terme (jusqu'en 1980 et au-delà), et d'identifier ce que ces objectifs impliqueraient pour les ressources, en capacité de production, force de travail, financement et technologie.

Ces objectifs forment maintenant le cadre dans lequel se déroulent les discussions entre les représentants du gouvernement et ceux de chaque entreprise au sein des secteurs, pour analyser les possibilités offertes à ces entreprises, les contraintes qu'elles rencontrent et ce qui peut être fait pour les lever. Pour réussir il faut, dans une large mesure, persuader les entreprises d'utiliser le travail des GTS. Aussi, les GTS ont montré les possibilités d'amélioration de la productivité au moyen de comparaisons entre entreprises et sur une base internationale, et ont commencé à montrer où les résultats étaient faibles. Ils ont suggéré de nouveaux marchés possibles et des perspectives d'élaboration de nouveaux produits. En rassemblant des représentants des acheteurs et des vendeurs, ils ont amené à une meilleure compréhension des besoins de la clientèle et des perspectives de commandes à terme.

Parallèlement, le gouvernement a étendu ses mesures d'aide à l'industrie, souvent en consultant les GTS. Le système d'investissement sélectif fournit une assistance pour les projets d'investissement qui, sinon, n'auraient pas été réalisés dans le même laps de temps. Un certain nombre de systèmes spéciaux ont été élaborés pour répondre aux besoins propres à certaines industries (fonderies, machines-outil, micro-électronique, etc.). Il y a un système d'aide à l'élaboration de nouveaux produits et processus industriels. Le système de garanties à l'entrée sur les marchés est fait pour aider les entreprises à financer les coûts de pénétration de nouveaux marchés à l'exportation. Des liens étroits existent entre les GTS et le *Export Credit Guarantee Department*, qui a étendu les facilités qu'il offre, ainsi qu'avec le *British Overseas Trade Board*. Le *National Enterprise Board* (NEB) et les agences de développement écossaises et galloises ont tenu compte du travail des GTS pour financer, dans certains secteurs de l'industrie, l'expansion qui était viable sur le plan commercial. Le total des dépenses publiques d'aide à l'industrie, sous toutes ses formes, (y compris les fonds du NEB pour les filiales dont elle a le contrôle complet) est estimé devoir dépasser 600 millions de livres en 1978/79.

Il y a également un programme, en pleine expansion, d'aide publique à la formation, sous l'égide de l'industrie et de l'Agence de Formation (*Training Services Agency*). Les GTS sont encouragés à discuter leurs besoins futurs en main-d'œuvre qualifiée avec les bureaux de formation de l'industrie.

De façon plus générale, le gouvernement s'est engagé à donner plus de poids aux implications pour l'industrie de toutes ses politiques. Ainsi, dans la ligne des recommandations des GTS, il s'est engagé à maintenir la structure actuelle de l'impôt sur les sociétés; une étude des programmes d'éducation a inclus

des propositions en vue de liens plus étroits avec l'industrie; et on a demandé aux autorités locales de tenir dûment compte des besoins de l'industrie quand elles prendront leurs décisions sur l'utilisation des terrains, le logement et les transports.

La Stratégie Industrielle est un travail de longue haleine, et on ne peut pas s'attendre à ce qu'elle retourne en quelques mois, ni même en quelques années, des tendances à long terme. Mais en unissant les efforts soutenus du gouvernement, de la direction et des syndicats en vue d'un but commun, la Stratégie Industrielle devrait donner des résultats croissants dans les années à venir.

PAGE BLANCHE

ANNEXE STATISTIQUE

PAGE BLANCHE

Tableau A **Emploi du PIB***Millions de livres*

	PIB au coût des facteurs*	Dépense finale aux prix du marché**	Dépenses de consom- mation	Dépenses publiques courantes	Investisse- ment fixe	Variation des stocks	Exportations de biens et services	Importations de biens et services	Impôts indirects moins subventions
	1	2	3	4	5	6	7	8	9
Aux prix courants :									
1974	73 652	109 441	51 977	16 503	16 947	1 138	22 876	27 341	8 448
1975	93 078	132 332	63 552	22 746	20 656	— 1 423	26 801	28 935	10 319
1976	109 080	158 841	73 656	26 562	23 427	359	34 837	36 564	13 197
Aux prix de 1970...									
1971	44 509	63 985	32 675	9 228	9 682	92	12 308	11 659	7 817
1972	45 214	66 469	34 542	9 611	9 797	34	12 485	12 839	8 416
1973	48 182	71 546	36 062	9 966	10 253	1 321	13 944	14 393	8 971
1974	47 924	71 486	35 631	10 177	10 287	596	14 795	14 681	8 881
1975	47 216	69 711	35 257	10 792	10 062	— 743	14 343	13 689	8 806
1976	48 425	71 643	35 405	11 054	9 724	66	15 394	14 206	9 012
... et après correction des variations saisonnières :									
1976 1	12 205	17 799	8 829	2 736	2 489	44	3 701	3 358	2 236
2	11 995	17 749	8 797	2 757	2 425	— 57	3 827	3 550	2 204
3	12 068	17 950	8 880	2 780	2 435	— 1	3 856	3 634	2 248
4	12 157	18 145	8 899	2 781	2 375	80	4 010	3 664	2 324
1977 1	11 889	17 855	8 761	2 737	2 248	155	3 954	3 715	2 251
2	12 082	18 025	8 665	2 768	2 231	235	4 126	3 748	2 195
3	11 974	17 935	8 796	2 754	2 262	— 81	4 204	3 705	2 256

* 1 = 2 — 8 — 9.

** 2 = 3 + 4 + 5 + 6 + 7.

Source : *Monthly Digest of Statistics*.

Tableau B Consommation et investissement

	Dépenses des consommateurs				Investissement					
	Total des ventes au détail (volume)	Ventes au détail non alimentaires (volume)	Immatri-culations de voitures neuves	Variations dans le total des crédits à l'achat en cours	Dépenses en capital		Comman-des nouvelles du marché intérieur reçues par l'industrie mécanique ¹	Mises en chantier de logements		Constitu-tion de stocks (industrie manufacturière)
					Industrie manufacturière	Commerce et services		Secteur privé	Secteur public	
	1971 = 100		Milliers, moyenne mensuelle	Millions de livres, en fin de période	Millions de livres aux prix de 1970		1970 = 100	Milliers	Millions de livres aux prix de 1970	
1974 1	108.5	114.3	99	— 62	509	639	113	33.8	34.1	— 71
2	107.1	110.5	104	— 45	504	604	113	25.8	40.3	211
3	110.2	115.1	107	— 22	504	586	115	22.5	36.5	377
4	110.2	115.3	101	— 26	511	586	100	23.8	35.9	117
1975 1	109.5	115.2	104	— 8	472	515	97	33.1	41.4	— 31
2	108.5	114.7	93	+ 12	446	513	88	37.4	37.8	— 74
3	104.3	108.2	103	— 5	420	513	90	38.0	43.9	— 209
4	104.2	107.8	89	— 9	407	494	81	40.6	50.7	— 115
1976 1	105.9	110.6	103	+ 40	404	471	91	41.8	49.9	—
2	106.9	112.1	106	+ 76	407	489	89	42.2	44.6	— 66
3	107.3	113.2	97	+ 105	421	505	98	39.9	44.8	— 2
4	105.9	112.6	113	+ 121	426	508	92	30.8	31.6	73
1977 1	103.2	109.3	104	+ 143	419	507	105	29.5	30.1	125
2	102.6	108.3	102	+ 134	428	509	93	34.3	32.9	164
3	104.6	112.1	112	+ 191	447	528	101	35.4	34.9	— 45
4	104.9	111.8	110							
Pourcentage de variation du dernier trimestre par rapport au trimestre précédent	+ 0.3	— 0.3	— 1.8		+ 4.4	+ 3.7	+ 8.6	+ 3.2	+ 6.1	
Pourcentage de variation du dernier trimestre par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente	— 0.9	— 0.7	— 2.7		+ 6.2	+ 4.6	+ 3.1	— 11.3	— 22.1	

¹ Déduction faite des annulations.

Sources : *Economic Trends ; Monthly Digest of statistics.*

Tableau C Production et main-d'œuvre

	PIB estimation moyenne ¹	PIB par personne employée ²	Indice de la production industrielle	Indice de la production dans les industries manufacturières	Chômeurs	Vacances d'emploi non satisfaites pour adultes ³	Emploi dans les industries produc- trices	Emploi dans les industries manufac- turières	Heures supplé- mentaires dans les industries manufac- turières
	1970 = 100				Milliers		1970 = 100		Millions par semaine
1974 1	105.5	106.3	103.9	106.7	547	289	94.8	94.2	11.90
2	110.0	108.8	108.9	110.9	554	314	94.6	94.4	14.73
3	112.3	109.5	109.0	110.8	584	304	94.6	94.5	17.23 ⁴
4	110.4	108.3	105.6	107.0	613	..	93.9	93.8	16.10
1975 1	109.4	108.5	104.8	106.5	703	..	92.8	92.4	15.44
2	108.1	106.6	101.0	101.4	816	161	91.5	90.6	13.28
3	106.7	106.0	100.0	100.4	957	130	90.2	89.1	12.70
4	107.4	106.7	100.8	101.1	1 086	111	89.4	87.9	12.81
1976 1	110.2	108.4	101.2	101.4	1 173	114	88.9	87.2	13.56
2	109.6	108.4	102.3	103.2	1 202	117	88.5	87.0	13.67
3	109.8	108.4	101.5	103.4	1 253	122	88.6	87.3	13.99
4	110.8	109.9	103.0	104.5	1 265	..	88.7	87.5	15.08
1977 1	109.8	110.1	103.3	105.3	1 277	..	88.9	87.8	16.39
2	110.0	108.8	102.0	102.9	1 276	157	89.1	88.2	15.89
3	109.9	109.7	102.5	103.6	1 363	148	89.0	88.2	15.64
4			101.5	102.5	1 375	155			
Pourcentage de variation du dernier trimestre par rapport au trimestre précédent	- 0.1		- 1.0	- 1.1			- 0.1	0.0	- 1.6
Pourcentage de variation du dernier trimestre par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente	+ 0.1		- 1.5	- 1.9			+ 0.5	+ 1.0	+ 11.8

1 Moyenne des dépenses, des revenus et de la production.

2 Sur la base d'une estimation du PIB dans l'optique de la production.

3 Rupture de série à partir d'avril 1974.

4 Depuis le troisième trimestre 1974 sont comprises, dans le calcul des heures supplémentaires, celles qui sont effectuées dans la construction et la réparation navales par les ouvriers d'entretien et dans les petites entreprises. Pendant la semaine échantillon de juin 1974, ces trois catégories d'heures supplémentaires se sont élevées, ensemble, à 2.8 millions.

Sources : *Economic Trends; Department of Employment Gazette.*

Tableau D Financement intérieur

	Expansion des crédits à l'économie	Variation de la masse monétaire	Besoins d'emprunts de l'Administration centrale*	Variation des prêts ¹ (secteur bancaire)	Accroissement net du volume des actions émises par les sociétés de crédit immobilier et des dépôts auprès de ces sociétés		Fonds d'Etat : rendements à l'échéance finale* ²			Taux d'intérêt des dépôts à 3 mois auprès des collectivités locales*	Comparaison, compte tenu de la couverture à terme, entre les taux d'intérêt à 3 mois des dépôts auprès des collectivités locales et des prêts en Euro-dollars* ³
							A court terme	A moyen terme	A long terme		
	Millions de livres				Millions de livres par mois		Taux annuel en %			Taux annuel en % en fin de période	
1974 1	1 501	1 130	— 609	1 267	73	178	12.72	13.30	13.32	16.00	— 3.44
2	1 200	590	985	1 590	152	199	12.26	13.63	14.10	13.25	— 3.18
3	1 797	1 150	858	1 398	211	310	12.29	14.28	15.03	11.94	— 3.46
4	2 438	1 370	2 257	311	228	351	12.68	15.50	16.47	13.00	— 5.15
1975 1	752	350	987	139	351	373	11.53	13.80	14.91	10.50	— 1.58
2	2 086	540	2 356	207	362	437	10.95	12.86	14.31	9.50	— 1.28
3	1 046	1 620	2 288	— 124	337	458	11.59	12.76	13.87	10.88	— 0.47
4	578	360	2 745	— 83	340	500	12.02	13.58	14.75	10.91	—
1976 1	1 476	610	1 414	150	472	514	10.46	12.45	13.73	8.69	— 1.12
2	2 660	1 590	2 204	808	275	517	11.12	12.82	13.84	11.19	— 3.17
3	2 738	2 050	1 655	1 233	242	527	12.04	13.84	14.46	12.81	— 4.08
4	375	60	1 513	1 134	171	473	14.68	15.42	15.74	14.87	— 0.41
1977 1	— 608	360	572	1 146	311	420	11.44	13.22	13.84	9.50	0.25
2	1 478	1 550	1 738	1 262	500	563	9.91	12.21	13.02	7.87	— 1.09
3	— 306	750	269	856	450	677	9.77	12.08	12.89	5.84	— 0.37
Pourcentage de variation du dernier trimestre par rapport au trimestre précédent					— 10.0	+ 20.2					
Pourcentage de variation du dernier trimestre par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente					+ 85.9	+ 28.5					

* Données non désaisonnalisées.

1 Secteur privé.

2 Moyenne des rendements de chaque mercredi pendant la période considérée.

3 Ecart entre le taux de l'intérêt versé par les collectivités locales, compte tenu du coût de la couverture à terme, et le taux de l'Euro-dollar. Le signe + indique que le taux net servi par les collectivités locales est supérieur au taux de l'Euro-dollar, et le signe — qu'il est inférieur.

Sources : Bank of England Quarterly Bulletin; Financial Statistics.

Tableau E Salaires, prix et position extérieure

	Taux de salaires hebdomadaires*	Gains moyens	Prix de gros des produits dans l'industrie manufacturière destinés au marché intérieur*1	Indice des prix de détail*	Valeurs unitaires exportation*	Valeurs unitaires importation*2	Exportations fob ³	Importations fob ⁴	Solde des opérations visibles	Balance courante	Total des mouvements monétaires*
	31-7-72 = 100	Jan. 1970 = 100	1970 = 100	1970 = 100	1970 = 100		Millions de livres par mois			Millions de livres	
1974 1	124.3	157.8	142.3	138.8	147.2	194.6	1 202	1 641	— 439	— 921	— 339
2	131.7	172.5	153.4	147.0	159.9	218.5	1 385	1 840	— 455	— 925	— 319
3	143.2	185.1	162.0	150.7	168.1	224.3	1 460	1 869	— 410	— 777	—
4	152.7	199.5	170.9	157.5	175.8	231.5	1 466	1 894	— 428	— 914	— 988
1975 1	162.7	209.6	182.8	167.0	184.9	240.9	1 555	1 869	— 315	— 574	— 326
2	175.3	220.1	192.1	182.7	193.4	241.5	1 544	1 763	— 219	— 331	— 572
3	184.3	234.0	199.1	190.7	202.2	247.5	1 609	1 934	— 325	— 599	— 213
4	192.6	242.8	205.4	197.3	210.1	260.9	1 779	1 988	— 209	— 143	— 354
1976 1	204.2	250.9	214.5	204.5	219.0	269.1	1 885	2 066	— 181	— 70	— 678
2	211.5	258.6	222.0	211.9	234.2	292.6	2 057	2 360	— 303	— 352	— 1 955
3	217.8	265.5	230.8	216.8	247.4	308.2	2 166	2 532	— 366	— 399	— 862
4	219.3	272.7	241.2	226.8	261.7	331.0	2 366	2 686	— 320	— 345	— 133
1977 1	223.3	280.2	254.5	238.2	274.5	341.4	2 500	2 817	— 317	— 535	+ 1 913
2	225.9	285.2	264.4	248.8	280.9	350.7	2 642	2 898	— 256	— 351	+ 908
3	228.5	288.4	272.9	252.7	288.4	353.6	2 848	2 832	16	+ 495	+ 2 610
4	229.7	300.3		256.4	293.9	346.6	2 735	2 713	22	+ 500	
Pourcentage de variation du dernier trimestre par rapport au trimestre précédent	+ 0.5	+ 4.1	+ 3.2	+ 1.5	+ 1.9	— 2.0					
Pourcentage de variation du dernier trimestre par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente	+ 4.7	+ 10.1	+ 18.2	+ 13.1	+ 12.3	+ 4.7					

* Non désaisonné.

1 A l'exclusion des denrées alimentaires, des boissons et du tabac.

2 Non compris les avions militaires provenant des Etats-Unis.

3 Compte tenu des ajustements de balance des paiements et après correction des facteurs affectant la comptabilisation des exportations.

4 Y compris le paiement des avions militaires achetés aux Etats-Unis et autres ajustements de balance des paiements.

Sources : *Economic Trends; Monthly Digest of Statistics.*

Tableau F Analyse des transactions
Données non
Millions

	1975	1976	1
	1 BALANCE COURANTE	- 1 647	- 1 227	- 148
<i>Investissements et autres transactions en capital</i>			
2 Opérations en capital à long terme du secteur public	- 288	- 158	- 37
3 Investissements étrangers dans le secteur public du RU ²	+ 43	+ 203	+ 9
4 Investissements étrangers dans le secteur privé du RU	+ 1 719	+ 2 051	+ 685
5 Investissements à l'étranger du secteur privé du RU	- 1 383	- 2 154	- 536
6 Emprunts (nets) contractés en monnaies étrangères par les banques britanniques pour financer les investissements britanniques à l'étranger	+ 320	+ 165	+ 65
7 Autres emprunts ou prêts (nets) en monnaies étrangères effectués par les banques britanniques	- 85	- 271	+ 29
<i>Réserves de change en sterling³:</i>			
8 Fonds d'Etat britannique	+ 7	+ 14	- 10
9 Engagements du système bancaire et effets du marché monétaire	- 624	- 1 421	- 70
10 Autres créances en sterling de l'étranger sur le système bancaire et le marché monétaire	+ 550	+ 255	+ 5
11 Crédits à l'importation ⁴	+ 224	+ 242	- 33
12 Crédits à l'exportation ⁴	- 570	- 1 178	- 303
13 Autres transactions à court terme	+ 290	- 567	- 348
14 Total des investissements et des autres transactions en capital	+ 203	- 2 819	- 544
15 Poste résiduel	- 21	+ 418	+ 14
16 BALANCE DES RÈGLEMENTS OFFICIELS	- 1 465	- 3 628	- 678
17 Attribution de droits de tirage spéciaux	-	-	-
18 Souscription en or au FMI	-	-	-
19 TOTAL DES LIGNES 16 à 18	- 1 465	- 3 628	- 678
<i>Règlements officiels</i>			
<i>Opérations avec les autorités monétaires étrangères, net :</i>			
20 FMI	-	+ 1 018	+ 580
21 Autres autorités monétaires	-	- 34	-
22 Emprunts en devises du gouvernement britannique	+ 423	-	-
23 Emprunts en devises du secteur public avec garantie de change	+ 387	+ 1 791	+ 276
24 Tirages (+) sur les réserves officielles ou versements (-) aux réserves officielles ⁵	+ 655	+ 853	- 178
25 TOTAL DES RÈGLEMENTS OFFICIELS	+ 1 465	+ 3 628	+ 678

1 La somme des postes 1 à 5 est égale au total autrefois dénommé « balance de base » ; la somme des autres postes (à l'exception du poste 15) représente ce que l'on qualifiait précédemment de « mouvements monétaires ».

2 A l'exclusion des achats de fonds d'Etat britannique effectués par des institutions monétaires centrales et par des organisations internationales (poste 8).

3 Réserves en sterling détenues au Royaume-Uni par des pays étrangers et par des organisations internationales (autres que le FMI), notifiées par les banques, etc. du Royaume-Uni. Ce poste n'englobe par les autres avoirs officiels — tels que fonds en dépôt, caisses de retraites et autres fonds affectés à des fins spécifiques, avoirs en actions de sociétés de dépôts détenus sur place dans des banques commerciales — dont les mouvements sont comptabilisés aux postes 3, 4 et 10.

en capital et des règlements officiels¹
désaisonnalisées
de livres

	1976			1977		
	2	3	4	1	2	3
1 BALANCE COURANTE	- 352	- 344	- 383	- 592	- 345	+ 528
<i>Investissements et autres transactions en capital</i>						
2 Opérations en capital à long terme du secteur public	- 26	- 10	- 85	- 25	- 16	- 14
3 Investissements étrangers dans le secteur public du RU ²	+ 13	+ 58	+ 123	+ 515	+ 926	+ 231
4 Investissements étrangers dans le secteur privé du RU	+ 327	+ 540	+ 499	+ 863	+ 829	+ 784
5 Investissements à l'étranger du secteur privé du RU	- 583	- 476	- 559	- 470	- 662	- 239
6 Emprunts (nets) contractés en monnaies étrangères par les banques britanniques pour financer les investissements britanniques à l'étranger	+ 90	+ 55	- 45	+ 110	+ 165	+ 200
7 Autres emprunts ou prêts (nets) en monnaies étrangères effectués par les banques britanniques	- 176	- 327	+ 203	+ 311	- 871	+ 20
<i>Réserves de change en sterling³:</i>						
8 Fonds d'Etat britannique	- 13	- 19	+ 56	- 165	+ 2	+ 31
9 Engagements du système bancaire et effets du marché monétaire	- 908	- 330	- 113	+ 355	- 394	+ 43
10 Autres créances en sterling de l'étranger sur le système bancaire et le marché monétaire	- 11	+ 212	+ 49	+ 199	+ 350	+ 323
11 Crédits à l'importation ⁴	+ 87	+ 105	+ 83	+ 40	+ 95	- 21
12 Crédits à l'exportation ⁴	- 351	- 154	- 370	+ 91	- 101	+ 64
13 Autres transactions à court terme	- 286	- 173	+ 240	+ 125	+ 16	- 49
14 Total des investissements et des autres transactions en capital	- 1 837	- 519	+ 81	+ 1 949	+ 339	+ 1 373
15 Poste résiduel	+ 234	+ 1	+ 169	+ 556	+ 914	+ 709
16 BALANCE DES RÈGLEMENTS OFFICIELS	- 1 955	- 862	- 133	+ 1 913	+ 908	+ 2 610
17 Attribution de droits de tirage spéciaux	-	-	-	-	-	-
18 Souscription en or au FMI	-	-	-	-	-	-
19 TOTAL DES LIGNES 16 à 18	- 1 955	- 862	- 133	+ 1 913	+ 908	+ 2 610
<i>Règlements officiels</i>						
<i>Opérations avec les autorités monétaires étrangères, net :</i>						
20 FMI	+ 438	-	-	+ 682	+ 217	+ 214
21 Autres autorités monétaires	+ 581	+ 309	- 924	-	-	-
22 Emprunts en devises du gouvernement britannique	-	-	-	+ 584	-	+ 287
23 Emprunts en devises du secteur public avec garantie de change	+ 582	+ 492	+ 441	+ 18	+ 33	+ 116
24 Tirages (+) sur les réserves officielles ou versements (-) aux réserves officielles ⁵	+ 354	+ 61	+ 616	- 3 197	- 1 158	- 3 227
25 TOTAL DES RÈGLEMENTS OFFICIELS	+ 1 955	+ 862	+ 133	- 1 913	- 908	- 2 610

4 A l'exclusion des crédits commerciaux entre sociétés affiliées (repris aux lignes 4 et 5). Déduction faite des règlements anticipés et des tranches de paiement versées aux fournisseurs.

5 A partir du 23-8-1971, la valeur en sterling a été calculée au taux de change effectif.

Source : Bank of England Quarterly Bulletin.

Tableau G Avoirs et engagements extérieurs

	Taux de change effectif	Réserves officielles		Balances sterling			Encours de l'emprunt public à l'étranger ¹	
		Total	dont :	Débiteurs officiels		Autres détenteurs	Total	dont :
			Devises convertibles	Total	dont :			
					Pays exportateurs de pétrole			FMI ²
1970 = 100	Millions de dollars, fin de période		Millions de livres, fin de période			Millions de dollars, fin de période		
1970	100.0	2 827	1 213	2 547	..	1 673	3 406	2 328
1971	100.0	6 582	5 097	3 240	..	2 382	1 447	1 081
1972	96.6	5 646	4 063	3 618	..	2 291	366	—
1973	85.6	6 476	4 725	3 689	959	2 284	2 982	—
1974								
1	82.3	6 444	4 692	3 957	1 282	2 231	3 698	—
2	82.9	6 711	4 966	4 155	1 868	2 386	4 737	—
3	82.6	7 170	5 239	4 677	2 729	2 481	5 182	—
4	80.9	6 789	4 823	4 634	3 101	2 500	7 092	—
1975								
1	79.2	7 117	5 127	4 862	3 449	2 519	8 200	—
2	76.8	6 198	4 184	4 559	3 239	2 984	8 569	—
3	75.5	5 859	3 783	4 179	2 943	2 985	8 659	—
4	72.7	5 429	3 335	4 102	2 839	3 228	8 921	—
1976								
1	71.4	5 905	4 187	4 020	2 623	3 234	10 706	1 206
2	65.2	5 312	3 634	3 099	1 964	3 223	13 640	2 051
3	63.6	5 158	3 511	2 750	1 541	3 435	15 000	2 051
4	58.7	4 129	2 513	2 639	1 421	3 484	14 160	2 051
1977								
1	61.1	9 618	8 032	2 829	1 443	3 683	16 396	3 257
2	61.2	11 572	10 031	2 437	1 197	4 033	16 838	3 643
3	61.4	17 171	15 666	2 511	1 288	4 356	17 925	4 029
4	63.0							

Pour mémoire :

Echéancier des remboursements des emprunts en devises par le secteur public :

Milliards de dollars

1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986 à partir de	Total
0.9	2.4	3.2	5.3	3.9	2.5	2.4	0.4	3.2	24.2

1 Les emprunts inclus sont ceux enregistrés comme financement officiel dans les comptes de balance des paiements.

2 Tirages sur le FMI, nets des remboursements par le Royaume-Uni, et tirages en sterling sur le FMI par d'autres pays : frais et intérêts en sterling exclus.

Sources : Bank of England Quarterly Bulletin et estimations du Secrétariat de l'OCDE.

COMPARAISONS INTERNATIONALES

OECD SALES AGENTS DÉPOSITAIRES DES PUBLICATIONS DE L'OCDE

ARGENTINA - ARGENTINE

Carlos Hirsch S.R.L., Florida 165,
BUENOS-AIRES, ☎ 33-1787-2391 Y 30-7122

AUSTRALIA - AUSTRALIE

International B.C.N. Library Suppliers Pty Ltd.,
161 Sturt St., South MELBOURNE, Vic. 3205. ☎ 699-6388
658 Pittwater Road, BROOKVALE NSW 2100. ☎ 938 2267

AUSTRIA - AUTRICHE

Gerold and Co., Graben 31, WIEN 1. ☎ 52.22.35

BELGIUM - BELGIQUE

Librairie des Sciences,
Coudenberg 76-78, B 1000 BRUXELLES 1. ☎ 512-05-60

BRAZIL - BRÉSIL

Mestre Jou S.A., Rua Guaiçá 518,
Caixa Postal 24090, 05089 SAO PAULO 10. ☎ 261-1920
Rua Senador Dantas 19 s/205-6, RIO DE JANEIRO GB.
☎ 232-07. 32

CANADA

Renouf Publishing Company Limited,
2182 St. Catherine Street West,
MONTREAL, Quebec H3H 1M7 ☎ (514) 937-3519

DENMARK - DANEMARK

Munksgaards Boghandel,
Nørregade 6, 1165 KØBENHAVN K. ☎ (01) 12 69 70

FINLAND - FINLANDE

Akateeminen Kirjakauppa,
Keskuskatu 1, 00100 HELSINKI 10. ☎ 625.901

FRANCE

Bureau des Publications de l'OCDE,
2 rue André-Pascal, 75775 PARIS CEDEX 16.
☎ 524.81.67

Principal correspondant :

13602 AIX-EN-PROVENCE : Librairie de l'Université.
☎ 26.18.08

GERMANY - ALLEMAGNE

Verlag Weltarchiv G.m.b.H.
D 2000 HAMBURG 36, Neuer Jungfernstieg 21.
☎ 040-35-62-500

GREECE - GRÈCE

Librairie Kauffmann, 28 rue du Stade,
ATHÈNES 132. ☎ 322.21.60

HONG-KONG

Government Information Services,
Sales and Publications Office, Beaconsfield House, 1st floor,
Queen's Road, Central. ☎ H-233191

ICELAND - ISLANDE

Snaebjörn Jónsson and Co., h.f.,
Hafnarstraeti 4 and 9, P.O.B. 1131, REYKJAVIK.
☎ 13133/14281/11936

INDIA - INDE

Oxford Book and Stationery Co.,
NEW DELHI, Scindia House. ☎ 45896
CALCUTTA, 17 Park Street. ☎ 240832

IRELAND - IRLANDE

Eason and Son, 40 Lower O'Connell Street,
P.O.B. 42, DUBLIN 1. ☎ 74 39 35

ISRAËL

Emanuel Brown: 35 Allenby Road, TEL AVIV. ☎ 51049/54082
also at:
9, Shlomzion Hamalka Street, JERUSALEM. ☎ 234807
48 Nabliah Benjamin Street, TEL AVIV. ☎ 53276

ITALY - ITALIE

Libreria Commissionaria Sansoni:
Via Lamarmora 45, 50121 FIRENZE. ☎ 579751
Via Bartolini 29, 20155 MILANO. ☎ 365083

Sous-dépôtaires :

Editrice e Libreria Herder,
Piazza Montecitorio 120, 00 186 ROMA. ☎ 674628
Libreria Hoepli, Via Hoepli 5, 20121 MILANO. ☎ 365446
Libreria Lattes, Via Garibaldi 3, 10122 TORINO. ☎ 519274
La diffusione delle edizioni OCDE è inoltre assicurata dalle migliori

JAPAN - JAPON

OECD Publications Centre,
Akasaka Park Building, 2-3-4 Akasaka, Minato-ku,
TOKYO 107. ☎ 586-2016

KOREA - CORÉE

Pan Korea Book Corporation,
P.O.Box n°101 Kwangwhamun, SÉOUL. ☎ 72-7369

LEBANON - LIBAN

Documenta Scientifica/Redico,
Edison Building, Bliss Street, P.O.Box 5641, BEIRUT.
☎ 354429-344425

THE NETHERLANDS - PAYS-BAS

Staatsuitgeverij
Chr. Plantijnstraat
S-GRAVENHAGE ☎ 070-814511
Voor bestellingen: ☎ 070-624551

NEW ZEALAND - NOUVELLE-ZÉLANDE

The Publications Manager,
Government Printing Office,
WELLINGTON: Mulgrave Street (Private Bag),
World Trade Centre, Cubacade, Cuba Street,
Rutherford House, Lambton Quay. ☎ 737-320
AUCKLAND: Rutland Street (P.O.Box 5344). ☎ 32.919
CHRISTCHURCH: 130 Oxford Terrace (Private Bag). ☎ 50.331
HAMILTON: Barton Street (P.O.Box 857). ☎ 80.103
DUNEDIN: T & G Building, Princes Street (P.O.Box 1104),
☎ 78.294

NORWAY - NORVÈGE

Johan Grundt Tanums Bokhandel,
Karl Johansgate 41/43, OSLO 1. ☎ 02-332980

PAKISTAN

Mirza Book Agency, 65 Shahrah Quaid-E-Azam, LAHORE 3.
☎ 66839

PHILIPPINES

R.M. Garcia Publishing House, 903 Quezon Blvd. Ext.,
QUEZON CITY, P.O.Box 1860 - MANILA. ☎ 99.98.47

PORTUGAL

Livraria Portugal, Rua do Carmo 70-74, LISBOA 2. ☎ 360582/3

SPAIN - ESPAGNE

Mundi-Prensa Libros, S.A.
Castelló 37, Apartado 1223, MADRID-1. ☎ 275.46.55
Libreria Bastinos, Pelayo, 52, BARCELONA 1. ☎ 222.06.00

SWEDEN - SUÈDE

AB CE FRITZES KUNGL HOVBOKHANDEL,
Box 16 356, S 103 27 STH, Regeringsgatan 12,
DS STOCKHOLM. ☎ 08/23 89 00

SWITZERLAND - SUISSE

Librairie Payot, 6 rue Grenus, 1211 GENÈVE 11. ☎ 022-31.89.50

TAIWAN - FORMOSE

National Book Company,
84-5 Sing Sung Rd., Sec. 3, TAIPEI 107. ☎ 321.0698

TURKEY - TURQUIE

Librairie Hachette,
469 Istiklal Caddesi, Beyoglu, ISTANBUL. ☎ 44.94.70
et 14 E Ziya Gökalp Caddesi, ANKARA. ☎ 12.10.80

UNITED KINGDOM - ROYAUME-UNI

H.M. Stationery Office, P.O.B. 569,
LONDON SE1 9 NH. ☎ 01-928-6977, Ext.410
or
49 High Holborn, LONDON WC1V 6 HB (personal callers)
Branches at: EDINBURGH, BIRMINGHAM, BRISTOL,
MANCHESTER, CARDIFF, BELFAST.

UNITED STATES OF AMERICA

OECD Publications Center, Suite 1207, 1750 Pennsylvania Ave.,
N.W. WASHINGTON, D.C.20006. ☎ (202)298-8755

VENEZUELA

Libreria del Este, Avda. F. Miranda 52, Edificio Galipán,
CARACAS 106. ☎ 32 23 01/33 26 04/33 24 73

YUGOSLAVIA - YOUGOSLAVIE

Jugoslovenska Knjiga, Terazije 27, P.O.B. 36, BEOGRAD.
☎ 621-992

Les commandes provenant de pays où l'OCDE n'a pas encore désigné de dépositaire peuvent être adressées à :
OCDE, Bureau des Publications, 2 rue André-Pascal, 75775 PARIS CEDEX 16.
Orders and inquiries from countries where sales agents have not yet been appointed may be sent to:
OECD, Publications Office, 2 rue André-Pascal, 75775 PARIS CEDEX 16.

STATISTIQUES DE BASE : COMPARAISONS INTERNATIONALES

	Période de référence	Unités	Australie	Autriche	Belgique	Canada	Danemark	Finlande	France	Allemagne	Grèce	Islande	Irlande	Italie	Japon	Luxembourg	Pays-Bas	Nouvelle-Zélande	Norvège	Portugal	Espagne	Suède	Suisse	Turquie	Royaume-Uni	États-Unis	Yougoslavie ¹	
POPULATION	Mi-1976	Milliers	13 916	7 510	9 818	23 143	5 073	4 729	52 921	61 513	9 165	220	3 162	56 157 ²	112 768	357	13 770	3 116	4 027	9 664	35 970	8 219	6 346	41 162	56 001	215 118	21 560	
Densité au km ²	»	Nombre	2	90	322	2	118	16	96	247	69	2	45	186	299	138	12	12	109	71	20	154	52	230	23	83		
Accroissement moyen annuel net	Mi-1966 à Mi-1976	%	1.8	0.3	0.3	1.4	0.6	0.3	0.7	0.4	0.6	1.2	0.9	1.3	0.7	1.0	1.5	0.7	0.6	1.1	0.5	0.6	2.4	0.2	0.9	(0.9)		
EMPLOI	1976	Milliers	5 808	2 947	3 718	9 572	2 392	2 144	20 870	24 556	(3 230)	93 ²²	1 021	18 930	52 710	147	4 542	1 206	1 789	3 088	12 535	4 088	2 676	14 710	24 425	87 485	8 887 ³	
Emploi civil total	»	% du total	6.4	12.4	3.4	5.9	9.3	13.9	10.8	7.1	(34.3)	15.1 ²²	23.8	15.5	12.2	6.1	6.5	11.8	9.4	27.1	21.5	6.2	8.2	63.1	27.7	3.8	47.3	
dont: Agriculture, sylviculture, pêche	»	»	33.2	40.1	39.0	29.7	31.4	34.7	38.1	45.1	(29.0)	37.6 ²²	29.8	43.5	35.8	46.3	33.7	34.2	33.1	36.3	37.1	35.4	43.9	15.5	40.0	28.7	21.1	
Industrie ⁴	»	»	60.4	47.5	57.6	64.4	59.3	51.4	51.1	47.8	(36.7)	47.3 ²²	46.4	41.0	52.0	47.6	59.8	54.0	57.5	36.6	41.4	58.4	47.9	21.4	57.3	67.5	31.6	
Autres activités	»	»																										
PIB aux prix du marché	1976	Milliards de dollars des É-U ¹¹	94.12	40.62	65.91	194.60	38.53	28.14	346.76	445.91	22.04	1.45	7.93	170.77	555.06	2.24	89.52	12.86	31.30	15.74	104.62	74.22	56.29	41.06	219.18	1 702.02	32.56 ⁵	
Croissance annuelle moyenne en volume ⁶	1971 à 1976	%	3.5	3.9	3.1	4.6	2.3	3.8	4.1	2.4	4.8	3.8	2.9	3.2	5.1	1.9	3.5	3.5	4.8	4.3	4.9	2.5	-0.4	7.4	1.8	2.9	5.1	
Par habitant	1976	Dollars des É-U ¹¹	6 760	5 410	6 710	8 410	7 590	5 950	6 550	7 250	2 400	6 610	2 510	3 040	4 920	6 280	6 500	4 130	7 770	1 630	2 890	9 030	8 870	1 000	3 910	7 910	1 510	
FORMATION BRUTE DE CAPITAL FIXE	1975	% du PIB	23.8 ⁷	26.7	22.0	24.2	19.9	30.2	23.4	21.1	20.2 ⁸	33.2	23.8	20.8	30.8	29.2	21.3	26.2 ⁹	35.4	19.6	24.1	20.7	24.0	20.5	20.0	16.3	32.4	
dont: Machines et outillage	»	»	9.8	10.5	7.8	8.3	8.0	11.7	9.2	9.9	7.8	8.6	9.5	8.5	14.2	8.6	9.3	..	13.8	6.9	9.2	8.4	..	..	8.5	6.9	..
Construction de logements	»	»	5.1	5.4	6.1	5.6	4.6	7.0	7.3	4.5	5.0	7.0	6.2	6.1	7.8	7.6	5.2	..	5.5	3.8	6.2	4.2	..	3.7	4.0	3.3	..	
Croissance annuelle moyenne en volume ⁶	1970 à 1975	%	1.0	4.4	2.5	7.2	-0.8	4.9	3.5	-1.0	0.9	11.6	3.6	-1.1	3.6	3.6	-0.6	..	9.1	-1.8	5.3	0.9	-0.4	10.5	1.3	-0.4	..	
TAUX D'ÉPARGNE GLOBALE¹²	1975	% du PNB	23.7 ⁷	27.1	22.5	19.0	16.8	29.4	23.4	23.2	16.5	24.6	16.8	19.6	32.3	27.4	23.4	20.6	27.9	3.8	21.7	22.8	27.9	17.7	17.3	16.7	34.1	
ENSEMBLE DES ADMINISTRATIONS	1975	% du PIB	16.4 ⁷	16.6	17.1	20.3	24.7	18.5	14.4	21.2	15.2	10.1	19.1	13.9	11.1	15.0	18.0	18.4 ⁹	16.9	15.4	9.5	24.8	12.7	11.3	22.0	19.3	15.6	
Dépenses courantes en biens et services	»	»	10.1 ⁷	16.1	20.9	13.3	16.1	13.6	23.1	19.2	10.0	..	21.9	22.9	8.6	26.2	29.3	..	22.9	9.1	12.1	19.6	14.4	6.5	13.2	12.2	..	
Transferts courants	»	»	32.0 ⁷	39.1	40.7	37.6	45.0	39.5	40.6	40.9	26.8	..	34.2	34.7	23.5	50.6	53.6	..	50.2	24.7	24.5	52.2	31.9	20.5	40.8	30.7	35.6	
Recettes courantes	»	»																										
APPORTS NETS D'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT	1976	% du PNB	0.4	0.1	0.5	0.5	0.6	0.2	0.6	0.3	..	..	..	0.1	0.2	..	0.8	0.4	0.7	..	..	0.8	0.2	..	0.4	0.3	..
INDICATEURS DU NIVEAU DE VIE	1976	Dollars des É-U ¹¹	3 950	3 040	4 150	4 780	4 430	3 100	4 080	4 010	1 680	3 980	1 580	1 960	2 790	3 970	3 720	2 380 ⁹	4 280	1 230	2 010	4 830	5 590	633 ²²	2 350	5 110	821	
Consommation privée par habitant	1975	Nombre	368	229	266	374 ¹⁶	257	211	289	290	48	291	164	257 ¹⁶	154	391	249	373	237	97	136	336	278	8 ¹⁶	249	498	72	
Voitures de tourisme, pour 1 000 habitants	»	»	390	281	285	572	454	389	262	317	221	417	141	259	405	411	368	502	350	113	220	661	611	25	379	695	61	
Postes de téléphone, pour 1 000 habitants	1974	»	227 ¹³	247	252	366	308	269	235	305	106	217 ¹⁰	178	213	233	257	304 ¹⁰	256	66	174	348	264	12	315	571	131		
Postes de télévision, pour 1 000 habitants	1975	»	1.4 ¹³	2.1	1.9	1.7	1.6 ¹³	1.4	1.5	1.9 ¹⁸	2.0	1.6 ¹⁰	1.2	2.0 ¹⁸	1.2 ¹⁶	1.1 ¹⁶	1.6	1.3	1.7	1.3	1.6	1.6 ¹⁶	1.8	0.6	1.3 ¹⁶	1.6 ¹⁶	1.4	
Médecins, pour 1 000 habitants	»	% du groupe d'âge corresp.	39.7	15.9 ¹⁶	34.4 ¹⁶	49.8 ¹³	36.3 ¹⁶	24.5	31.4 ¹⁶	24.2 ¹⁶	..	..	..	31.0	34.3 ¹⁶	..	21.1 ¹⁶	..	40.3 ¹⁶	(9.8) ¹⁰	29.3 ¹⁰	(31.1) ¹³	..	..	21.8 ¹⁴	43.2	16.6
Taux d'accès à l'enseignement supérieur ¹⁵	»	Nombre	16.1 ¹⁶	20.5	16.2 ¹⁶	15.0 ¹⁶	10.7 ¹⁶	10.3 ¹⁶	13.6	19.7	24.0 ¹⁶	11.4 ¹⁶	17.0 ¹⁶	20.7	10.0	14.8	10.3	16.0	10.5 ¹⁶	37.9 ¹⁶	12.1	8.3	10.7	..	16.0	16.1	39.7	
Mortalité infantile ¹⁷	»	»																										
SALAIRES ET PRIX	1971 à 1976	%	16.4	12.5	16.4	11.9	16.7	17.9	15.4	8.9	20.8	34.0 ¹⁹	19.9	20.8	17.7	..	13.2	11.9	14.6	16.3 ²⁰	20.8	13.4	7.5	23.6 ²⁰	17.0	7.8	..	
Gains horaires dans l'industrie ¹⁸	»	%	11.8	7.8	9.4	8.3	9.9	13.3	9.6	6.0	14.5	30.3	15.1	13.8	12.2	8.2	8.9	11.5	9.0	16.9	13.9	8.5	6.7	17.8 ²⁰	14.5	7.0	18.5	
Prix à la consommation	»	%																										
COMMERCE EXTÉRIEUR	1976	Millions de dollars des É-U ¹¹	13 116	8 508	32 844 ²¹	38 628	9 108	6 342	55 812	102 036	2 544	396	3 312	36 924	67 224	—	38 748	2 780	7 920	1 812	8 724	18 444	14 844	1 960	46 260	114 996	4 556	
Exportations de marchandises, fob	»	%	14.1	21.1	48.9	20.4	23.8	22.3	16.1	22.5	11.5	28.3	42.5	22.6	12.2	..	43.9	22.4	25.7	11.5	8.5	25.0	26.2	5.1	21.3	6.8	13.9	
En pourcentage du PIB	»	%	3.7	7.7	7.3	4.1	4.2	4.0	7.6	7.6	17.0	..	6.6	6.9	10.1	..	7.0	2.3	8.4	2.6	11.2	3.1	4.8	..	5.1	8.2	7.1	
Accroissement annuel moyen en volume	1971 à 1976	%	11 196	11 520	35 352 ²¹	37 956	12 420	7 392	64 392	87 780	6 012	468	4 200	43 368	64 800	—	39 948	2 830	11 112	4 212	17 460	19 164	14 772	5 129	55 968	121 788	6 881	
Importations de marchandises, caf	»	%	12.1	28.5	52.6	20.0	32.5	26.0	18.6	19.4	27.1	33.4	53.8	26.5	11.7	..	45.2	22.8	36.1	26.8	17.0	26.0	26.1	12.9	25.8	7.2	21.0	
En pourcentage du PIB	»	%	5.6	8.4	6.7	8.4	5.4	4.1	8.6	6.5	6.7	..	5.3	3.7	6.3	..	4.3	5.1	6.4	3.2	10.4	5.6	1.1	..	5.0	4.7	2.5	
Accroissement annuel moyen en volume	1971 à 1976	%																										
RÉSERVES OFFICIELLES TOTALES	Fin 1976	Millions de dollars des É-U	3 169	4 410	5 206 ²¹	5 843	915	498	9 728	34 798	925	81	1 837	6 654	16 604	—	7 387	491	2 229	1 302	5 284	2 491	12 992	1 080	4 230	18 319	2 680	
En pourcentage des importations de marchandises	En 1976	%	28.3	38.3	14.7 ²¹	15.4	7.4	6.7	15.1	39.6	15.4	17.3	43.7	15.3	25.6	..	18.5	17.3	20.1	37.4	30.3	13.0	88.0	21.1	7.6	15.0	38.9	

1 En provenance, pour partie, de sources nationales.

2 Population résidente totale.

3 Secteur privé et socialisé.

4 Suivant la définition retenue dans les Statistiques de main-d'œuvre de l'OCDE : industrie extractive, industrie manufacturière, construction et services publics (électricité, gaz et eau).

5 Produit social.

6 A prix constants.

7 Année fiscale commençant le 1^{er} juillet.

8 Non compris les bateaux opérant outre-mer.

9 Année fiscale commençant le 1^{er} avril.

10 1973.

11 Aux prix et taux de change courants.

12 $\left[\frac{\text{PNB} - (\text{Cons. priv$

PUBLICATIONS DE L'OCDE

2, rue André-Pascal

75775 PARIS CEDEX 16

N°40 336 1978.



IMPRIMÉ EN FRANCE

OCDE

Département des Affaires Économiques et Statistiques

ORGANISATION FOR ECONOMIC CO-OPERATION AND DEVELOPMENT

ÉTUDES ÉCONOMIQUES ANNUELLES
*Études détaillées du développement économique
dans chaque pays de l'OCDE*

Par pays	F 12,00	£ 1.50	\$ 3.00
Abonnement pour la série	F 200,00	£ 24.00	\$ 50.00

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DE L'OCDE

En juillet et décembre les PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DE L'OCDE donnent un aperçu général de l'évolution économique récente dans la zone OCDE et évaluent les perspectives au moyen d'un ensemble de prévisions quantitatives.

En supplément, cette publication contient fréquemment des études spéciales destinées à faciliter l'interprétation des tendances économiques.